

Registre des délibérations - décisions

TOME II

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 17 juin 2013

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 17 juillet 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

26 JUIN 2013

BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, IAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Agrément de candidature PROMOLOGIS et MASCOBADO (lot 5A2)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier et a été lauréate écoquartier 2011 au titre de la « nature en ville ». Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements, sous forme d'habitats collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

La Ville de Montpellier a souhaité soutenir le développement de projets d'habitat participatif dans la ZAC des Grisettes et a donc réservé, en collaboration avec la SERM, 2 lots dont le lot 5A2, objet de la présente délibération.

Suite au lancement d'un appel à projet, le groupe d'habitants, « Habiter c'est choisir » devenu l'association « MasCobado » accompagné de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage « Toit de choix » a été sélectionnée sur le lot 5A2, à l'issue de la consultation, compte tenu de la qualité du projet multi-générationnel, écologique, solidaire, innovant et de la forte implication des habitants dans le développement de leur projet. Il est important de noter que ce groupe d'habitant a élaboré son projet et notamment sa programmation avec l'appui du PUCA (Plan Urbanisme Construction et architecture).

Toutefois, le montage juridique et financier de cette opération est confronté à la réticence des organismes bancaires, notamment coopératifs, qui ne peuvent pas accompagner les projets ne disposant pas de Garantie

Financière d'Achèvement (GFA), nécessaire à tout type de construction. Cette disposition rend donc impossible la réalisation de ce projet en autopromotion. Face à ce contexte et afin de poursuivre leur démarche et de garantir la mixité sociale du projet, le groupe d'habitants Mascobado propose un partenariat avec Promologis (bailleur social) qui assurerait une co-maîtrise d'ouvrage avec le groupe d'habitants. Ce montage permet de sécuriser les différentes parties prenantes, tout en veillant à ce que l'esprit de l'habitat participatif initial perdure tout au long de l'opération. Une convention entre le groupe d'habitants Mascobado et Promologis sera mise en place afin de définir et garantir les engagements de chacun. D'autre part, ce montage avec un bailleur social permet d'assurer une mixité sociale au projet que le groupe d'habitants souhaite réaliser dans un esprit d'ouverture en y intégrant du logement locatif social et de l'accession sociale à la propriété.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de Promologis Mascobado en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : PROMOLOGIS - MASCOBADO

Localisation : ZAC des Grisettes (4^{ème} tranche)
Lot n°5A2

Parcelle cadastrée : Section DZ n°130p

Surface du lot : 1269 m²

Nature du projet : 13 logements collectifs

SDP envisagée : 1067 m²

SDP maximale autorisée : 1150 m²

La SERM précise que la candidature de PROMOLOGIS - MASCOBADO prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de PROMOLOGIS - MASCOBADO pour la construction de logements collectifs sur le lot 5A2 de la 4^{ème} tranche ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013



**Direction Aménagement
Programmation**
Planification - Urbanisation
nouvelle

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 265**

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Concession d'aménagement ZAC Port Marianne - Parc Marianne Convention d'avance de trésorerie

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 25 juillet 2005, reçue en Préfecture le 1^{er} août 2005, la Ville de Montpellier a décidé, en application des articles L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme, de confier à la SERM la mission d'aménager du quartier « Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et Plaine du Mas de Carbonnier » dans le cadre d'une convention publique d'aménagement. La convention a été signée le 14 septembre 2005. A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette convention prévoit aux articles 16.7 et 17 que lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, la SERM sollicite le versement d'une avance, éventuellement renouvelable, dans les conditions définies à l'article L.1523-2, 4° du code général des collectivités territoriales.

Au regard des dépenses importantes à engager pour la réalisation des infrastructures primaires de Port Marianne incluses dans la concession, telles que mentionnées dans le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2011 de la concession annexé à la présente, la Ville de Montpellier propose de verser une avance de trésorerie à la SERM, destinée à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération, et calculée en fonction du plan de trésorerie prévisionnel contenu dans le projet de convention ci-annexé.

Ainsi, la Ville de Montpellier versera chaque premier trimestre des années 2013, 2014, 2015 et 2016 une avance de trésorerie de 3 000 000 € destinée à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération suivant des conditions précisées dans la convention ci-annexée et conformément aux dispositions de l'article L. 1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales. Les remboursements s'effectueront au dernier trimestre des années 2013, 2014, 2015 et 2016. La convention d'avance de trésorerie est consentie au plus tard jusqu'au 31 décembre 2016, date à laquelle elle devra avoir été entièrement remboursée.

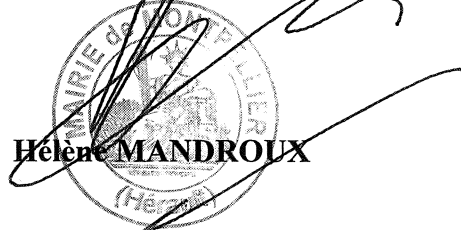
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal : *

- D'approuver les termes de la convention d'avance de trésorerie telle qu'annexée à la présente,
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer ladite convention, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18 juin 2013

**SOCIETE D'EQUIPEMENT DE
LA REGION MONTPELLIERAINE**

VILLE DE MONTPELLIER

S.E.R.M.

**CONCESSION D'AMENAGEMENT
ZAC PORT MARIANNE – PARC MARIANNE**

CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE

(Art. L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales)

ENTRE

La Ville de MONTPELLIER, ayant son siège social, 1 Place Francis Ponge 34000 MONTPELLIER,

Représentée par Monsieur Michael DELAFOSSE, Adjoint au Maire de la Ville de Montpellier, délégué à l'urbanisme, agissant en vertu d'une délibération n°2012/408 du Conseil Municipal en date du 23 juillet 2012, reçue en Préfecture de l'Hérault le 1^{er} août 2011,

Ci-après dénommée " la Ville " ou " la Collectivité "

D'une part,

ET

La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), Société anonyme d'économie mixte au capital de 5 894 000 €, inscrite au R.C.S. de Montpellier sous le n°B 462 800 160, dont le Siège Social est en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER et les bureaux, immeuble « Etoile Richter », 45 place Ernest Granier à MONTPELLIER,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- Tant en sa qualité de Directeur Général, Fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration de ladite Société en date du 22 septembre 2009,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant desdites délibérations que des dispositions de l'article 21 des statuts.

D'autre part.

IL A D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUI

EXPOSE

Par délibération en date du 25 juillet 2005, reçue en Préfecture le 1^{er} août 2005, la Ville de MONTPELLIER a décidé, en application des articles L.300-4 et L 300.-5 du Code de l'urbanisme, de confier à la SERM la mission d'aménageur du quartier « Parc Marianne et sa future extension, avenue de la mer et plaine du Mas de Carbonnier » dans le cadre d'une convention publique d'aménagement. La convention a été signée le 14 septembre 2005.

Cette convention publique d'aménagement prévoit à l'article 16.7 et l'article 17 que lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, la SERM sollicite le versement d'une avance, éventuellement renouvelable, dans les conditions définies à l'article L 1523-2,4° du code général de s collectivités territoriales.

La Ville de Montpellier a décidé de verser une avance de trésorerie à la SERM, destinée à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération, et calculée en fonction du plan de trésorerie prévisionnel.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUI :

ARTICLE 1 — OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

En application de l'article 16.7 de la convention publique d'aménagement ZAC PORT MARIANNE – PARC MARIANNE et en fonction du plan de trésorerie prévisionnel figurant au bilan d'aménagement ci-annexé, la Ville de Montpellier versera chaque année, en début d'année une avance de trésorerie de 3 000 000 € destinée à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération dans les conditions précisées ci-après et conformément aux dispositions de l'article L 1523-2, 4° du CGCT.

ARTICLE 2 — MONTANT ET MODALITES DU VERSEMENT DES AVANCES DE TRESORERIE

Le plan de trésorerie de la convention publique d'aménagement faisant apparaître des besoins de trésorerie annuels nécessaires à sa réalisation, les avances de trésorerie annuelles sont programmées comme suit :

	Versements en €
1 ^{er} semestre 2013	3 000 000 €
T1 2014	3 000 000 €
T1 2015	3 000 000 €
T1 2016	3 000 000 €

ARTICLE 3 — DUREE / MONTANT ET MODALITES DU REMBOURSEMENT DES AVANCES DE TRESORERIE

L'avance est consentie à l'opération d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2016, au plus tard, date à laquelle elle devra être intégralement remboursée.

Cette durée pourra être prolongée par avenant.

L'avance fait l'objet de remboursement conformément au tableau ci-après.

	Remboursements en €
T4 2013	3 000 000 €
T4 2014	3 000 000 €
T4 2015	3 000 000 €
T4 2016	3 000 000 €

ARTICLE 4 — CONDITIONS FINANCIERES

L'avance de trésorerie consentie dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu à versement d'intérêts au profit de la Ville De Montpellier.

ARTICLE 5 — ENTRE EN VIGUEUR

Le présent avenant prendra effet après notification de la date à laquelle le présent avenant aura été reçu par le représentant de l'Etat.

Fait à Montpellier
Le
En 3 exemplaires

Pour la SERM,

Monsieur Thierry LAGET
Directeur Général

Pour La Ville,

Monsieur Michael DELAFOSSE
Adjoint au Maire de Montpellier
Délégué à l'urbanisme

**CR 01225CB PARC MARIANNE- TOTAL**

Régulé HT en K€ - Arrêté au 31/12/2011

Concession : VILLE DE MONTPELLIER

Date de convention : 16/09/2005

Date de fin convention : 16/09/2025

	Bilan	2011		2012					2013					2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Bilan
Intitulé	Appro	Année	Cumul	Jan-	Avr-	Jui-	Oct-	Année	Jan-	Avr-	Jui-	Oct-	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Nouv	
CHARGES	123 880	15 998	43 553	775	1 703	3 949	2 680	9 106	2 092	2 345	2 372	2 867	9 676	7 543	29 635	11 017	7 469	2 313	1 696	1 560	821	335	162	90	827	125 802
10 ÉTUDES	2 185	104	827		20	20	25	65	29	29	29	79	165	210	210	328	190	159	16	10	10					2 190
11 ACQUISITIONS AUPRÈS du CONCÉDANT	4 073		2 813		565		55	620				100	100		260											3 793
12 ACQUISITIONS	25 958	3 458	11 186		5	2 205	111	2 321	13	13	13	100	807	9 416	1 466	1 682	131	10	8	8	8	8				27 092
13 TRAVAUX VRD	56 757	9 396	20 303	616	906	1 391	2 126	5 040	1 789	2 026	2 014	2 026	7 855	4 975	5 600	5 761	3 648	1 426	1 174	1 100	550	150	50	50		57 683
14 TRAVAUX	10 013														10 013											10 013
15 HONORAIRES sur TRAVAUX	7 464	408	2 326	92	81	90	93	356	91	91	91	131	404	436	1 166	1 182	566	230	190	180	89	42	30	30	74	7 301
17 RÉMUNÉRATION	11 976	1 430	4 212	52	112	228	188	579	129	145	184	471	928	779	1 967	1 432	855	221	151	127	45	16	18	5	753	12 089
18 FRAIS DIVERS	2 528	148	703	14	14	14	82	125	42	42	42	47	173	222	388	440	229	82	50	40	35	46	10	5		2 549
20 FONDS DE CONCOURS	1 000	1 000	1 000																							1 000
21 FRAIS FINANCIERS SUR CT	1 122	38	161											25	525	325	225									1 261
22 FRAIS FINANCIERS SUR MT/LT	804	17	22											90	90	82	73	64	104	94	84	73	54			830
PRODUITS	123 880	14 259	38 339		476	5 585	500	6 561				6 668	4 848	11 516	9 042	25 797	22 633	7 695	2 500	1 000	720					125 802
30 LOYERS	163		163																							163
50 VENTES DE TERRAINS ET DROITS	72 258	9 342	28 446		476		500	976				4 848	4 848	5 192	7 865	14 259	7 695	2 500	1 000	720						73 501
52 CESSIONS	16 000														16 000											16 000
53 PARTICIPATIONS AUTRES	1 126	563	563			563		563																		1 126
55 PARTICIPATION CONCÉDANT	34 186	3 675	8 340			5 022		5 022			6 668		6 668	3 850	1 932	8 374										34 186
56 Produits financiers	144	2	146																							146
57 Remboursements divers		3	3																							3
58 PRODUITS DIVERS	4	674	677																							677
RESULTAT D'EXPLOITATION		-1 739	-5 214	-775	-1 227	1 636	-2 180	-2 545	-2 092	-2 345	4 296	1 981	1 840	1 499	-3 838	11 616	226	187	-696	-840	-821	-335	-162	-90	-827	
AMORTISSEMENTS	14 500	2 080	7 080	2 000			2 920	4 920	2 000			4 500	3 000	9 500	3 000	3 185	3 193	202	211	221	231	241	252	263		32 500
60 AMORTISSEMENT EMPRUNT	6 000														185	193	202	211	221	231	241	252	263			2 000
62 remboursement avances collectivité							3 000	3 000				3 000	3 000	3 000	3 000	3 000										15 000
64 Remboursement avances	4 000	2 000	2 500	2 000				2 000	2 000		4 500		6 500													11 000
65 Avances versees autres operations	4 500		4 500																							4 500
67 DEBITEURS CREDITEURS DIVERS		80	80				-80	-80																		
90 FLUX DE TVA																										
MOBILISATIONS	14 500	4 000	9 009	3 500		3 000		6 500	6 000	2 000			8 000	3 000	3 000	2 991										32 500
70 MOBILISATION EMPRUNT	6 000									2 000			2 000													2 000
72 MOBILISATION AVANCES						3 000		3 000	3 000				3 000	3 000	3 000											15 000
74 AVANCES RECUES	4 000	4 000	4 500	3 500				3 500	3 000				3 000													11 000
77 DEPOTS RECUS			9													-9										
78 Remboursdement avances	4 500		4 500																							4 500
MOYENS DE FINANCEMENT		1 920	1 928	1 500		3 000	-2 920	1 580	4 000	2 000	-4 500	-3 000	-1 500		-185	-202	-202	-211	-221	-231	-241	-252	-263			
TRESORERIE		-2 669		-1 978	-3 253	1 306	-4 251	-4 251	-2 539	-3 079	-3 474	-3 910	-3 910	-2 411	-6 435	4 979	5 003	4 978	4 062	2 992	1 929	1 342	917	827		

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Commune de Grabels

Révision du Plan d'occupation des sols (POS)

Elaboration du Plan local d'urbanisme (PLU)

Avis de la Ville de Montpellier

sur le projet de PLU arrêté

Michaël DELAFOSSE rapporte :

A la suite de l'annulation par le Tribunal administratif de son PLU approuvé le 12 octobre 2009, la commune de Grabels a relancé une procédure de révision générale du POS valant élaboration du PLU afin de se doter d'un document d'urbanisme faisant état d'une vision prospective de son projet urbain et de s'inscrire dans le cadre normatif issu des lois SRU et Grenelle.

Par délibération du 18 juillet 2011, le Conseil municipal a prescrit la révision générale du POS valant élaboration du PLU.

Le projet de PLU a été arrêté le 11 mars 2013 et notifié à la Ville de Montpellier le 22 mars 2013.

En application des dispositions de l'article L.123-9 du code de l'urbanisme, l'avis officiel de la Ville de Montpellier est aujourd'hui sollicité sur le projet de PLU arrêté de la commune de Grabels.

Le projet de PLU arrêté par la commune de Grabels développe les principaux axes d'actions suivants:

- **valoriser le cadre agricole et naturel de la commune** : par le maintien d'une rupture d'urbanisation entre Grabels village et les secteurs de La Valsière et de Gimel, la Ville de Grabels répond aux objectifs de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain du SCOT de l'agglomération de Montpellier. La proportion d'espaces naturels et agricoles (80%) est maintenue.
- **renforcer les lieux de vie pour une commune rééquilibrée et rassemblée** : la commune de Grabels souhaite renforcer et rééquilibrer les deux pôles urbains de la commune (Grabels village et La Valsière-Gimel) par le développement d'équipements de proximité et l'amélioration des liaisons et des complémentarités entre ces entités.

Les développements urbains sont favorisés à proximité des transports collectifs existants ou à créer, notamment sur le site de Gimel, desservi par la ligne 1 du tramway.

- **favoriser un développement respectueux des caractéristiques du site** : le projet de PLU de Grabels, établi sur une hypothèse de croissance de la population d'environ 3000 habitants maximum à l'horizon 2025, prévoit la construction d'environ 1300 logements, conformément aux orientations du PLH 2013-2018.

Les secteurs de projets identifiés en situation de portes urbaines du territoire de Grabels, tels les secteurs de Gimel/Euromédecine 2 et du nord de La Valsière, constituent des espaces de mutations stratégiques qu'il convient de valoriser dans le respect des caractéristiques des sites qui les accueillent.

A l'interface avec la Ville de Montpellier, le développement du quartier de Gimel doit permettre la création d'un quartier mixte (habitat, équipements, commerces, activités) d'environ 800 logements répondant aux orientations du SCOT et desservi par la ligne 1 du tramway. Envisagé dans le cadre d'une ZAC, le développement du secteur de Gimel est cependant conditionné par une évolution ultérieure du PLU de Grabels.

Dans un souci de développement cohérent des territoires, la Ville de Montpellier sera attentive à la transition qui sera organisée avec le quartier pavillonnaire des Hauts de Massane et au traitement urbain de la future place publique qui assurera la jonction entre les deux communes, au carrefour de la route de Grabels et de l'avenue de Gimel.

Cette volonté de cohérence territoriale entre nos deux communes s'appuie sur les objectifs suivants :

- favoriser les mobilités notamment en développant les continuités douces,
- créer une mixité entre les secteurs d'habitat et d'activités,
- mettre en cohérence la production de logements au regard des objectifs visés dans le PLH 2013-2018,
- affirmer les continuités vertes, les corridors écologiques, en valorisant le patrimoine végétal existant et en développant les actions en matière de biodiversité,
- améliorer les relations avec les tissus urbains existants.

De la même manière, le renforcement de la centralité du quartier de la Valsière, qui permettra notamment l'implantation de nouveaux équipements publics et la création d'environ 600 nouveaux logements, appelle une réflexion commune sur l'amélioration des liaisons avec le quartier Croix-Lavit à Montpellier. A ce titre, la Ville de Montpellier prend acte de la volonté de la Ville de Grabels d'améliorer le maillage viaire des tissus urbains récents et les connexions avec le territoire de Montpellier, et précise qu'il sera nécessaire de traduire cet objectif par des emplacements réservés dans les pièces réglementaires du PLU.

En conséquence, il vous est proposé :

- de formuler un avis favorable sur le projet arrêté de révision du POS et d'élaboration du PLU de la commune de Grabels, au titre de l'article L.123-9 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de la SCI Les Vignes de l'Ecluse 928, avenue du Pont Trinquat Parcelles cadastrées DS 653p Promesse unilatérale de vente

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 14 décembre 2009, le conseil municipal a fixé les objectifs du projet d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès. Ce projet s'inscrit dans le développement de la Ville, notamment de l'opération Port Marianne, et la nécessité d'adapter les infrastructures viaires à sa forte croissance démographique.

Cette avenue est considérée comme un maillon fonctionnel important du réseau viaire montpelliérain dans la perspective de la réalisation en cours du pont de la République en franchissement du Lez.

L'aménagement prévu permettra de transformer l'actuelle voie à sens unique et ses cheminements piétons étroits et peu sécurisés, en une voie urbaine d'une largeur comprise entre 13 et 15 mètres définie à l'issue d'une large concertation menée auprès des riverains. Le profil en travers de cette nouvelle voie déclinera les fonctionnalités suivantes : double sens de circulation, trottoirs bilatéraux intégrant sur le côté sud-ouest un espace partagé piétons/cycles confortable de 5 mètres de large, et stationnement unilatéral discontinu.

Par arrêté du 18 juillet 2012, le préfet de l'Hérault a déclaré l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles nécessaires à sa réalisation.

S'agissant de la propriété de la SCI Les Vignes de l'Ecluse, l'opération prévoit l'acquisition par la Ville d'une emprise de 272 m² issue de la parcelle cadastrée DS 653. Le représentant de la SCI a accepté de signer une promesse unilatérale de vente à la Ville de cette emprise au prix de 80 €/m², soit 24.936 € toutes indemnités confondues, se décomposant de la façon suivante :

Indemnité principale : 21.760 €

Indemnité de emploi : 3.176 €

Indemnité totale : 24.936 €

Au vu de l'estimation des services fiscaux, la Ville doit désormais accepter cette promesse dans laquelle elle s'engage en outre à réaliser, en tant que travaux de reconstitution des équipements, un talutage avec une pente à 45° en limite de la nouvelle voirie.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la promesse unilatérale de vente, signée le 23 avril 2013 par le représentant de la SCI Les Vignes de l'Ecluse, promettant de céder à la Ville un terrain nu de 272 m² issu de la parcelle cadastrée DS 653 située 928, avenue du Pont Trinquat au prix de 24.936 € ;
- de lever l'option de cette promesse unilatérale de vente afin de procéder à l'acquisition foncière correspondante ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique constatant la vente au notaire du vendeur ;
- de dire que le montant des indemnités et des frais liés à cette acquisition sera prélevé sur le budget de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 9 mars 2011

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT

BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgifp.finances.gouv.fr

COPIE

Madame le Maire de Montpellier
Direction Générale des Services Techniques
Direction de l'urbanisme opérationnel
1, Place Francis Ponge
34064 Montpellier Cedex 2

Objet : Estimation sommaire et globale du projet
d'élargissement de l'avenue du pont Trinquat.
Dossier suivi par Mme Grézoux.

N/Référence : dossier n° 2011.172V0307.

Madame,

Par un courrier en date du 8 février dernier, vous avez sollicité une estimation sommaire et globale des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet d'élargissement d'une partie de l'avenue du Pont Trinquat conduit par la ville de Montpellier.

Vous trouverez ci-après un tableau récapitulant la charge foncière des emprises à acquérir.

Le montant global de ces acquisitions, établi sur la base des éléments communiqués par vos services, est estimé à un total de l'ordre de 800 000 € auquel il convient d'ajouter une marge d'imprévu et de négociation de 20 %.

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
Par délégation,
Le chef de brigade

Serge de BREMOY

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Tableau récapitulatif des indemnités de dépossession foncière des emprises nécessaires à l'élargissement de l'avenue du Pont Triquat

Zone 2U2-2 : quartier à dominante d'habitat individuel – COS de 0,5 : évaluation du terrain à partir du prix unitaire du m2 au sol avec abattement selon encombement de la parcelle.

Zone 2U1-1 : quartier à dominante d'habitat collectif – COS de 1 : évaluation du terrain à partir du prix unitaire du m2 au sol avec abattement selon encombement de la parcelle ou de la SHON théorique (perte des droits à construire) si plus favorable.

Prix unitaire moyen du TAB retenu : 500 € (cf jurisprudence du TGI sur expropriations/tram avenue de Lodève notamment)

Prix unitaire moyen du m2 de SHON : 360 €

Abattement pour encombement de 50 à 10 % selon encombement de la parcelle.

Total arrondi à 800 000 € + 20 % au titre des imprévus et de la marge de négociation = 960 000 €.

Réf cadastrale	Propriétaire	Parcelle	Emprise	Nature des biens	Valeur unitaire	Evaluation	Ind. accessoires	Total
DS 35	Mucela	638 m ² 2U2-2/0,5	136 m ²	Ancienne bâtisse Garage Serre, volière Terrain	500 € x 80 m ² = 40 000 € 500 € x 22 m ² = 11 000 € Forfait 5 000 € Surplus de terrain non bâti : 136 – 80 – 22 = 34 m ² 34 m ² x 500 € x 0,50 = 8 500 €	40 000 € 11 000 € / 8 500 € 59 500 €	6 950 € 5 000 €	71 450 €
DS 34	Battaglia	382 m ² 2U2-2/0,5	48 m ²	Jardin d'agrément	48 m ² x 500 € x 0,50 = 12 000 €	12 000 €	960 € 3 arbres/6 000 €	18 960 €
DS 33	Bressand	389 m ² 2U2-2/0,5	20 m ²	Jardin d'agrément	20 m ² x 500 € x 0,50 = 5 000 €	5 000 €	1 000 €	6 000 €
DS 14	Barbe	4423 m ² 2U2-2/0,5	273 m ²	Jardin d'agrément	273 m ² x 500 € x 0,90 = 122 850 €	122 850 €	13 285 €	136 135 €
DS 650	Bonnaveuc	1296 m ² 2U2-2/0,5	43 m ²	Chemin d'accès	43 m ² x 500 € x 0,6 = 12 900 €	12 900 €	2 290 €	15 190 €
DS 134	Bonnaveuc	891 m ² 2U2-2/0,5	198 m ²	Jardin d'agrément Emplacements de stationnement(2)	198 m ² x 500 € x 0,6 = 59 400 €	59 400 €	6 940 €	66 340 €

DS 38	Sansoni	431 m ² 2U2-2/0,5	6 m2	Jardin d'agrément et remise à usage de garage	garage : 15 m ² à 500 €/m ² =7 500 € Surplus du terrain non bâti : 3,75 m2 x 500 € x 0,5 = 940 €	7 500 € 940 € 8 440 €	1 516 €	9 956 €
DS 39	Vernay	807 m ² 2U2-2/0,5	30 m2	Jardin d'agrément	30 m2 x 500 € x 0,60 = 9 000 €	9 000 €	1 600 € Arbres/2 000 €	12 600 €
DS 412	Demes/	568 m ² 2U2-2/0,5	27 m2	Jardin d'agrément	27 m2 - 3 m2 = 24 m2 x 500 € x 0,60 = 7 200 €	7 200 €	1 555 €	10 255 €
	Causse			Atelier 3 m2	3 m2 x 500 € = 1 500 €	<u>1 500 €</u> 8 700 €		
DS 41	Claude	382 m ² 2U2-2/0,5	78 m2	Jardin d'agrément	78 m2-28 m2 = 50 m2 x 500 € x 0,60=15 000 €	15 000 €	3 900 €	34 900 €
				Garage 28 m2	28 m2 x 500 € = 14 000 €	<u>14 000 €</u> 29 000 €	Arbres(2)/2 000	
DS 273	Breuil	3494 m ² 2U2-2/0,5	449 m2	Jardin d'agrément	449 m2 x 500 € x 0,90 = 202 050 €	202 050 €	21 205 € Arbres ?	223 255 €
DS 45	Assoc synd	1948 m ² 2U2-2/0,5	20 m2	Voie d'accès goudronnée	20 m2 x 500 € x 0,2 (accès goudronné) = 2 000 €	2 000 €	400 €	2 400 €
DS 556	Agelou	2000 m ² 2U1-1/1	2 m2	Jardin d'agrément	2 m2 x 500 € x 0,2 = 200 €	720 €	144 €	864 €
					SHON 2 m2 x 360 € = 720 €			
DS 109	Carbonnel	1387 m ² 2U1-1/1	15 m2	Jardin d'agrément	15 m2 x 500 € x 0,60 = 4 500 €	5 400 €	1 080 €	6 480 €
					SHON 15 m2 x 360 € = 5 400 €			
DS 110	Maurin	1172 m ² 2U1-1/1	14 m2	Jardin d'agrément	14 m2 x 500 € x 0,60 = 4 200 €	5 040 €	1 008 €	6 048 €
					SHON 14 m2 x 360 € = 5 040 €			
DS 111	inconnu	408 m ² 2U2-2/0,5	96 m2	Chemin privé	96 m2 x 500 € x 0,40 = 19 200 €	19 200 €	2 920 €	22 120 €
DS 253	Richard	1629 m ² 2U1-1/1	197 m2	Jardin d'agrément	197 m2 x 500 € x 0,80 = 78 800 €	78 800 €	8 880 €	87 680 €
					SHON 197 m2 x 360 € = 70 920 €			
DS 429	Fernandez	635 m ² 2U1-1/1	10 m2	Jardin d'agrément	10 m2 x 500 € x 0,80 = 4 000 €	4 000 €	800 €	4 800 €
					SHON 10 m2 x 360 € = 3 600 €			
DS 426	Fernandez	912 m ² 2U1-1/1	110 m2	Jardin d'agrément	110 m2 x 500 € x 0,60 = 33 000 €	39 600 €	4 960 €	44 560 €
					SHON 110 m2 x 360 € = 39 600 €			
TOTAL	19 propr.	m²	1 772 m2			683 600 €	96 393 €	779 993 €



100043303
SGT/AS

ENTRE LES SOUSSIGNES

PROMETTANT

La société dénommée **LES VIGNES DE L'ECLUSE**, Société civile immobilière au capital de 1.000,00 € dont le siège est à MONTPELLIER (34265), 26 allée Jules Milhaud Immeuble Le Triangle, identifiée au SIREN sous le numéro 533541439 et immatriculée sous le numéro 2011D00792 auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

Cette société a été constituée aux termes d'un acte sous seing privé en date à MONTPELLIER (Hérault), du 7 juillet 2011, enregistré à la recette des impôts de MONTPELLIER SUD EST, le 8 juillet 2011, et est représentée par Monsieur Jean Patrick BROUILLARD, agissant en sa qualité de gérant ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de l'article 17 des statuts.

BENEFICIAIRE

La **COMMUNE DE MONTPELLIER**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département l'Hérault, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER (34000), 1 place Georges Frêche, identifiée au SIREN sous le numéro 213401722.

Représentée aux présentes par Monsieur Michaël DELAFOSSE, en sa qualité d'Adjoint au Maire, délégué à l'urbanisme, l'aménagement durable et à Montpellier territoire numérique, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Madame le Maire de la Ville de Montpellier, suivant arrêté numéro 2011/2209/T/R du 2 septembre 2011, visé par la Préfecture de l'Hérault le 2 septembre 2011, et dont une copie est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son Conseil Municipal en date du 28 mars 2011, visée par la Préfecture de l'Hérault le 31 mars 2011, dont une ampliation est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code des général collectivités territoriales le prévoit.

7

Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code susvisé s'est écoulé sans que la Commune ait reçu notification d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, ainsi que son représentant susnommé le déclare.

BENEFICIAIRE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

LESQUELS, préalablement à leurs conventions, ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

La présente promesse de vente concerne un **BIEN** compris dans un périmètre dont l'acquisition des immeubles est nécessaire à la réalisation du projet d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat, lequel a fait l'objet d'un dossier d'enquête préalable et d'un dossier d'enquête parcellaire arrêtés par délibération du Conseil Municipal de la COMMUNE DE MONTPELLIER le 28 mars 2011, visé par la préfecture de l'Hérault le 31 mars 2011, publié par voie d'affichage le 29 mars 2011.

Aux termes de ladite délibération, le Conseil Municipal a autorisé Madame le Maire à, savoir :

- recourir à la procédure d'expropriation prévue par les textes législatifs et réglementaires du code de l'expropriation en vue de l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des biens nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès,
- à demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Préfet de la Région Languedoc- Roussillon :

- de prescrire l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire dans les formes prescrites par le code de l'expropriation,

- de déclarer l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles et des droits réels immobiliers,

- à demander à France Domaines l'évaluation des biens et droit réels immobiliers, conformément aux dispositions du décret n°86-455 du 14 mars 1986 du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget relatif notamment aux modalités de consultation des Domaines,

- à saisir le juge de l'expropriation auprès du Tribunal de Grande Instance de Montpellier en vue de la fixation des indemnités dues.

Une copie de ladite délibération est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Par arrêté du 18 juillet 2012, numéro 2012-I-1597, Monsieur le Préfet du département de l'Hérault a déclaré d'utilité publique l'opération d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/ chemin de Moularès), et a déclaré cessibles au profit de la COMMUNE DE MONTPELLIER, le bien objet des présentes.

Par suite, les parties ont amiablement conclu entre elles les modalités de la vente dont il s'agit.

ENGAGEMENT DE L'ACQUEREUR

Les dispositions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation sont inapplicables aux présentes, l'**ACQUEREUR** étant une personne morale. Par suite il n'y a pas eu lieu de purger le délai de rétractation.

CECI EXPOSE, les parties sont convenues de ce qui suit :

h

PROMESSE DE VENTE

OBJET DU CONTRAT

PROMESSE UNILATERALE DE VENTE

Le **PROMETTANT** confère au **BENEFICIAIRE** la faculté d'acquérir, si bon lui semble, les **BIENS** ci-dessous identifiés.

Le **PROMETTANT** prend cet engagement pour lui-même ou ses ayants-droit même protégés.

Le **BENEFICIAIRE** accepte la présente promesse de vente en tant que promesse, mais se réserve la faculté d'en demander ou non la réalisation suivant qu'il lui conviendra.

TERMINOLOGIE

Pour la compréhension de certains termes aux présentes, il est préalablement expliqué ce qui suit :

- Le "**PROMETTANT**" et le "**BENEFICIAIRE**" désigneront respectivement le ou les promettants et le ou les bénéficiaires, qui, en cas de pluralité, contracteront les obligations respectivement mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Les "**BIENS**" désigneront les biens et droits immobiliers objet de la présente promesse de vente, "**L'ENSEMBLE IMMOBILIER**" désignera l'immeuble dans lequel se trouvent les "**BIENS**".

DESIGNATION

Une surface de 273 m² à détacher du bien ci-après désigné :
A MONTPELLIER (HÉRAULT) 34070 928 avenue du Pont Trinquat.
Une parcelle de terrain, cadastrée :

Section	N°	Lieudit	Surface
DS	653	928 avenue du Pont Trinquat	00 ha 39 a 66 ca

Division cadastrale à effectuer

Il est ici précisé que la parcelle ci-dessus cadastrée section DS 653 est d'une contenance totale de 3.966 m² de laquelle sera distraite la contenance vendue et ce au moyen d'un document d'arpentage à établir aux frais de l'**ACQUEREUR** par tout géomètre-expert de son choix et qui sera visé dans l'acte constatant la réalisation authentique de la vente, ce qui constituera une charge augmentative du prix.

Cette division s'effectuera conformément au plan établi et approuvé par les parties, lequel est demeuré ci-joint et annexé après mention.

Tel que ledit **BIEN** se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte reçu par Maître Jean-Philippe ANDRIEU, Notaire à MONTPELLIER (Hérault) le 30 août 2011 en cours de publication au 1er bureau des hypothèques de MONTPELLIER.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le présent acte porte sur la totalité en pleine propriété des **BIENS** sus-désignés.

Lesdits **BIENS** appartiennent en totalité en pleine propriété au **PROMETTANT** par suite des actes visés aux paragraphes "EFFET RELATIF".

5

DELAI - REALISATION - CARENCE

DELAI

La promesse de vente est consentie pour une durée de dix-huit mois à compter de la signature des présentes par le **PROMETTANT**.

Toutefois si, à l'issue de cette période, les divers documents nécessaires à la régularisation de l'acte n'étaient pas encore portés à la connaissance du notaire chargé de sa rédaction, le délai de réalisation serait automatiquement prorogé aux huit jours calendaires qui suivront la date à laquelle le notaire recevra la dernière des pièces indispensables, sans que cette prorogation puisse excéder trente jours.

En cas de carence du **PROMETTANT** pour la réalisation de la vente, ce dernier ne saurait se prévaloir à l'encontre du **BENEFICIAIRE** de l'expiration de la promesse ci-dessus fixée.

Les parties sont informées des dispositions de l'article L. 290-1 du Code de la construction et de l'habitation, lequel dispose que :

« Toute promesse de vente ayant pour objet la cession d'un immeuble ou d'un droit réel immobilier, dont la validité est supérieure à dix-huit mois, ou toute prorogation d'une telle promesse portant sa durée totale à plus de dix-huit mois est nulle et de nul effet si elle n'est pas constatée par un acte authentique, lorsqu'elle est consentie par une personne physique ». En outre, l'article L. 290-2 dudit Code précise que ces promesses de vente doivent prévoir, à peine de nullité, une indemnité d'immobilisation d'un montant minimal de 5 % du prix de vente. Cette indemnité doit faire l'objet « d'un versement ou d'une caution déposés entre les mains du notaire. »

ENREGISTREMENT

La présente promesse sera soumise à la formalité de l'enregistrement dans le délai de dix jours des présentes conformément aux dispositions de l'article 1589-2 du Code civil.

REALISATION

La réalisation de la promesse aura lieu par la levée d'option faite par le **BENEFICIAIRE** au plus tard dans les six mois suivant la signature des présentes.

L'acte authentique constatant la réalisation de la vente sera reçu par Maître Marc PARADIS, notaire à BAILLARGUES (Hérault), 340 rue des Ecoles.

En toute hypothèse, le transfert de propriété est reporté au jour de la constatation de la vente en la forme authentique, même si l'échange de consentement nécessaire à la formation de la convention est antérieur à la vente.

CARENCE

Au cas où la vente ne serait pas réalisée par acte authentique dans l'un ou l'autre cas et délais ci-dessus, le **BENEFICIAIRE** sera de plein droit déchu du bénéfice de la promesse auxdites dates sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure de la part du **PROMETTANT** qui disposera alors librement du **BIEN** nonobstant toutes manifestations ultérieures de la volonté d'acquérir qu'aurait exprimées le **BENEFICIAIRE**.

De convention expresse entre les parties, la seule manifestation par le **BENEFICIAIRE** de sa volonté d'acquérir n'aura pour effet que de permettre d'établir, le cas échéant, la carence du **PROMETTANT** et, en conséquence, ne saurait entraîner aucun transfert de propriété de la part du **PROMETTANT** sur le **BIENS**, ce transfert ne devant résulter que d'un acte authentique de vente constatant le paiement du prix selon les modalités ci-après convenues, ou d'un jugement à défaut de cette réalisation par acte authentique.

h

CLAUDE D'EXECUTION FORCEE

Il est expressément convenu entre les parties qu'en raison de l'acceptation de la promesse unilatérale de vente par le **BENEFICIAIRE** en tant que simple promesse, il s'est formé entre les parties une convention de promesse unilatérale dans les termes de l'article 1134 du Code civil. Dans la commune intention des parties, et pendant toute la durée du contrat, celle-ci ne pourra être révoquée que par leur consentement mutuel et ce conformément au deuxième alinéa dudit article.

Il en résulte notamment que :

1°) Le **PROMETTANT** a, pour sa part, définitivement consenti à la vente et qu'il est d'ores et déjà débiteur de l'obligation de transférer la propriété au profit du **BENEFICIAIRE** aux conditions des présentes.

Le **PROMETTANT** s'interdit, par suite, pendant toute la durée de la présente promesse de conférer aucun droit réel ni charge quelconque sur les **BIENS** à vendre, de consentir aucun bail, location ou prorogation de bail, comme aussi de n'y apporter aucun changement, si ce n'est avec le consentement du **BENEFICIAIRE**.

Il ne pourra non plus apporter aucune modification matérielle ni détérioration aux **BIENS**.

2°) Toute rétractation unilatérale de la volonté du **PROMETTANT** sera de plein droit inefficace du fait de l'acceptation de la présente promesse en tant que telle par le **BENEFICIAIRE**, et qu'une telle rétractation ne pourra produire aucun effet sans l'accord exprès de ce dernier. En outre, le **PROMETTANT** ne pourra pas se prévaloir des dispositions de l'article 1590 du Code civil en offrant de restituer le double de la somme le cas échéant versée au titre de l'indemnité d'immobilisation.

3°) En tant que de besoin, le **PROMETTANT** renonce expressément au bénéfice de l'article 1142 du Code civil, lequel dispose : « *Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts de la part du débiteur* ». En cas de refus par le **PROMETTANT** de réaliser la vente par acte authentique, le **BENEFICIAIRE** pourra poursuivre l'exécution forcée de la vente par voie judiciaire.

PROPRIETE JOUISSANCE

Le **BENEFICIAIRE** sera propriétaire du **BIEN** objet de la promesse le jour de la constatation de la vente par acte authentique, laquelle devra intervenir au plus tard dans les six mois suivant la signature des présentes.

Il en aura la jouissance dès avant cette constatation par la prise de possession réelle à compter de la levée de l'option.

Le **BIEN** devant être impérativement, à cette même date, libre de toute location ou occupation.

Le **PROMETTANT** déclare que le **BIEN** n'a pas, avant ce jour, fait l'objet d'un congé pouvant donner lieu à l'exercice d'un droit de préemption.

Conditions d'occupation antérieure

Le **PROMETTANT** déclare que le bien objet des présentes n'a jamais fait l'objet de location, de son chef ou de son auteur.

PRIX

La vente, en cas de réalisation, aura lieu moyennant le prix de 25.024 € (vingt cinq mille vingt quatre euros), se décomposant de la manière suivante :

Indemnité principale	21.840 €
Remploi	3.184 €
TOTAL	25.024 €.

Ce prix sera payable selon les règles de la comptabilité publique avant l'accomplissement des formalités de publicité foncière dans les deux mois suivant la

présentation par le notaire recevant l'acte authentique de la copie dudit acte et l'attestation par laquelle il s'engage à prendre à sa charge les sommes qui s'avèreraient dues à des créanciers inscrits.

NEGOCIATION

Les parties déclarent que les présentes conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

INDEMNITE D'IMMOBILISATION – ABSENCE

De convention expresse entre les parties, aucune indemnité d'immobilisation n'est stipulée.

CONDITIONS PARTICULIERES

Le PROMETTANT accepte la présente promesse de vente aux conditions suivantes. A compter de la levée d'option, le PROMETTANT autorise la BENEFICIAIRE à prendre jouissance du BIEN et à effectuer les travaux suivants :

- tous travaux liés à l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat dont le dévoiement des réseaux publics sur la parcelle objet des présentes,
- réalisation sur la parcelle restant propriété du PROMETTANT d'un talutage avec une pente à 45°.

CONDITIONS SUSPENSIVES

Cette promesse est faite sous les conditions suspensives suivantes :

Condition suspensive auxquelles aucune des parties ne peut renoncer :

- Droit de préemption :

La présente promesse est consentie sous la condition qu'aucun droit de préemption, quel qu'il soit, résultant de dispositions légales, ni aucun droit de préférence résultant de dispositions conventionnelles, ne puisse être exercé sur les BIENS concernés. Dans l'hypothèse où un tel droit existerait, le PROMETTANT s'engage à procéder sans délai aux formalités nécessaires à sa purge.

L'offre par le titulaire du droit de préemption ou de substitution ou de préférence à des prix et conditions différents de ceux notifiés entraînera la non réalisation de la condition suspensive au même titre que l'exercice pur et simple du droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption, la promesse sera caduque de plein droit et le PROMETTANT délié de toute obligation à l'égard du BENEFICIAIRE auquel devra être restitué dans un délai maximum de huit jours calendaires de la réception de la notification de préemption au domicile élu dans la déclaration, l'indemnité d'immobilisation ou la caution le cas échéant remise.

Les formalités de purge seront accomplies à la diligence du PROMETTANT qui mandate à cet effet son notaire qui est ainsi chargé de transmettre la notification à la personne ou administration intéressée et cette notification devra stipuler que la réponse du bénéficiaire du droit devra être adressée audit notaire.

Conditions suspensives auxquelles seul le BENEFICIAIRE pourra renoncer :

La présente promesse est acceptée sous les conditions suivantes dont seul le BENEFICIAIRE pourra se prévaloir ou auxquelles il pourra seul renoncer si bon lui semble.

A défaut par le BENEFICIAIRE de se prévaloir de la non réalisation de l'une ou l'autre des conditions suspensives ci-après dans le délai de réalisation des présentes ou dans les délais spécifiques à certaines de ces conditions, il sera réputé y avoir renoncé.

- Origine de propriété :

h

Qu'il soit établi une origine de propriété régulière remontant à un titre translatif de plus de trente ans.

- Urbanisme :

Que les renseignements d'urbanisme et les pièces produites par la commune ne révèlent aucun projet, vices ou servitudes de nature à déprécier de manière significative la valeur du **BIEN** ou à nuire à l'affectation sus-indiquée à laquelle le **BENEFICIAIRE** le destine.

- Situation hypothécaire :

Que le total des charges hypothécaires et des créances garanties par la loi soit d'un montant inférieur au prix de la vente payable comptant ou que le **PROMETTANT** produise l'accord des créanciers permettant d'apurer ce passif amiablement.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

Les conditions générales de la vente seront les suivantes.

Garantie d'éviction

Le **BENEFICIAIRE** bénéficiera sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière de la garantie en cas d'éviction organisée par l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet, le **PROMETTANT** déclare :

- qu'il n'existe sur les **BIENS** objet des présentes aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation ;
- qu'il n'existe aucun litige en cours et aucune procédure sur lesdits **BIENS** ;
- qu'il n'a conféré à personne d'autre qu'au **BENEFICIAIRE** un droit quelconque sur les **BIENS** dont il s'agit résultant d'un compromis ou d'une promesse de vente, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité, et qu'il n'existe aucun empêchement à cette vente ;
- que les **BIENS** n'ont pas été modifiés de son fait tant par une annexion ou une utilisation irrégulière privative de parties communes que par une modification de leur destination.

Etat des biens

Le **BENEFICIAIRE** sera, lors de la constatation authentique de la réalisation des présentes, subrogé dans tous les droits et actions du **PROMETTANT** relativement aux **BIENS**, notamment à l'encontre des auteurs des rapports constitutifs du dossier de diagnostics techniques.

Le **BENEFICIAIRE**, sous réserve des déclarations faites et des garanties consenties dans l'acte par le **PROMETTANT**, prendra les **BIENS** dans l'état où ils se trouveront au jour de l'entrée en jouissance, sans garantie de la part de ce dernier en raison des vices apparents ou cachés dont le sol, le sous-sol et les ouvrages pourraient être affectés.

A ce sujet, le **PROMETTANT** déclare :

- que les **BIENS** ne sont pas insalubres et ne font l'objet d'aucune interdiction d'habiter, arrêté de péril, mesure de séquestre ou injonction de travaux ;
- qu'aucune injonction de travaux n'a été faite par l'autorité administrative pour péril ou insalubrité.

5

Toutefois, et par dérogation aux principes énoncés ci-dessus, le **PROMETTANT** sera tenu à la garantie des vices cachés ou des dommages à l'ouvrage suivant le cas, dans les termes de droit, s'il est un professionnel de l'immobilier ou si la mutation intervient dans les dix ans de l'achèvement de l'ensemble immobilier ou des **BIENS**, ou dans les dix ans de la réalisation de travaux entrant dans le champ d'application des articles 1792 et suivants du Code civil, mais, dans ces derniers cas, dans la mesure où le **PROMETTANT** a construit ou fait construire en tout ou partie les **BIENS** objet des présentes, ou a réalisé ou fait réaliser lui-même lesdites travaux.

Contenance du terrain d'assiette

Le **PROMETTANT** ne confère au **BENEFICIAIRE** aucune garantie de contenance du terrain d'assiette du ou des **BIENS** telle qu'elle est indiquée ci-dessus par référence aux documents cadastraux.

Servitudes

Le **BENEFICIAIRE** souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les **BIENS** ou **L'IMMEUBLE**, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans aucun recours contre le **PROMETTANT**, sauf en ce qui concerne les servitudes créées par ce dernier et non indiquées aux présentes.

Le **PROMETTANT** déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur les **BIENS** objet des présentes.

Situation hypothécaire

Le **PROMETTANT** réglera s'il y a lieu, au moyen du prix de la vente, l'intégralité des sommes restant dues aux créanciers inscrits.

Il rapportera, à ses frais, les mainlevées de toutes les inscriptions révélées, et ce au plus tard dans le délai de six mois de la signature de l'acte de vente.

A cet égard, le **PROMETTANT** déclare qu'il ne lui a pas été notifié d'inscription d'hypothèque judiciaire ni de commandement de saisie.

Impôts et charges

Le **BENEFICIAIRE** acquittera à compter du transfert de propriété les impôts, contributions et charges de toute nature auxquels les **BIENS** peuvent et pourront être assujettis, le tout sans que les dispositions ci-dessus n'affectent les droits à récupération éventuelle des impôts, contributions et charges auprès des locataires ou occupants s'il en existe.

Le **BENEFICIAIRE** remboursera au **PROMETTANT**, le prorata de la taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au trente et un Décembre suivant.

Le **BENEFICIAIRE** réglera au **PROMETTANT** le jour de la signature de l'acte authentique de vente, directement en dehors de la comptabilité de l'Office Notarial, le prorata de l'impôt foncier en se basant sur le dernier avis de mise en recouvrement.

Pour les parties, ce règlement sera définitif, éteignant toute créance ou dette l'une vis-à-vis de l'autre à ce sujet, quelle que soit la modification éventuelle de cette taxe pour l'année en cours.

Frais

Les frais, droits et émoluments de la vente seront à la charge du **BENEFICIAIRE**.

h

**CHARGES ET CONDITIONS RESULTANT DE
L'APPLICATION DE REGLEMENTATIONS PARTICULIERES**

**ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES REGLEMENTATION
GENERALE**

Les dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement sont ci-après littéralement rapportées :

« I. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret. A cet effet, un état des risques naturels et technologiques est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet. En cas de mise en vente de l'immeuble, l'état est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.

II. - En cas de mise en location de l'immeuble, l'état des risques naturels et technologiques est fourni au nouveau locataire dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 3-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

III. - Le préfet arrête la liste des communes dans lesquelles les dispositions du I et du II sont applicables ainsi que, pour chaque commune concernée, la liste des risques et des documents à prendre en compte.

IV. - Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125-2 ou de l'article L. 128-2 du code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

V. - En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix. »

- Plan de prévention des risques naturels prévisibles

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles a été approuvé savoir :

- le 13 janvier 2004, en ce qui concerne le risque inondation ;
- le 30 janvier 2008, en ce qui concerne le risque incendie de forêt.

Le **BENEFICIAIRE** déclare reconnaître avoir pris connaissance des dispositions de ces plans par la lecture qu'il en a faite lui-même et avoir obtenu les informations nécessaires à la compréhension de ce document.

En connaissance de cause, il requiert le Notaire de recevoir l'acte de vente, faisant son affaire personnelle des risques liés à la situation et le décharge de toute responsabilité quelconque à ce sujet.

Le **BIEN** n'a subi, à la connaissance du **PROMETTANT**, aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité.

- Plan de prévention des risques technologiques

Il n'existe pas à ce jour de plan de prévention des risques technologiques applicable aux présentes.

- Zone de sismicité

Il est ici précisé que l'immeuble objet des présentes se situe en zone de sismicité 2 et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations, les règles édictées par les articles L111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.



Etat des risques

Conformément aux dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement, un état des risques en date de ce jour est demeuré ci-joint.

ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

Le **BENEFICIAIRE** est informé :

- d'une part qu'en vertu de la loi numéro 2001-44 du 17 Janvier 2001 et du décret numéro 2002-89 du 16 Janvier 2002, le Préfet peut demander l'établissement d'un diagnostic sur l'archéologie préventive ;

- d'autre part sur les conséquences qui peuvent résulter de ce diagnostic tant sur les pièces d'urbanisme que sur les délais fixés quant à la réalisation de l'opération d'aménagement.

VESTIGES IMMOBILIERS ARCHEOLOGIQUES - AVERTISSEMENT

L'article 552 du Code civil dispose « *La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre Des servitudes ou services fonciers. Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police.* »

Toutefois, les dispositions de l'article 18-1 de la loi numéro 2001-44 du 17 Janvier 2001 disposent que « *s'agissant des vestiges archéologiques immobiliers, il est fait exception aux dispositions de l'article 552 du Code civil.* »

Il y a lieu de distinguer entre :

- Le vestige archéologique immobilier enfoui ou dissimulé, et donc ignoré du propriétaire du sol, la propriété de ce vestige ne peut être acquise par prescription ni encore moins par titre. Ce vestige appartient à l'Etat quel qu'en soit le découvreur ou « inventeur ». Un dédommagement est prévu pour les propriétaires des terrains traversés à l'effet d'accéder à ce vestige. Si la découverte du vestige est effectuée par le propriétaire du sol, ce dernier pourra toucher une indemnité en cas d'exploitation commerciale, indemnité soit forfaitaire soit liée aux résultats de l'exploitation. Le tout, bien entendu, si le vestige en question présente un intérêt scientifique ou historique. Lorsque le vestige n'est pas incorporé au domaine public, il peut être cédé à l'amiable par l'Etat, et si dans les six mois de la découverte l'immeuble n'est ni incorporé au domaine public ni cédé à l'amiable, l'Etat est censé avoir renoncé à sa propriété, le propriétaire du fonds peut alors demander au préfet de constater cette renonciation par un acte qui doit être publié au bureau des hypothèques, le tout aux termes des dispositions du décret numéro 2002-89 du 16 Janvier 2002.

- Le vestige archéologique non enfoui ou non dissimulé mentionné dans les actes fait titre de propriété du propriétaire du sol, à défaut de mention dans les actes sa propriété pourra être revendiquée par le propriétaire du sol en invoquant la prescription acquisitive.

FISCALITE**REGIME FISCAL DE LA VENTE**

Le **PROMETTANT** déclare :

- qu'il n'est pas assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts,

D'autre part, le **BENEFICIAIRE** déclare :

- qu'il n'effectue pas la présente acquisition dans le cadre d'une activité économique et qu'il n'est pas assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts en ce qui concerne les présentes,

- qu'il ne prend aucun engagement de construire ou revendre.

En conséquence, la vente n'entre pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

La vente à intervenir sera soumise aux droits d'enregistrement.

Conformément à l'article 1042 du Code Général des Impôts, l'acquisition par le **BENEFICIAIRE** ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

TAXE SUR LA CESSION DE TERRAIN DEVENU CONSTRUCTIBLE – DISPENSE

Article 1605 nonies III du Code général des impôts

Le terrain étant classé en zone constructible depuis plus de dix-huit ans ainsi qu'il résulte des documents d'urbanisme, la taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts n'est pas exigible.

PLUS-VALUES

Pour le calcul de la plus-value, il est précisé que l'immeuble est entré dans le patrimoine du **PROMETTANT** savoir :

Acquisition de Monsieur Félix BARBE, demeurant à SAINT-GILLES (Gard), né à FUSTEIN (Autriche) le 25 décembre 1944, suivant acte reçu par Maître Jean-Philippe ANDRIEU, Notaire à MONTPELLIER (Hérault) le 30 août 2011 en cours de publication au 1er bureau des hypothèques de MONTPELLIER.

Domicile fiscal

Le **PROMETTANT** déclare être effectivement domicilié à l'adresse sus-indiquée, dépendre actuellement du centre des impôts de NIMES EST, 15 boulevard Etienne Saintenac, 30036 Nîmes cedex 9, et s'engager à signaler à ce centre tout changement d'adresse.

REPRISE D'ENGAGEMENT PAR LES AYANTS-DROIT DU PROMETTANT

Au cas de décès du **PROMETTANT** s'il s'agit d'une personne physique, ou de dissolution volontaire dudit **PROMETTANT** s'il s'agit d'une personne morale, avant la constatation authentique de la réalisation des présentes, ses ayants-droit, fussent-ils protégés, seront tenus à la réalisation des présentes dans les mêmes conditions que leur auteur.

Le **BENEFICIAIRE** pourra demander, dans le délai de quinze jours du moment où il a eu connaissance du décès ou de la dissolution, à être dégagé des présentes en raison du risque d'allongement du délai de leur réalisation par suite de la survenance de cet événement.

RESILIATION D'ENGAGEMENT PAR LES AYANTS-DROIT DU BENEFICIAIRE

Au cas de décès du **BENEFICIAIRE** s'il s'agit d'une personne physique, ou de dissolution judiciaire dudit **BENEFICIAIRE** s'il s'agit d'une personne morale, avant la constatation authentique de la réalisation des présentes, les présentes seront caduques.

Pour ce qui concerne l'indemnité d'immobilisation si elle existe, il y a lieu de distinguer :

- le principe : l'indemnité d'immobilisation ne sera pas due et celle versée devra être restituée,
- l'exception : si le décès survient après la réalisation des conditions suspensives, l'indemnité versée restera acquise au **PROMETTANT**, la partie le cas échéant non encore versée ne sera pas due par les ayants-droit sauf si ce non versement résulte d'un retard de paiement.

En cas de pluralité de bénéficiaires personnes physiques cette clause s'appliquera indifféremment en cas de décès d'un seul ou de tous les bénéficiaires.



NOUVEAUX ETATS – CONSTATS – DIAGNOSTICS

Si, avant la réitération des présentes, de nouvelles législations protectrices du **BENEFICIAIRE** venaient à entrer en application, le **PROMETTANT** s'engage, à ses seuls frais, à fournir au **BENEFICIAIRE** les diagnostics, constats et états nécessaires le jour de la vente, sauf si le **BENEFICIAIRE** en convenait autrement.

RENONCIATION A PUBLICITE FONCIERE

Les soussignés reconnaissent avoir été avertis par le rédacteur des présentes de l'intérêt qu'ils ont à faire publier le présent accord à la conservation des hypothèques afin de le rendre opposable aux tiers, mais que cette publicité ne peut résulter que d'un acte reçu en la forme authentique. Ils déclarent, cependant, renoncer expressément à cela et déchargent le rédacteur des présentes de toutes responsabilités à cet égard.

POUVOIRS

Les parties confèrent à l'un des clerks de l'Office Notarial représentant le **PROMETTANT** tous pouvoirs nécessaires à l'effet de signer toutes demandes de pièces, demandes de renseignements, et lettres de purge de droit de préemption préalables à la vente.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège social respectif.

En outre, et à défaut d'accord amiable entre les parties, toutes les contestations qui pourront résulter des présentes seront soumises au Tribunal de Grande Instance de la situation des **BIENS**.

COMMUNICATION DES PIECES ET DOCUMENTS

Le **BENEFICIAIRE** pourra prendre connaissance de toutes les pièces et documents ci-dessus mentionnés directement en l'Office Notarial chargé de leur demande, sans que ce dernier ait l'obligation de les lui adresser à mesure de leur réception, sauf avis contraire écrit de sa part ou nécessité de l'informer de sujétions particulières révélées par ces pièces et documents.

DECLARATIONS DES PARTIES

Le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** déclarent :

Qu'ils ne sont pas en état de cessation de paiement, redressement ou liquidation judiciaire.

Que les sociétés qu'ils représentent ont leur siège social en France, à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Que ces sociétés n'ont fait l'objet d'aucune demande en nullité ni en dissolution anticipée.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 «Informatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations. Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'ADSN : service Correspondant à la Protection des Données, 95 avenue des Logissons 13107 VENELLES cpd-adsn@Notaires.fr, 0820.845.988.

DECLARATIONS DES PARTIES

Le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** déclarent :

- Qu'ils ne sont pas en état de cessation de paiement, redressement ou liquidation judiciaire.
- Que la société qu'ils représentent a son siège social en France, à l'adresse indiquée en tête des présentes.
- Qu'elle n'a fait l'objet d'aucune demande en nullité ni en dissolution anticipée.
- Et n'être concernés :
 - Par aucune mesure de protection.
 - Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.

Dans le cadre des articles 1134 troisième alinéa et 1625 du Code civil, le **PROMETTANT** déclare qu'il a, dès avant ce jour, divulgué au **BENEFICIAIRE** tous renseignements et documents susceptibles d'influencer sa décision de signer les présentes. Au cas où il se révélerait que le **PROMETTANT** a volontairement dissimulé des informations, il serait tenu d'indemniser le **BENEFICIAIRE**, devenu alors propriétaire, de la totalité du préjudice qu'il pourrait subir y compris de toute perte de valeur des **BIENS**.

En outre, le **PROMETTANT** se reconnaît informé de son obligation d'information à l'égard du **BENEFICIAIRE**, fondée notamment sur les dispositions des articles 1135 et 1602 du Code civil, ainsi que sur les textes spécifiques énumérés aux présentes, sachant qu'à défaut, il s'exposerait à rendre inefficace toute clause d'exonération de sa responsabilité portant sur un vice connu de lui qu'il n'aurait pas déclaré, ou même non connu de lui, s'il n'a pas fourni dans les conditions légales les certificats éventuellement prescrits par la loi.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix ; elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

FAIT à

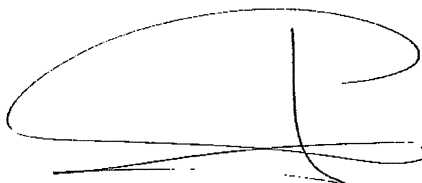
Le

Tontjeffer
23 April 2013

En trois exemplaires dont un pour l'enregistrement.

Les présentes comprenant :

- pages
- renvoi approuvé
- barre tirée dans des blancs
- ligne entière rayée
- chiffre rayé nul
- mot nul





Direction Urbanisme
Opérationnel
Service Domanialité publique

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 268

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

26 JUIN 2013

BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Foncier

Déclassement du Domaine Public Communal Emprise rue de l'Épire - avenue du Pont Juvénal Transferts de propriété avec la société « Kaufman & Broad »

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'opération immobilière « Jardin Nostra », située rue de l'Épire et réalisée par la société « Kaufman & Broad », des travaux importants ont été entrepris pour permettre l'élargissement de la rue de l'Épire et l'amélioration de l'espace public.

Aujourd'hui, le promoteur poursuit son opération dans le strict alignement de l'immeuble voisin et propose de réaliser un ensemble immobilier en forme d'îlot qui viendra épauler la rue de l'Épire et la rue Poséidon. A noter qu'un soin particulier sera apporté au traitement architectural du soubassement de l'immeuble qui accueillera des commerces largement ouverts sur l'espace public.

Par la création d'une nouvelle place publique aménagée en pied d'immeuble, ce secteur pourra ainsi bénéficier d'un lieu d'échanges et de rencontres convivial.

Cette transaction nécessite de déclasser du domaine public communal la parcelle HI 446 de 581 m² au terme d'une procédure incluant une enquête publique. Après désaffectation et déclassement de cette emprise, la Ville pourra alors la céder à la société Kaufman & Broad.

L'enquête publique préalable au déclassement du domaine public communal a eu lieu du jeudi 4 avril 2013 au jeudi 18 avril 2013 inclus. Au terme de cette enquête, Monsieur le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à ce déclassement.

Les services fiscaux ont évalué le montant de la transaction selon la nature des surfaces de planchers qui seront réalisées sur la parcelle cédée :

- 568 m² de logements libres à 450 €/m²
- 142 m² de logements sociaux à 200 €/m²

- 142 m² de commerces à 220 €/m²
soit un total de 315 240 €, arrondis à 315 000 €.

Ce montant sera converti en l'obligation de transférer à la Commune les emprises qui ont vocation à intégrer le Domaine Public Communal, à savoir une place et des trottoirs pour une superficie d'environ 730 m². Ces équipements seront réalisés selon les prescriptions de la Ville pour une valeur identique.

En fin de chantier, le géomètre de l'opération établira le document d'arpentage constatant l'emprise à transférer dans le domaine public communal, aux frais du vendeur, et un deuxième acte interviendra pour permettre le transfert des emprises à vocation publique, conformément à la réalisation du paiement de la vente. La société Kaufman & Broad a désigné l'étude « GRANIER & BONNARY », notaires à Montpellier, pour gérer ce dossier. Elle procédera à la rédaction des deux actes constatant les transferts de propriétés, à la charge du promoteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public communal de la parcelle HI 446 de 581 m², située rue de l'Epire, avenue du Pont Juvénal ;

- de vendre cette parcelle à la société « Kaufman & Broad » avec une prise de possession immédiate, conformément à l'estimation des services fiscaux, à savoir :

- 568 m² de logements libres à 450€/m²
- 142 m² de logements sociaux à 200 €/m²
- 142 m² de commerces à 220 €/m²

soit un total de 315 240 €, arrondis à 315 000 € ;

- de convertir ce montant en l'obligation de transférer à la Commune les emprises qui ont vocation à intégrer le Domaine Public Communal, à savoir une place et des trottoirs pour une superficie d'environ 730 m². Ces équipements seront réalisés selon les prescriptions de la Ville pour une valeur identique ;

- de faire intervenir, en fin de chantier, le géomètre de l'opération pour rédiger le document d'arpentage constatant l'emprise à transférer dans le domaine public communal, aux frais du vendeur ;

- de faire procéder aux deux actes de transfert de propriété par l'étude « GRANIER & BONNARY » notaires à Montpellier, à la charge exclusive du promoteur :

- l'un, dès l'expiration du délai de recours des tiers contre la délibération du conseil municipal autorisant la vente de la parcelle HI 446,

- l'autre, à l'issue des travaux d'aménagement mais avant la première livraison, pour la cession des futures emprises publiques en réalisation du paiement de la vente ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18 juin 2013



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 16 mai 2013.

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Mairie de Montpellier

Département urbanisme et aménagement

Foncier opérationnel

1 place Georges Frêche

34267 MONTPELLIER cedex 2

Objet: Demande d'évaluation/parcelle HI 446.

Votre demande du 14/05/2013.

Dossier suivi par Mme Davaux.

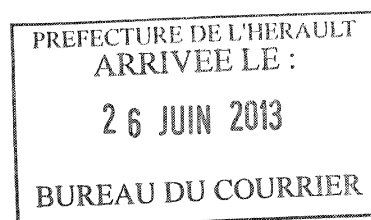
Référence: dossier n° 2013.172V1102.

- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Situation des biens :** Parcelle cadastrée HI 446 située angle rue de l'Epire et rue Poséïdon à MONTPELLIER.
- 3- **Propriétaire :** Ville de Montpellier.
- 4- **Urbanisme applicable :** zone 1U1 du PLU en vigueur.
- 5- **Description sommaire de la parcelle :** Parcelle nue d'une superficie totale de 581 m² pour une SdP de 852 m² dont 568 m² en logements libres, 142 m² en logements sociaux et 142 m² en commerces.
- 6- **Description sommaire du projet :** Cession à un promoteur dans le cadre d'un projet de construction d'un ensemble immobilier en contrepartie de la réalisation d'équipements publics de valeur équivalente(place, trottoirs) à intégrer dans le domaine public communal.
- 7- **Evaluation des biens :**
La valeur des droits à construire cédés est de l'ordre de 315 000 €.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances publiques,


Pascal BONNAIRE

▲
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
26 JUIN 2013
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Foncier

Avenue de la Pompignane - Avenue Alphonse Juin

Déclassement du domaine public communal

Cession à Bouygues Immobilier

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite procéder au réaménagement du cœur de quartier de la Pompignane afin de requalifier l'espace public tout en organisant l'implantation de plusieurs opérations immobilières pionnières.

Les promoteurs BOUYGUES IMMOBILIER et NG Promotion souhaitent développer deux résidences associant logements et activités tertiaires en lieu et place de l'actuel supermarché ALDI, au carrefour de l'avenue de la Pompignane et de l'avenue Alphonse Juin.

Dans un souci de composition architecturale équilibrée et qualitative, le principe d'un rez-de-chaussée commercial en saillie de la façade principale a été retenu pour mettre en valeur la hauteur volontairement marquée de l'immeuble et garantir une animation commerciale sur le futur espace public.

En parallèle, un projet de réaménagement du carrefour entre l'avenue de la Pompignane et l'avenue Alphonse Juin ambitionne de réduire l'emprise viaire affectée à la voiture au profit des espaces publics et des cheminements doux.

A noter que le financement du réaménagement des espaces publics induit par ces projets fera l'objet d'un PUP (Projet Urbain Partenarial) signé entre la Ville et les deux promoteurs.

Dans le cadre de ce programme immobilier, la Ville de Montpellier envisage de vendre à la société BOUYGUES IMMOBILIER une emprise totale de 205 m² environ constituée, d'une part, de 166 m² environ à extraire de la parcelle cadastrée CR 71 propriété communale et, d'autre part, d'une partie du domaine public pour 39 m² environ, située au carrefour de l'avenue de la Pompignane et de l'avenue Alphonse Juin, après désaffectation et déclassement.

Les services fiscaux ont évalué une partie de ce foncier (98 m² environ) à 450 €/m² soit un total de 44 100 € puisqu'elle permettra au promoteur la création de surfaces de plancher. L'autre partie du foncier cédé (soit 107 m² environ) a été estimée à 56,74 €/m² soit un total de 6 071 €, puisqu'elle demeurera pour sa part non bâtie et accessible au public. Le montant total de la recette s'élève à 50 171 €.

L'enquête publique préalable au déclassement du domaine public communal a eu lieu du jeudi 11 avril 2013 au jeudi 25 avril 2013 inclus. A l'issue de cette enquête, Madame le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à ce déclassement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désaffecter et de déclasser du domaine public communal une emprise de 39 m² environ, située au carrefour entre l'avenue de la Pompignane et l'avenue Alphonse Juin, et de faire procéder au numérotage de cette nouvelle parcelle par un géomètre ;
- de prévoir la division de la parcelle CR 71 en deux nouveaux numéros cadastraux ;
- de vendre à la société BOUYGUES IMMOBILIER une emprise totale de 205 m² environ, conformément au montage financier établi par les services fiscaux, soit une recette totale de 50 171 € ;
- de faire constater le transfert de propriété par acte authentique aux frais du demandeur, par Maître BONNARY, notaire à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier Principal Municipal à encaisser la recette qui sera affectée au budget 2013 de la Ville sur la ligne 17696, nature 2111, chapitre 908 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18 juin 2013



DIRECTION URBANISME OPERATIONNEL			
03 MAI 2013			
FC	DES	DP	C

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 24 avril 2013.

Mairie de Montpellier

Direction de l'urbanisme opérationnel

Service foncier opérationnel

1, Place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2

Objet: Projet immobilier Bouygues/NG.

Affaire suivie par Mme Mallebrera.

Référence: dossier n° 2013.172V0989.

1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.

2- **Situation des biens :** Parcelle cadastrée CR 71 et emprise sur le domaine public communal, avenue de la Pompignane à MONTPELLIER.

3- **Urbanisme applicable :** Zone 1U2-6 du PLU en vigueur.

4- **Désignation sommaire :**

Emprise totale de 205 m² dont 166 m² sur la parcelle CR 71 et 39 m² sur le domaine public communal.

Transfert de droits à construire à concurrence d'une surface au sol de l'ordre de 98 m².

5- **Evaluation des biens :** (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)

Les modalités financières prévues pour ce transfert, à savoir 450 € par m² de surface de plancher à créer et 56,74 € par m² de terrain dépourvu de droits à construire et grevé de servitudes, sont conformes aux valeurs foncières habituellement constatées à Montpellier.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
Et par délégation,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

PREFECTURE DE L'HERAULT ARRIVEE LE : 26 JUIN 2013 BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

FONCIER Propriété BIAU 168, impasse d'Arcole Acquisition d'une parcelle pour la création d'un chemin piéton

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Monsieur Dominique BIAU est propriétaire d'une villa avec terrain attenant sise 168 impasse d'Arcole et cadastrée section CR n° 105 qu'il souhaite vendre.

Cette propriété est située entre le parc municipal des Pastourelles et le plateau sportif de la Pompignane.

La mise en vente de ce bien a été l'occasion d'étudier la possibilité de réaliser un chemin piéton entre ces deux équipements publics et plus généralement de relier le parc au centre du quartier de la Pompignane.

En effet ce nouveau chemin piéton permettrait de créer un axe qui favoriserait la réalisation des objectifs de la municipalité fixés dans le cadre du périmètre d'étude créé par délibération du Conseil Municipal en date du 28 mars 2011, notamment en vue de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution de ce secteur vers plus de centralité, de densité et d'urbanité.

Monsieur BIAU a fait part de son accord pour céder à la Ville le terrain nécessaire consistant en une bande de terrain de 6 m de large d'une surface de 420 m² environ, à faire arpenter par géomètre-expert, au prix unitaire de 495 €/m² soit à titre d'information 207 900 € sur la base de 420 m².

Cette acquisition nécessitera la démolition d'une construction à usage de cabinet médical et d'une piscine ainsi que la construction d'une clôture séparative. Ces travaux ne pourront intervenir que début 2014, date de prise de possession du bien envisagée par la Ville après régularisation de la vente en 2013.

Les crédits inscrits au programme "Action foncière", ligne de crédit "Travaux suite à acquisitions", permettront de financer ces premiers travaux qui conditionnent la vente du terrain.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

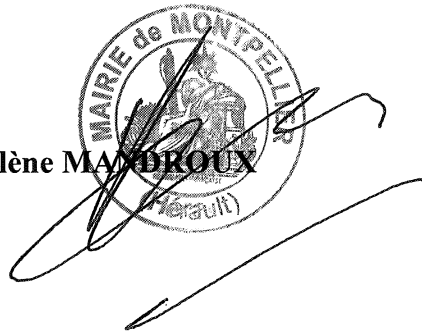
- d'acquérir en vue de réaliser un chemin piéton, une bande de terrain de 420 m² environ, à détacher d'un plus grand corps cadastré section CR n° 105 sis 168 impasse d'Arcole, propriété de Monsieur Dominique BIAU, au prix unitaire de 495 €/m² conforme à l'avis des Domaines en date du 9 janvier 2013;
- d'autoriser une entrée en jouissance différée de ce bien à échéance début 2014, date prévisionnelle de démarrage des travaux de reconstitution de la propriété ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique régularisant cette acquisition à Maître VILLEMIN notaire retenu par le vendeur ;
- de prélever les crédits nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme "Action foncière" n° 2013127 ;
- de prélever les crédits nécessaires aux travaux directement induits par cette acquisition sur le budget de la Ville, programme "Action foncière" n° 2013127 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire et à déposer tous permis de démolir.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013



Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Secteur de Bionne

Acquisition de la propriété de Madame Andrée GINER route de Bionne

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réserves foncières, la Ville s'est régulièrement portée acquéreur d'immeubles non bâtis sur le secteur de Bionne, dans le cadre de ventes amiables ou de préemptions.

Madame Andrée GINER, propriétaire de la parcelle cadastrée PN 10 – route de Bionne - d'une superficie de 4 846 m², propose de céder ce bien à la Ville au prix de 10 €/m² soit un prix total de 48 460 €.

Cette parcelle est localisée sur le même tènement foncier, situé entre la route de Bionne et l'avenue Léon Jouhaux, que celui sur lequel la Ville est propriétaire de deux parcelles voisines, cadastrées PN 5 et 7, d'une surface de 4 329 m².

La parcelle de Mme GINER est un terrain nu en friche et se situe en zone N 1 au plan local d'urbanisme, hors de la zone inondable et dans le périmètre de réserve foncière de la zone d'aménagement différé (ZAD) des Bouisses.

Le prix proposé est conforme aux prix pratiqués pour ce type de biens sur ce secteur par la Ville et à l'évaluation des services fiscaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir la propriété de Madame Andrée GINER, située route de Bionne, et cadastrée PN 10 au prix de 48 460 €,
- de prélever les sommes nécessaires à l'acquisition sur le budget 2013 de la Ville, programme Action Foncière 2013127,
- de confier la rédaction de l'acte de vente à l'étude notariale qui sera désignée par la propriétaire,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Nicole MONTEUX

téléphone : 0 467 226 271

télécopie : 0 467 226 269

Courriel : nicole.monteux@dgfip.finances.gouv.fr

Objet : demande d'évaluation

Vos réf. : MR/2012

Affaire suivie par Michèle REGLAIN

Nos réf. : 2012-172V2482

Montpellier, le 19 décembre 2012

Mairie de Montpellier

Direction Urbanisme et Aménagement
Service Foncier Opérationnel

1, place Georges Frêche

34267 MONTPELLIER CEDEX 2



1 - Service consultant : voir cadre adresse ci-dessus.

2 - Propriétaire(s) présumé(s) : 4

3. Opération soumise à consultation (objet et but) : acquisition amiable de terrains afin d'aménager une aire de grand passage

4- Règlement d'urbanisme : biens situés en zone N-1 du P.L.U, secteur naturel non aménagé, dans le périmètre de la ZAD des Bouisses

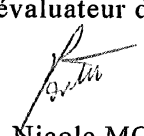
5 - Valeur vénale de l'immeuble ou des droits cédés :

- PN 6, 1 476 m², propriété des consorts CALDERON : 14 760 €
- PN 8, 2 721 m² ; propriété de l'indivision MAURY-DANIEL : 27 210 €
- PN 9, 2 517 m², propriété de Madame MEILHAC : 25 170 €
- PN 10, 4 846 m², propriété de Madame GINER : 48 460 €

Le montant de ces acquisitions s'élève à 115 600 €, avec une marge d'appréciation de 10 %.

Durée de l'avis : L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai de d'un an.

Pour l'Administratrice Générale des Finances Publiques
L'évaluateur des domaines


Nicole MONTEUX
Inspecteur des Finances Publiques

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des Trésoreries générales territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s). .../...

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

26 JUIN 2013

BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Mise en vente d'un immeuble situé 21 rue Saint-Antoine Parcelle cadastrée IZ 355

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par arrêté n° 2012/3952/T/N du 5 février 2013, la Ville a incorporé l'immeuble situé 21 rue Saint-Antoine, parcelle cadastrée IZ 355, dans le domaine privé communal au terme d'une procédure de bien vacant et sans maître conformément aux articles L1123-1 et L1123-3 du Code général de la propriété des personnes publiques et sur la base de la délibération du Conseil Municipal du 12 novembre 2012 .

D'une superficie cadastrale de 75 m² et d'une surface totale utile d'environ 100 m², cet immeuble R+1, libre d'occupation, en zone 1UI-1 fw du PLU, est compris dans le périmètre de la ZPPAUP du secteur Gambetta-Clémenceau-Figuerolles instaurée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006, de l'OPAH Gambetta-Clémenceau et de restauration immobilière Figuerolles- Parc Clémenceau.

Cet immeuble a fait l'objet d'un arrêté de péril imminent en date du 16 juillet 2009 et la Ville a engagé des travaux pour éviter intrusion et risque majeur.

L'utilité de ce bien n'étant pas avérée pour la Ville, il est proposé, dans le cadre d'une saine gestion du patrimoine communal, de le vendre en vue de permettre au futur acquéreur de mener une opération de réhabilitation du bâti. Il est proposé une cession conditionnée au maintien de sa fonction résidentielle et préservant la structure urbaine spécifique du secteur, l'ensemble du bâti présentant des typologies architecturales du XVIII^{ème}, XIX^{ème} et début du XX^{ème} siècle.

La vente de ce bien, de gré à gré et après mise en concurrence, est évaluée au prix plancher de 50 000 € HT au vu de l'estimation des services fiscaux en date du 6 septembre 2012.

Sont envisagées les modalités de vente suivantes :

-insertion d'un avis de publicité relatif à la mise en vente dans la presse locale et sur le site internet de la Ville de Montpellier,

-transmission d'un courrier d'information sur la mise en vente à la chambre régionale des notaires,

-remise d'un cahier des charges de cession aux demandeurs intéressés contenant l'obligation d'acquérir le bien en vue de la réhabilitation du bâti ancien et du maintien de la fonction résidentielle, avec possibilité de création d'une activité artisanale accessoire et sans nuisance environnementale.

-sélection des offres d'achat sur la base des critères pondérés suivants :

- ✓ qualité du projet architectural dans le respect des prescriptions du PLU et de la ZPPAUP (60 %),
- ✓ prix de vente proposé (30 %),
- ✓ garanties bancaires apportées (10 %).

A l'issue de la sélection et après délibération du Conseil municipal décidant définitivement de la vente, un compromis de vente serait signé avec le candidat sélectionné, sous condition suspensive d'octroi d'une déclaration de travaux ou d'un permis de construire après avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

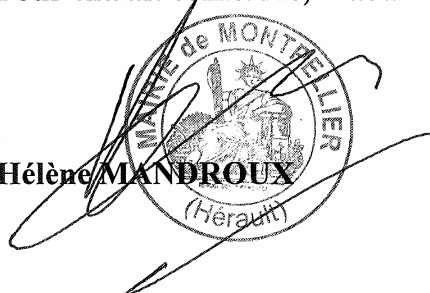
-d'autoriser la Ville à procéder à la mise en vente de l'immeuble cadastré IZ 355, situé 21 rue Saint Antoine, après publicité et mise en concurrence, au prix plancher de 50 000 € HT,

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18 juin 2013

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 6 septembre 2012

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX

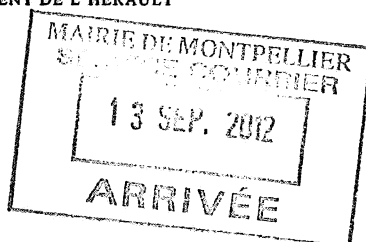
Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr



Mairie de MONTPELLIER

Département urbanisme et aménagement

Service foncier opérationnel

1 place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2

Objet : Evaluation d'un immeuble(IZ 355).

N/Référence : dossier n° 2012.172V1710.

DIRECTION URBANISME OPERATIONNEL					
13 SEP. 2012					
FO	Dds	DP	C		

1-Service consultant : Ville de Montpellier.

2-Description sommaire des biens : Immeuble construit en R + 1, cadastré IZ 355 sis 21 rue Saint-Antoine à MONTPELLIER.

Superficie utile totale de l'ordre de 100 m².

Etat d'entretien : Immeuble menaçant de tomber en ruine faisant l'objet d'un arrêté de péril imminent en date du 16 juillet 2009.

3-Propriétaire : Bien sans maître.

4-Situation locative : Bien libre d'occupation.

5-Réglementation d'urbanisme : Zone 1U1-1fw du PLU approuvé par DCM du 2 mars 2006 modifié en dernier lieu le 24 mai 2011 : zone de bâti dense et continu où l'habitat et l'activité se côtoient. Secteur de faubourgs localisés à forte identité architecturale dans la 1^{ère} couronne autour du centre historique.

COS non réglementé.

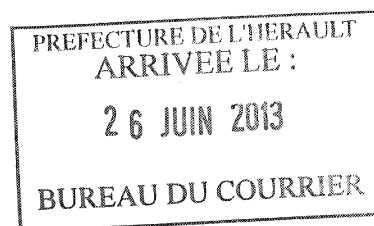
Parcelle comprise dans le périmètre de l'opération de restauration immobilière Figuerolles-Parc Clémenceau (D.U.P. Figuerolles 2).

6-Valeur vénale des locaux :

Compte tenu de l'état général de l'immeuble(immeuble à l'abandon sans aucun entretien) et des valeurs unitaires tirées du marché local immobilier de biens similaires, la valeur vénale de l'immeuble faisant l'objet de la demande, appréciée selon la méthode par comparaison, peut être estimée à 50 000 € sur la base d'un prix unitaire de 500 €/m².

Pour la Directrice Générale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

SCI MARJAC, 28 avenue de Maurin (50 % de la subvention)	2.114,53 €
Mme Maria BARBASTRO, 15 rue Reynes (50 % de la subvention)	1.671,87 €
HIG / Candeliers Berthelot, 47 bd. Berthelot (solde de la subvention)	2.404,36 €
Mme Line JOFFRE, 9 rue Sébastien Bourdon (solde de la subvention plafonnée)	1.460,00 €
Total	7.650,76 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 7.650,76 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon (DRAC L.R) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (Offres Culturelles 2013)

Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle, la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique (DA) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2013, la Ville, la DA et la DRAC ont retenu les projets de 53 écoles, compte tenu de leurs intérêts éducatifs. Dans le cadre de cette démarche concertée, la DRAC propose à la Ville de Montpellier l'attribution d'une subvention représentant sa contribution à l'ensemble des actions culturelles proposées par les écoles de la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier s'engage à reverser aux associations porteuses des projets des écoles, en plus de sa propre participation, la part attribuée par la DRAC.

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, les subventions Offres Culturelles ont été votées sur le budget 2013 de la Ville pour un montant global de 52 142 €, dont 20 350 € correspondent à la part attribuée par la DRAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon, au titre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) Année scolaire 2012/2013, pour un montant de 20 350 €,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

N° 65544

SERVICE COURRIER
ARRIVÉE LE :

- 9 MAI 2013

Original : DM

Copie : DAS

Direction régionale des affaires culturelles

Pôle Publics Transmission et Territoires

Service éducation artistique et culturelle

Florence Caudrelier

Conseillère éducation artistique et culturelle

Affaire suivie par : Nadia Chamcirkan

Gestionnaire administrative et financière

Tél. 04 67 02 32 56/54

EAC/FC/NCh/2013/112

nadia.chamcirkan@culture.gouv.fr



Montpellier, le 29 AVR. 2013

Madame le Maire,

J'ai le plaisir de vous informer qu'une subvention d'un montant de **20 350,00 €** a été proposée à Monsieur le Préfet de Région au bénéfice de **Commune de Montpellier** par la direction régionale des affaires culturelles, pour votre projet au titre de l'année **2013** :

- plan local d'éducation artistique et culturelle (PLEAC).

Sous réserve de son accord, votre dossier sera transmis, dès qu'il sera complet, à la direction régionale des finances publiques et fera l'objet d'un engagement soumis au visa du Contrôleur financier.

C'est pourquoi, afin d'éviter tout retard, je vous invite à faire parvenir les pièces manquantes indiquées en annexe, **à l'attention du service éducation artistique et culturelle avant le 13 mai 2013**. A défaut de réception de votre dossier complet à cette date, vous serez considérée comme ayant renoncé à votre demande.

Je tiens à vous informer que la procédure budgétaire ne garantit aucune automaticité dans la reconduction de cette subvention, sauf exception. Afin de bénéficier d'une subvention pour l'année suivante, il vous sera donc nécessaire de déposer un nouveau dossier avant le 31 octobre de l'année précédente. Il est par ailleurs fortement recommandé de conserver une copie de tout dossier déposé auprès de la DRAC. Le dossier de demande de subvention est disponible à l'adresse suivante : <http://vosdroits.service-public.fr/associations/R1271.xhtml>

L'attribution d'une subvention vous engage à respecter les obligations suivantes :

1. Une évaluation des actions engagées doit être possible. Dans ce cadre, vous devez fournir, dans les six mois suivant la manifestation, un bilan détaillé et informatif, comprenant un compte-rendu d'emploi de la somme perçue et toute autre pièce demandée par mes services. Le compte-rendu d'emploi de la subvention peut être téléchargé sur le site suivant :

<http://vosdroits.service-public.fr/associations/R2305.xhtml>.

2. Vous devez faire figurer le logotype du Préfet de la région Languedoc-Roussillon sur tous les supports d'information concernant la manifestation subventionnée et à mentionner : « avec le concours de la Préfecture de la région Languedoc-Roussillon – Direction régionale des affaires culturelles ». Pour obtenir le logotype, merci de bien vouloir contacter le service de la communication, Madame Véronique Cottenceau au 04.67.02.35.21 ou par mail veronique.cottenceau@culture.gouv.fr.
3. Les supports relatifs à votre manifestation doivent être systématiquement transmis à la DRAC.

En cas de non-respect d'une de ces obligations, la DRAC se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le reversement total ou partiel des sommes perçues.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur régional des affaires culturelles

Alain DAGUERRE de HUREAUX

Pour le Directeur régional des affaires culturelles


Sandrine DEMOULIN
Directrice régionale adjointe

Madame Hélène MANDROUX
Maire de la commune de Montpellier
1 Place Georges-Frêche
34267 MONTPELLIER cedex 2

A l'attention de Madame Frédérique LOUICHON

Liste des pièces justificatives à fournir
Demande de subvention par une collectivité territoriale ou un établissement public

- ☒ 1. **Dossier de demande de subvention CERFA** - téléchargeable sur le lien suivant :
<http://vosdroits.service-public.fr/associations/R1271.xhtml>
- ☒ 2. **Extrait de délibération** de l'assemblée délibérante sollicitant une subvention auprès de la DRAC (datée et signée)
- ☐ 3. Le courrier de l'INSEE indiquant le numéro de **SIRET** de la collectivité.
- ☒ 4. Un relevé d'identité bancaire (**RIB**), portant une adresse correspondant à celle du n° **SIRET**.
- ☐ 5. En cas de renouvellement de la subvention, le **compte-rendu financier** de la subvention antérieure - A télécharger sur Internet et à compléter sur le lien suivant :
<http://vosdroits.service-public.fr/associations/R2305.xhtml>

EN VOUS REMERCIANT DE FOURNIR CES PIECES AVEC UNE LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT VOIR MODELE CI-JOINT

Dossier et pièces justificatives à retourner à :

Direction régionale des affaires culturelles Languedoc-Roussillon
Pôle Publis Transmission et Territoires
Service Education artistique et culturelle
5 rue de la Salle l'Evêque
CS 49020
34967 Montpellier Cedex 2

Pour plus d'informations contacter :
Nadia CHAMCIRKAN - Gestionnaire administrative et financière
Ligne directe : 04 67 02 32 56

SUR PAPIER A EN-TETE

Ville, le XXXXXXXXXXXXXXXX

Monsieur le Directeur régional des affaires culturelles
de la région Languedoc-Roussillon
DRAC
5 rue de la Salle l'Evêque
CS 49020
34967 MONTPELLIER cedex 2

A l'attention du service éducation artistique et culturelle

OBJET : subvention 2013.

Monsieur le Directeur,

Comme suite à votre lettre du XXXXXX concernant votre proposition d'attribution de subvention dans le cadre des activités menées par notre association dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, le dossier de demande de subvention CERFA dûment complété, ainsi que les pièces justificatives pour l'année budgétaire 2013.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

SIGNATURE DU REPRESENTANT LEGAL
DE LA STRUCTURE

P.J. Dossier de demande de subvention et pièces justificatives.

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre de la plateforme de réussite éducative

Jean-Louis GELY rapporte :

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des écoles comme structure juridique porteuse de la Plateforme de Réussite éducative pour laquelle elle s'est portée candidate.

La Caisse des écoles gère la Plateforme de Réussite éducative par le biais d'une convention de partenariat, signée le 24 octobre 2006 et renouvelée en avril 2013, avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) de l'Hérault, et d'une convention avec la Ville de Montpellier définissant sa mise en œuvre.

A ce titre, la Caisse des écoles assiste et soutient les actions de la Ville menées dans le sens d'une plus grande individualisation des prises en charge des difficultés que rencontrent les enfants.

Dans le cadre de ce dispositif, la Caisse des écoles peut être amenée à solliciter certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire des interventions ponctuelles auprès de jeunes inscrits dans le programme de réussite éducative. Elle est également amenée à utiliser des infrastructures et des prestations de la Ville pour son fonctionnement.

La Caisse des écoles et la Ville ont ainsi identifié un certain nombre de prestations à inscrire à ce titre. Chaque année, ces dispositions sont précisées dans une convention soumise à l'approbation du conseil municipal.

La convention conclue pour l'année 2013 décline les interventions de la Ville relevant du programme de Réussite Educative, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse des écoles à la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des écoles,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer cette convention et, plus largement, tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Plateforme de réussite éducative Ville de Montpellier

CONVENTION de FINANCEMENT 2013

**ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA CAISSE DES ECOLES PUBLIQUES DE LA VILLE
DE MONTPELLIER**

ENTRE

La Mairie de la Ville de Montpellier

Représentée par **son Maire**,

ET

La Caisse des Ecoles Publiques de la Ville de Montpellier

Représentée par **son Vice Président**,

Préambule

La Caisse des Ecoles Publiques de la Ville de Montpellier gère et met en œuvre le projet de réussite éducative dans le cadre du plan de cohésion sociale (programme 15 et 16) et de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale.

A ce titre, la Caisse des Ecoles peut être amenée à solliciter certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire, en dehors de leur obligation de service et sur la base du volontariat, des interventions ponctuelles auprès de jeunes inscrits dans le programme de réussite éducative. Le choix de confier aux agents municipaux la réalisation des interventions appartient au comité de gestion de la Caisse des Ecoles, ainsi qu'au Conseil Consultatif de la Plateforme de Réussite éducative, dans le respect des compétences locales développées par la Ville de Montpellier.

La Caisse des Ecoles est également amenée à utiliser des infrastructures et des prestations de la Ville de Montpellier pour son fonctionnement (fournitures administratives, matériel informatique, téléphonie, service d'affranchissement, véhicule de service, utilisation de locaux...).

Par conséquent, une convention doit être signée entre les deux parties afin d'une part, de décliner de manière exhaustive les interventions qui peuvent être proposées aux personnels de la Ville de Montpellier et d'autre part, de prévoir les modalités de remboursement par la caisse des écoles à la Ville du coût de l'utilisation de ces ressources.

Il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de remboursement annuel par la caisse des écoles à l'égard de la Ville, des rémunérations que celle-ci versera aux agents intervenant pour le compte de la plateforme de réussite éducative de réussite, ainsi que des prestations que la Ville mettra à sa disposition pour son fonctionnement.

ARTICLE 2 : DEPENSES CONCERNES

Les dépenses concernées par ce remboursement sont :

- les fournitures, les déplacements, la mise à disposition et la maintenance de matériels informatiques, les frais de téléphonie et d'affranchissement, le loyer, liés au fonctionnement administratif et à la coordination du programme de réussite éducative pour un montant annuel de 18 290 € ;
- la mise à disposition de locaux scolaires pour les activités Coup de Pouce et les Ateliers Malins CP pour un montant annuel de 21 660 € ;
- les prestations donnant accès aux activités comprises dans la formule « carte été jeune » (30 cartes réservées) pour un montant annuel de 750 € ;
- l'accès aux stages sportifs proposés par le Service des Sports (30 places réservées) pour un montant annuel de 10 800 € ;
- l'accès aux stages "La tête et les jambes" proposés par le Service des Sports (30 places réservées) pour un montant annuel de 9 000 € ;
- les dépenses de personnel visées à l'article 3 pour un montant annuel maximum de 100 000 €.

En fonction de l'évolution du programme, les types d'intervention concernés pourront être modifiés. Les modifications relatives aux interventions concernées par ce programme feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 3 : PERSONNEL CONCERNE

Le personnel concerné par ce remboursement de rémunération est constitué :

- des animateurs ou des enseignants vacataires encadrant et animant des actions « Ateliers CP Malins » sur différentes écoles de la ville ;
- des animateurs titulaires encadrant et animant des actions « Ateliers CP Malins » sur différentes écoles de la ville ;
- d'un animateur titulaire intervenant pour soutenir l'intégration scolaire des élèves de CP de l'école Frédéric Bazille ;
- d'un agent administratif de la ville à temps plein mis à disposition de la Caisse des Ecoles ;

En fonction de l'évolution du programme, les personnels concernés pourront être modifiés. Les modifications relatives aux personnels concernés par ce programme feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 4 : MODALITES DE REMBOURSEMENT

La caisse des écoles s'engage, en fin d'exercice budgétaire, et à réception des titres de recettes établis par la Ville, à rembourser la totalité des sommes engagées au titre des rémunérations annuelles mentionnées dans les articles 2 et 3 de la présente convention.

Ainsi, il convient de noter que le remboursement sera effectué, une fois par an, sur la base du service fait.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2013. Elle est conclue pour une durée d'un an.

ARTICLE 6 : MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée, en cours d'exécution, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par voie d'avenant.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée sur accord amiable des parties, après autorisation de leurs assemblées délibérantes respectives.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend pouvant résulter de l'interprétation ou de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le
En deux exemplaires.

Pour la Caisse des Ecoles Publiques,
Représentée par son vice-président,

Pour la Ville de Montpellier,
Représentée par son Maire,

Plateforme de réussite éducative Ville de Montpellier

CONVENTION de FINANCEMENT 2013

**ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA CAISSE DES ECOLES PUBLIQUES DE LA VILLE
DE MONTPELLIER**

ENTRE

La Mairie de la Ville de Montpellier

Représentée par **son Maire,**

ET

La Caisse des Ecoles Publiques de la Ville de Montpellier

Représentée par **son Vice Président,**

Préambule

La Caisse des Ecoles Publiques de la Ville de Montpellier gère et met en œuvre le projet de réussite éducative dans le cadre du plan de cohésion sociale (programme 15 et 16) et de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale.

A ce titre, la Caisse des Ecoles peut être amenée à solliciter certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire, en dehors de leur obligation de service et sur la base du volontariat, des interventions ponctuelles auprès de jeunes inscrits dans le programme de réussite éducative. Le choix de confier aux agents municipaux la réalisation des interventions appartient au comité de gestion de la Caisse des Ecoles, ainsi qu'au Conseil Consultatif de la Plateforme de Réussite éducative, dans le respect des compétences locales développées par la Ville de Montpellier.

La Caisse des Ecoles est également amenée à utiliser des infrastructures et des prestations de la Ville de Montpellier pour son fonctionnement (fournitures administratives, matériel informatique, téléphonie, service d'affranchissement, véhicule de service, utilisation de locaux...).

Par conséquent, une convention doit être signée entre les deux parties afin d'une part, de décliner de manière exhaustive les interventions qui peuvent être proposées aux personnels de la Ville de Montpellier et d'autre part, de prévoir les modalités de remboursement par la caisse des écoles à la Ville du coût de l'utilisation de ces ressources.

Il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de remboursement annuel par la caisse des écoles à l'égard de la Ville, des rémunérations que celle-ci versera aux agents intervenant pour le compte de la plateforme de réussite éducative de réussite, ainsi que des prestations que la Ville mettra à sa disposition pour son fonctionnement.

ARTICLE 2 : DEPENSES CONCERNES

Les dépenses concernées par ce remboursement sont :

- les fournitures, les déplacements, la mise à disposition et la maintenance de matériels informatiques, les frais de téléphonie et d'affranchissement, le loyer, liés au fonctionnement administratif et à la coordination du programme de réussite éducative pour un montant annuel de 18 290 € ;
- la mise à disposition de locaux scolaires pour les activités Coup de Pouce et les Ateliers Malins CP pour un montant annuel de 21 660 € ;
- les prestations donnant accès aux activités comprises dans la formule « carte été jeune » (30 cartes réservées) pour un montant annuel de 750 € ;
- l'accès aux stages sportifs proposés par le Service des Sports (30 places réservées) pour un montant annuel de 10 800 € ;
- l'accès aux stages "La tête et les jambes" proposés par le Service des Sports (30 places réservées) pour un montant annuel de 9 000 € ;
- les dépenses de personnel visées à l'article 3 pour un montant annuel maximum de 100 000 €.

En fonction de l'évolution du programme, les types d'intervention concernés pourront être modifiés. Les modifications relatives aux interventions concernées par ce programme feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 3 : PERSONNEL CONCERNE

Le personnel concerné par ce remboursement de rémunération est constitué :

- des animateurs ou des enseignants vacataires encadrant et animant des actions « Ateliers CP Malins » sur différentes écoles de la ville ;
- des animateurs titulaires encadrant et animant des actions « Ateliers CP Malins » sur différentes écoles de la ville ;
- d'un animateur titulaire intervenant pour soutenir l'intégration scolaire des élèves de CP de l'école Frédéric Bazille ;
- d'un agent administratif de la ville à temps plein mis à disposition de la Caisse des Ecoles ;

En fonction de l'évolution du programme, les personnels concernés pourront être modifiés. Les modifications relatives aux personnels concernés par ce programme feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 4 : MODALITES DE REMBOURSEMENT

La caisse des écoles s'engage, en fin d'exercice budgétaire, et à réception des titres de recettes établis par la Ville, à rembourser la totalité des sommes engagées au titre des rémunérations annuelles mentionnées dans les articles 2 et 3 de la présente convention.

Ainsi, il convient de noter que le remboursement sera effectué, une fois par an, sur la base du service fait.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2013. Elle est conclue pour une durée d'un an.

ARTICLE 6 : MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée, en cours d'exécution, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par voie d'avenant.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée sur accord amiable des parties, après autorisation de leurs assemblées délibérantes respectives.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend pouvant résulter de l'interprétation ou de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le
En deux exemplaires.

Pour la Caisse des Ecoles Publiques,
Représentée par son vice-président,

Pour la Ville de Montpellier,
Représentée par son Maire,

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires Autorisation de signer les marchés

Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de sa politique sociale, la ville de Montpellier a toujours eu pour priorité d'offrir des repas de qualité aux enfants inscrits aux restaurants scolaires des écoles montpelliéraines.

Afin d'assurer l'approvisionnement de la Cuisine Centrale Municipale en viandes fraîches sous vide, un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 33 alinéas 3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics. Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics relatif aux marchés à bons de commande.

Le marché est conclu pour une période initiale allant de la notification du marché au 31/12/2013. Le marché peut être reconduit pour une période de 1 an, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2014.

Les critères de choix pondérés sont :

- 80% pour la qualité des produits au regard des échantillons et/ou examen des fiches techniques dont la fourniture est obligatoire.
- 20% pour le prix.

Après ouverture des enveloppes le 23 avril 2013 et examen des échantillons, la Commission d'Appel d'Offres du 28 mai 2013 a attribué le marché de la façon suivante :

Lot	Nom du lot	Montant HT en €/an		Nom du titulaire
		Mini	Maxi	
1	Viandes fraîches sous vide	60.000	240.000	BRAKE FRANCE (Béziers)

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de la décision de la Commission d'appel d'offres du 28-05-2013 d'attribuer le

- marché au prestataire sus visé,
- d'imputer le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville pour le service Restaurants Scolaires (nature 60623-fonction 922511 – LC 1501),
 - d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché avec l'Entreprise retenue par la Commission d'appel d'offres et plus généralement toutes pièces relatives à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANBROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2013

Magalie COUVERT rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier développe une politique active en matière d'intégration des personnes en situation de handicap ainsi que des actions visant à sensibiliser de manière la plus large possible la population à cet enjeu.

La Ville soutient, en leur attribuant une subvention, les structures qui participent activement à l'amélioration des conditions de vie et à l'intégration des personnes handicapées dans la cité.

Aussi, dans le cadre de sa politique en matière de handicap et compte tenu des actions développées par ces structures, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement	12 000 €
5475	UNION DES SENIORS SOURDS MONTPELLIER HERAULT	Fonctionnement	500 €
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPES PHYSIQUES LR	Manifestation	1 000 €
1403	ASSOCIATION SARBACANE	Manifestation	1 000 €

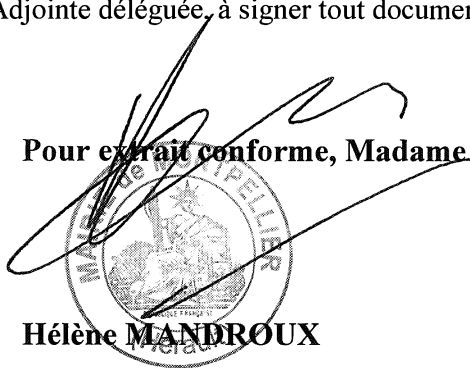
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'attribution et de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou/et de la convention ;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21496, pour un montant de 14 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subvention au titre de la prise en charge de la GRL (Garantie des Risques Locatifs)

Hélène QVISTGAARD rapporte :

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a développé des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins.

Dans le contexte d'un marché tendu, les jeunes ménages sont confrontés à la difficulté d'obtenir un logement alors que les propriétaires hésitent à mettre leurs biens en location face aux risques d'impayés.

Aussi, la Ville de Montpellier a complété son dispositif « Clé Montpellier Logement » et a mis en œuvre une action spécifique autour de la sécurisation des rapports locatifs entre propriétaires et locataires, via la Garantie des Risques Locatifs (GRL), permettant en particulier de faciliter l'accès au logement des jeunes actifs dans le parc locatif privé. Le Conseil Municipal du 17 décembre 2012 en a voté sa mise en œuvre et son règlement d'attribution.

Ce dispositif prend en charge, sur une année, le coût de la prime d'assurance Garantie des Risques Locatifs.

Dans ce cadre, le logement, situé sur la Ville de Montpellier, doit être loué au titre de la résidence principale, à des ménages locataires jeunes actifs de moins de 30 ans, ne dépassant pas un certain plafond de ressources et respectant les critères d'éligibilité à la GRL. Sont considérés comme jeunes actifs : les titulaires d'un contrat de travail (CDI, CDD, ou contrat d'intérim), les jeunes en contrat de formation en alternance ou les demandeurs d'emplois indemnisés.

Un dossier est donc soumis à l'approbation du Conseil Municipal, il s'agit de :

Monsieur RUCASSIÉ Robert, propriétaire du bien sis 23 rue de Verdun à Montpellier, signant un bail de location à un jeune actif, répondant aux critères d'éligibilité du dispositif « Clé Montpellier Logement GRL », et souscrivant une assurance GRL dont la cotisation annuelle s'élève à 226,60 couvrant la période du 1/03/2013 au 1/03/14.

Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé de lui attribuer la prise en charge de 226,60 euros, à terme échu, après présentation de la quittance de loyer et du justificatif de paiement de l'assurance GRL.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

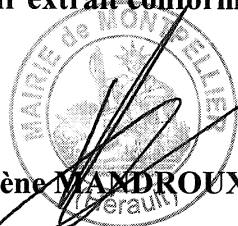
- D'attribuer la subvention proposée ci-dessus ;
- De prélever cette somme sur le crédit inscrit au BP 2013 (20147/925204/6574) ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013



REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES
SUBVENTIONS RELATIVES A LA PRISE EN
CHARGE DE LA PRIME D'ASSURANCE DE LA
GARANTIE DES RISQUES LOCATIFS, EN
FAVEUR DES PROPRIETAIRES LOUANT LEUR
BIEN A DES JEUNES ACTIFS

« Clé Montpellier Logement-GRL »

Ville de Montpellier

Février 2013

Article 1 : Objet

Article 2 : Les conditions d'éligibilité

2.1 Les publics

2.2 Les plafonds de ressources

2.3 Les conditions spécifiques

Article 3 : La subvention

Article 4 : Les modalités d'attribution

4.1 Saisine du dispositif

4.2 L'instruction et la prise de décision

4.3 Les recours sur les décisions

4.4 Le versement de l'aide

Article 5 : Modification du dispositif

Article 1 Objet

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier développe des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement décent, digne et adapté à leurs besoins.

Cette stratégie vise, en complémentarité de l'effort important de production de logements à prix maîtrisés, à favoriser le parcours résidentiel des jeunes.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en œuvre une action spécifique autour de la sécurisation des rapports locatifs entre propriétaires et locataires, via la Garantie des Risques Locatifs (GRL), permettant en particulier de faciliter l'accès au logement des jeunes actifs dans le parc locatif privé.

Pour cette mise en œuvre, la ville de Montpellier a engagé un partenariat avec les acteurs locaux d'Action Logement : CIL Méditerranée, GROUPE CILEO et ASTRIA, sous l'égide de l'APAGL. L'Association Pour l'Accès aux Garanties Locatives (APAGL), association loi 1901, garantit la finalité sociale du dispositif et en assure la coordination globale à l'échelle nationale tout en mettant en place un traitement social adapté, pour lutter contre l'expulsion locative.

La Garantie universelle des Risques Locatifs permet de couvrir les impayés de loyers, la remise en état du logement en cas de dégradations par le locataire et la prise en charge des frais en cas de contentieux juridique.

Elle permet de rassurer les bailleurs et de les inciter à louer leurs biens immobiliers à des ménages qui ne présentent pas toutes les garanties de solvabilité ou de caution.

La Ville de Montpellier prend donc en charge cette prime d'assurance pour un propriétaire dont le bien en location est situé sur le territoire de la Ville de Montpellier et contractant avec un locataire entrant dans les lieux, pour une durée maximale d'une année (ou jusqu'à la résiliation du bail le cas échéant).

Article 2 : Les conditions d'éligibilité

2.1 Les publics

Sont éligibles au présent dispositif d'aide de la Ville de Montpellier, les propriétaires s'engageant à louer leur bien à de jeunes actifs de moins de trente ans.

Sont considérés comme jeunes actifs :

- Les titulaires d'un contrat de travail : CDD, CDI, ou contrat d'Intérim,
- les jeunes en contrat de formation en alternance de plus de six mois,
- les demandeurs d'emploi indemnisés.

2.2 Les plafonds de ressources

Conformément à la réglementation de la GRL, la part du loyer dans les ressources du locataire doit être comprise entre :

- 28% à 50% pour les ménages en emploi stable (CDI),
- 0% à 50% pour les ménages concernés par la précarité au regard de l'emploi (CDD, en Intérim, en insertion professionnel, étudiants...).

Par ailleurs, conformément au dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes, les ressources du locataire ne doivent pas dépasser les plafonds suivants (équivalents aux plafonds HLM PLUS):

Catégorie de ménage	Nombre de personne composant le ménage	Plafond de ressources (revenu imposable n-1)
1	Personne seule	19 417
2	Deux personnes sans personne à charge	25 930
3	Trois personnes ou personne seule avec une personne à charge ou un jeune ménage sans personne à charge	31 183
4	Quatre personnes ou personne seule avec deux personnes à charge	37 645
5	Cinq personnes ou personne seule avec trois personnes à charge	44 284
6	Six personnes ou personne seule avec quatre personnes à charge	49 908
Pers. Suppl.		5 567

2.3 Les conditions spécifiques

Le logement doit être situé sur le territoire de la ville de Montpellier. Il doit être destiné à la résidence principale du locataire. Il peut être loué nu, ou meublé.

Le loyer mensuel (y compris charges et taxes locatives) ne doit pas dépasser 2000 € lors de la souscription du contrat d'assurance.

Sont exclus du dispositif les baux commerciaux, ruraux et professionnels ainsi que les logements faisant l'objet d'une sous-location.

Article 3 La subvention :

Le dispositif comprend la prise en charge financière de l'assurance souscrite par le bailleur.

La Ville prendra en charge le montant de la prime d'assurance sur une période de 1 an maximum, dans la limite de 3.04% du montant du loyer et des charges.

Article 4 Les modalités de versement

4.1 La saisine du dispositif

La demande de prise en charge par le propriétaire s'effectue grâce à un dossier unique.
Les pièces justificatives à fournir avec le dossier unique de demande d'aide, dûment rempli et signé par le demandeur sont :

- Une pièce d'identité
- Le bail
- Le certificat d'éligibilité
- Le contrat d'assurance

Le dépôt du dossier de demande d'aide s'effectue exclusivement auprès du prestataire désigné par la Ville de Montpellier pour la mission d'information et d'appui des propriétaires au montage des dossiers « Clé Montpellier logement GRL ».

4.2 L'instruction

Les dossiers complets, accompagnés d'une fiche « navette » sont transmis à la Ville de Montpellier (Service ressources Logement Emploi Insertion) qui vérifie la recevabilité de la demande, au vu du dossier constitué des pièces mentionnées article 4.1.

Tout dossier complet, jugé recevable au vu du présent règlement d'attribution, est transmis pour examen à la commission « Clé Montpellier logement GRL » qui émet un avis sur :

- L'octroi de la prise en charge,
- ou, le rejet circonstancié et motivé.

Les dossiers seront acceptés dans la limite des crédits prévus pour cette opération.

L'attribution de la prise en charge est notifiée au bailleur par Madame le Maire ou à défaut par l'adjointe déléguée, après vote du Conseil Municipal.
Le contrat dûment complété est joint à la notification d'attribution de l'aide au demandeur.

Il est précisé qu'en cas de fausse déclaration du demandeur, par rapport à son éligibilité au regard des conditions définies à l'article 2 du présent règlement, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'émettre un titre de recette exécutoire permettant de recouvrer le montant de la subvention indûment perçue par le demandeur.

4.3 Les recours sur la décision

Lorsque le demandeur souhaite la révision d'une décision, il doit présenter un recours gracieux auprès de la Ville de Montpellier (Service Ressources logement Emploi Insertion) dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision.

Si des éléments nouveaux par rapport à la demande initiale sont joints, le dossier sera réétudié dans sa globalité afin de vérifier son éligibilité aux conditions fixées article 2 du présent règlement.

Dans ce cadre, une nouvelle décision sera alors notifiée au demandeur.

Si aucun élément nouveau n'est porté à la connaissance de la Ville de Montpellier, la demande de recours gracieux est rejetée.

En cas d'échec du recours amiable, le tribunal administratif est seul compétent.

4.4 Les modalités de versement de la subvention

A terme échu, le demandeur devra adresser à la Ville, Service Ressources Logement Emploi Insertion, la facture correspondant à l'année d'assurance GRL écoulée, ainsi qu'une copie de la dernière quittance de loyer.

Le remboursement intervient sur la base de la facture reçue.

Le Service Ressources Logement Emploi Insertion transmet l'ordre de paiement, ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en paiement, à la direction des finances de la Ville de Montpellier.

Article 5 : Modification du dispositif

Il est précisé que toute modification du présent règlement sera soumise au vote du conseil municipal.

**Convention entre la Ville de Montpellier et le propriétaire bailleur de logement
pour la mobilisation du dispositif de Garantie des Risques Locatifs (GRL)
en faveur des Jeunes de moins de 30 ans sur le territoire de la Ville.**

La présente convention est conclue entre :

La Ville de Montpellier, 1 place Georges Frêche, 34287 Montpellier Cedex 2, représentée par
Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal
du 17 décembre 2012

ci-après dénommée La Ville de Montpellier,

et

Madame et/ou Monsieur Robert RUCASSIÉ

résidant : 4 Quartier Pietat – 64800 PARDIES PIETAT

.....

Tél : 06 75 87 51 50 / 06 09 58 61 62

Adresse mail : robert.rucassie@gmail.com

Représenté(e)(s) (éventuellement) par.....

agissant en qualité de mandant au titre d'un mandat de gestion signé le

ci-après dénommé le bailleur.

Dans le contexte actuel du marché du logement, les publics jeunes sont confrontés à la difficulté
d'obtenir un logement, et bon nombre de propriétaires hésitent à mettre leur bien en location face
aux risques d'impayés potentiels.

L'accès au logement pour les jeunes de moins de 30 ans est, par conséquent, un axe prioritaire de
l'intervention de la Ville de Montpellier.

Ainsi dans le but de favoriser l'accès au logement locatif privé de jeunes ménages de moins de 30
ans, la Ville de Montpellier souhaite proposer une nouvelle aide à l'accès au logement en prenant en
charge, pour le compte du bailleur, le coût de la prime d'assurance de « garantie des risques
locatifs » (GRL).

Elle a, à ce titre, signé un accord partenarial avec l'APAGL et les organismes d'Action Logement
ASTRIA, CILEO, CIL-Méditerranée le 21 février 2013.

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en
présence qui concerne la prise en charge de la prime d'assurance du contrat GRL par la Ville de
Montpellier.

Article liminaire – Identification du logement et du locataire faisant l'objet de la présente convention

Nom(s) et prénom(s) du (des) locataire(s) titulaire(s) du bail	Cédric LEROUX
Date de prise d'effet du bail	1 ^{er} mars 2013
Adresse du logement loué	23 Rue de Verdun 34000 MONTPELLIER
Nom de la compagnie d'assurance ou du courtier auprès de qui le contrat d'assurance GRL a été souscrit	Cabinet LEVY
Numéro du contrat d'assurance GRL	8435361
Numéro de lot unique transmis par l'assureur (si renseigné sur le contrat d'assurance)	

Article 1 – Engagements de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'engage à rembourser au bailleur la prime d'assurance du contrat socle GRL qu'il a souscrite auprès d'une société d'assurance ayant au préalable signé une convention de partenariat avec l'APAGL. La Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge la prime d'assurance du contrat socle GRL pour une durée **d'une (1) année**, dans **la limite du taux maximum en vigueur au moment du dépôt du dossier**, calculé sur le montant annuel du loyer et des charges.

Ce remboursement portera sur la seule prime afférente aux garanties du contrat socle GRL, telles que définies dans le décret fixant le cahier des charges du dispositif de « Garantie universelle des Risques Locatifs » (loyers impayés, dégradations locatives et frais de procédures) et non les garanties complémentaires ou options qui pourraient être proposées par l'assureur conventionné.

Cette prise en charge par la Ville de Montpellier concerne :

- Pour les ménages locataires **Jeunes Actifs de moins de 30 ans**, respectant les critères d'éligibilité à la GRL. Sont considérés comme jeunes actifs : les titulaires d'un contrat de travail (C.D.I, C.D.D. ou contrat d'Intérim), les jeunes en contrat de formation en alternance ou les demandeurs d'emplois indemnisés.

La prise en charge de la prime d'assurance par la Ville de Montpellier se fera selon les modalités arrêtées par la Ville de Montpellier, sur présentation de justificatifs, et dans la limite des années fixées à l'article 1 à compter de la date d'effet du 1^{er} contrat d'assurance GRL, sauf en cas de congé anticipé du locataire avant ce terme.

La Ville de Montpellier s'engage à communiquer au bailleur toute information utile sur ce dispositif et sur la GRL, et notamment les coordonnées La Boutique Logement Jeunes, d'ASTRIA, de CILEO, et de CIL-Méditerranée, chargés de valider « le dossier de certification bailleur » selon les critères définis par la Ville pour la prise en charge de la prime d'assurance GRL.

Article 2 – Engagements du bailleur

Le bailleur s'engage à louer un **logement privé non conventionné**, (hors conventionnement ANAH), situé sur le territoire de la Ville de Montpellier :

- Pour les ménages locataires **Jeunes Actifs de moins de 30 ans**, respectant les critères d'éligibilité à la GRL. Sont considérés comme jeunes actifs : les titulaires d'un contrat de travail (C.D.I, C.D.D. ou contrat d'Intérim), les jeunes en contrat de formation en alternance ou les demandeurs d'emplois indemnisés.

Le taux d'effort du locataire est calculé à partir de la formule suivante : (loyer + charges)/ressources X 100. **Les ressources prises en compte sont celles perçues régulièrement par chaque titulaire du bail.**

Le bailleur devra justifier auprès de la Ville de Montpellier du respect des critères évoqués ci-dessus. Pour ce faire, La Boutique Logement Jeunes, en lien avec ASTRIA, CILEO, CIL-Méditerranée, lui fournira avant la signature du bail et la souscription concomitante du contrat GRL, un document certifiant l'éligibilité du locataire.

Le bailleur s'engage à déclarer à la Ville de Montpellier tout changement de locataire et à en faire vérifier l'éligibilité par La Boutique Logement Jeunes, en lien avec ASTRIA, CILEO, CIL-Méditerranée, avant la souscription.

En vue du remboursement de la prime d'assurance par la Ville de Montpellier, le bailleur s'engage à fournir les justificatifs cités dans l'article 3 de la présente convention.

Le bailleur s'engage à ne pas déduire la prime d'assurance de ses revenus fonciers du fait de la prise en charge de la prime par la Ville de Montpellier.

Enfin le bailleur garantit que le logement respecte les normes de confort définies dans le décret 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif à l'application de l'article 187 de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain. Afin d'assurer cette garantie, le signataire de la présente Convention s'engage à accepter une éventuelle visite, par un agent désigné par la Collectivité, du logement faisant l'objet de cette convention.

Article 3 – Mode de remboursement de la prime d'assurance GRL

La Ville de Montpellier s'engage à rembourser la prime d'assurance au propriétaire annuellement, à **terme échu**, dans les limites fixées à l'article 1 de la présente convention (1 an) à compter de la date d'effet du 1er contrat d'assurance GRL, sur présentation des documents ci-dessous :

- Copie de la présente convention signée, entre le propriétaire et la Ville de Montpellier ;
- Copie de la certification du dossier bailleur ;
- Justificatif de paiement des primes du contrat d'assurance GRL (copie BIA et Attestation Agence Immobilière si ADB)
- Copie de la dernière quittance de loyer du locataire concerné par le logement loué ou en cas d'impayé de loyer, copie de l'accusé de réception de la déclaration de sinistre ou copie du ou des justificatifs d'indemnisation.
- Relevé d'Identité Bancaire du bailleur.

En cas de congé anticipé du locataire avant le terme du contrat d'assurance GRL, la Ville de Montpellier remboursera le montant de la prime d'assurance GRL au prorata de la durée d'occupation du logement par le locataire.

Une confirmation de prise en charge du dossier et un exemplaire de la présente convention signée par la Ville de Montpellier sont adressées directement au bailleur, qui devra les conserver.

A l'issue de la période de prise en charge par la Collectivité, le bailleur pourra continuer à bénéficier des garanties du contrat GRL souscrit, en acquittant sur ses deniers, le montant de la prime d'assurance.

Article 4 – Résiliation

Le non-respect par le bailleur des conditions de la présente convention entraîne sa résiliation de plein droit et le reversement à la Ville de Montpellier des sommes indûment perçues.

Article 5 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année. Elle n'est pas renouvelable pour le logement objet des présentes.

Fait à Montpellier, en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Montpellier
Le Maire

Hélène MANDROUX

Pour Le BAILLEUR
Prénom et NOM

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer l'avenant de prolongation 2013 Approbation de la redevance minorée

Patrick VIGNAL rapporte :

Dans le cadre du soutien au développement des associations, la Ville de Montpellier a attribué par délibération en date du 21 juillet 2003, des locaux à l'ASPTT Montpellier, afin de permettre d'accroître ses activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché aux activités de l'ASPTT Montpellier, il est proposé, en contrepartie de la mise à disposition de ces locaux, une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation révisable chaque année fixée à 4 600 €.

Afin d'assurer la pérennité de l'action de cette association, il est nécessaire de reconduire la convention de mise à disposition pour l'année 2013

Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association.

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
ASPTT Montpellier	Centre Sportif Léon Cazals, 237 route de Vauguières	9 315 €	35 €	9 280 €

L'ASPTT Montpellier devra donc s'acquitter en 2013 d'une redevance totale de 4 635 € (soit 35 € au titre du loyer annuel minoré et 4 600 € au titre des charges locatives).

En conséquence, il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n° 3 à la convention d'occupation proposée à l'association ASPTT Montpellier moyennant un loyer minoré ;

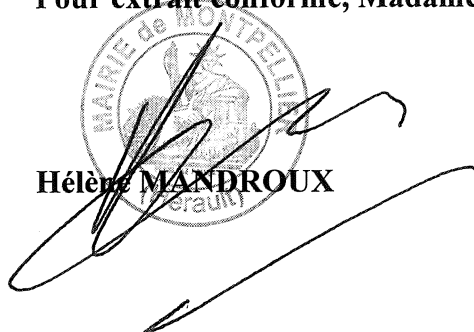
- de dire qu'en contrepartie de la mise à disposition, l'ASPTT s'acquittera pour l'année 2013 d'une redevance de 4 635 € (soit 35 € au titre du loyer minoré et 4 600 € au titre des charges locatives) ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER' with a central emblem. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVENANT N°3

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par décision du

d'autre part,

« L'Association ASPTT » dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Joël DUGAL ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 18 Juillet 2003, la Ville de Montpellier a mis à disposition de « L'Association ASPTT » des locaux de 103.50 m situés, Complexe Sportif Léon Cazal, 237 route de Vauguières, 34000 Montpellier.

Le présent avenant précise l'article 3 de la convention comme suit :

Disposition concernant les lieux mis à disposition

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 9 315 €.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature de 9 280 € annuels qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

La participation forfaitaire de l'association aux charges de consommations diverses, est fixée pour 2013 à 4 600 € et sera réévalué chaque année, lors de la reconduction express (cf. article 2 de la convention).

Le montant de la redevance annuelle forfaitaire s'élève pour 2013 à 4 635 € (loyer et charges).

Les autres articles sont sans changement.

Fait à Montpellier, le 14 Mai 2013

Pour Madame Le MAIRE,
le Conseiller Spécial délégué aux Sports

Patrick VIGNAL

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

Direction Jeunesse Sports
emploi et Logement
Service Sports

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 280

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Association Mécénat Chirurgie Cardiaque Attribution de subvention

Patrick VIGNAL rapporte :

La Ville de Montpellier dans le cadre du Tour de France souhaite soutenir l'Association Mécénat Chirurgie Cardiaque.

La municipalité a toujours été au service de l'humain en soutenant des actions qui s'adressent à une population défavorisée.

Cette association a pour but d'accueillir et d'opérer en France des enfants défavorisés atteints de malformation cardiaque. Créée en 1996, elle a déjà sauvé plus de 1500 enfants.

Le concept est de prendre en charge un enfant atteint d'une malformation cardiaque identifiée à Montpellier, à l'occasion du passage du Tour de France les 4 et 5 juillet 2013. Cet enfant viendra d'une ville jumelée avec la Ville de Montpellier.

La Ville propose d'attribuer une subvention de 12 000 € à l'association Mécénat Chirurgie Cardiaque, montant qui correspond au financement d'une intervention et au parrainage d'un enfant malade.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention.
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013, ligne 1776 nature 657-4 chapitre 924, pour un montant de 12 000 €.
- d'approuver la convention type.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE rapporte :

I- Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Communication :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/08/2013 sur des fonctions de chargé de communication et des relations publiques. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'agents non titulaires par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction du Cabinet du Maire :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/08/2013 sur des fonctions de chargé de missions parapheurs et courriers. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'agents non titulaires par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction des Ressources Humaines:

Un poste Médecin hors classe à temps complet est créé à compter du 01/08/2013 sur des fonctions de Médecin du travail. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'agents non titulaires par référence au cadre d'emplois des Médecins justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 429 à 1 157

Direction Culture et Patrimoine:

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/08/2013 sur des fonctions de Chargé de mission arts, visuels, cinéma et média. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du

26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'agents non titulaires par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.
Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Aménagement et Programmation :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant à compter du 01/08/2013 sur des fonctions de Responsable du service déplacement observatoire. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'agents non titulaires par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.
Niveau de rémunération : IB 379 à 966

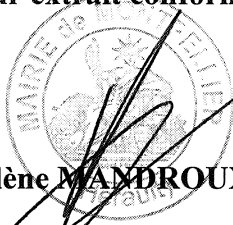
En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013



Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Commande de titres de transport aérien sur le territoire national Déplacements des élus et du personnel municipal Autorisation de signer le marché négocié

Max LEVITA rapporte :

Les élus du Conseil Municipal et le personnel municipal de la Ville de Montpellier sont amenés à se déplacer en dehors du territoire de la commune, pour des missions de représentation de la Ville ou des formations, le plus souvent à Paris.

Air France est la seule compagnie aérienne qui assure les trajets au départ de Montpellier, sur des destinations nationales, et notamment Paris.

Afin de faire face à ce besoin, la Ville de Montpellier a donc décidé de passer un marché négocié dont l'objet est la commande de titres de transport aérien sur le territoire national.

La procédure de passation de marchés suit les dispositions des articles 35, 65 et 66 du Code des marchés publics.

Le marché, d'un an renouvelable 3 fois, est composé d'un montant minimum et d'un montant maximum :

	Montant minimum :	Montant maximum :
Fourniture de titres de transport aérien sur le territoire national	10 000 € HT	75 000 € HT
Total estimé sur la durée du marché (soit 4 ans)	40 000 € HT	300 000 € HT

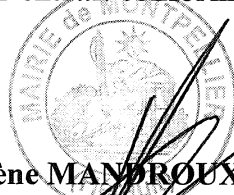
Dans sa séance du 28 mai 2013, la Commission d'appel d'offres a attribué le marché négocié à la compagnie aérienne Air France.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché et, plus généralement, tous les documents relatifs à cette affaire,
 - D'autoriser la dépense sur le budget de la Ville prévu à cet effet : Fonction 920210 Nature 6532
- Fonction : 920210 Nature : 6535, Fonction : 920200 Nature : 6256, |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANBROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Direction de la
Communication
Direction de la
Communication

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 283

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Réalisation, aménagement de structures et matériels d'exposition, stockage, maintenance et entretien. Marché 1M485-125- Avenant n° 1

Max LEVITA rapporte :

Dans sa séance publique du lundi 23 juillet 2012, le Conseil Municipal avait autorisé Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer un marché en vue de la réalisation, l'aménagement de structures et matériels d'exposition, le stockage, la maintenance et l'entretien avec la société Atout Poses qui avait été retenue par la Commission d'Appel d'Offres, le 3 juillet 2012.

Ce marché en procédure adaptée a été notifié le 3 septembre 2012. Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 1 fois, avec un montant minimum annuel de 15 000 euros H.T. et un montant maximum annuel de 150 000 euros H.T.

Le développement de manifestations à caractère culturel, telles les ZAT, à caractère sportif avec la Fête des Sports, le renforcement de la cohésion sociale avec les structures en vue de l'amélioration de l'accueil de la Mission Logement, les structures affectées à la Comédie de la Santé, l'habillage des chalets de Noël et des Estivales ainsi que les matériels nécessaires à la réalisation de salons spécifiques, l'aménagement de ces structures, leur maintenance et entretien ont conduit à consommer l'ensemble du marché avant la fin de la période initiale. En conséquence, un avenant en augmentation d'un montant de 30 000,00 € H.T. est nécessaire pour satisfaire l'ensemble des besoins de la Ville jusqu'à la fin de la période initiale soit le 02/09/2013.

Le montant maximum du contrat est donc porté à 180 000,00 € H.T., soit une augmentation de 20% par rapport au montant initial du marché.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché 1M485125 à conclure avec la société Atout Poses pour un montant de 30 000 € HT ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

ATOUT POSES SIGNALETIQUE

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

REALISATION, AMENAGEMENT DE STRUCTURES ET MATERIELS D'EXPOSITION, STOCKAGE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN

N° du marché :

1M485125

Notifié le :

31 août 2012

Montant annuel Mini : 15 000,00 € H.T.

Montant annuel Maxi : 150 000,00 € H.T.

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres (le cas échéant) : 28/05/2013

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants : le développement de manifestations à caractère culturel, telles les ZAT, à caractère sportif avec la Fête des Sports, le renforcement de la cohésion sociale avec les structures en vue de l'amélioration de l'accueil de la Mission Logement, les structures affectées à la Comédie de la Santé, l'habillage des chalets de Noël et

des Estivales ainsi que les matériels nécessaires à la réalisation de salons spécifiques, l'aménagement de ces structures, leur maintenance et entretien ont conduit à consommer l'ensemble du marché avant la fin de la période initiale. En conséquence, un avenant en augmentation d'un montant de 30 000,00 € H.T. est nécessaire pour satisfaire l'ensemble des besoins de la Ville jusqu'à la fin de la période initiale soit le 02/09/2013.

ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 30 000,00 € H.T., soit en toutes lettres : trente mille euros hors taxes.

Le montant maximum du contrat est donc porté à 180 000,00 € H.T., soit 20% du montant maximum.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier, le

A Montpellier, le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire,
l'Adjoint Délégué,

Max LEVITA

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attributions et réaffectations de subventions Exercice 2013

Max LEVITA rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

1) Attributions de subventions :

Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages :

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	Projet	1 200 €
425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE	Projet	600 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Projet	2 450 €
680	ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	Projet	200 €
959	ARCHIVES DU MONDE	Projet	1 500 €
1057	ASSIANA	Projet	400 €
2377	CONNAISSANCE DE LA CHINE	Projet	2 350 €

5480	ASSOCIATION POUR TOUTES	Projet	500 €
		Total	9 200 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédit 1350, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	Projet	3 000 €
363	AMICALE DES CATALANS DE MONTPELLIER - EL CANIGO	Projet	500 €
2198	ANFANOMA - FRANCAIS D'AFRIQUE DU NORD ET D'OUTRE MER	Fonctionnement	1 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	Projet	500 €
5673	LES 2 RIVES DE L'ESPOIR	Fonctionnement	1 000 €
5767	ASSOCIATION DE LOCATAIRES DES ORANGETTES	Fonctionnement	400 €
		Total	6 400 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédit 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
917	MUC VOLLEY-BALL	Fonctionnement	19 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	Fonctionnement	3 500 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Fonctionnement	2 500 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Fonctionnement	1 500 €
3069	ECOLE DE MUAYTHAI DE MONTPELLIER	Fonctionnement	4 000 €
3088	ASSOCIATION LOISIRS FIGUEROLLES	Fonctionnement	200 €
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE	Fonctionnement	2 000 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Fonctionnement	1 500 €
5187	CARREFOUR DES CIVILISATIONS	Fonctionnement	2 300 €
5442	EURSL MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	Fonctionnement	145 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement	95 000 €
5718	ASSOCIATION TREMPIN SPORTIF SANS FRONTIERE	Projet	4 000 €
		Total	280 500 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédit 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attributions de subvention dans le cadre de la santé:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
2162	KOKCINELO	Fonctionnement	1 500 €
		Total	1 500 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédit 17563, nature 6574, chapitre 925.

Attributions de subvention dans le cadre de la réussite éducative:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Fonctionnement	58 834 €
		Total	58 834 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédit 1495, nature 6574, chapitre 922.

2) Réaffectations de subventions:

Par délibération en date du 25 mars 2013, le Conseil municipal a attribué à l'OCCE 34, dans le cadre des offres culturelles, une subvention d'un montant de 52 142 € pour aider les écoles à mener à bien leur projet. Les écoles Lamartine, Blaise Pascal, François Mitterrand, Jules Simon et Pablo Neruda n'étant pas affiliées à l'OCCE 34, il est proposé de réaffecter les sommes destinées à ces écoles pour un montant total de 5 800 € à l'OCCE CRDEP. Cette attribution de subvention annule et remplace la précédente.

Par délibération en date du 25 mars 2013, le Conseil municipal a attribué à l'OCCE 34, pour les projets Classes de découverte, neiges et vertes, une subvention d'un montant de 39 945 € afin de permettre le départ des enfants. Les écoles Paul Bert / Victor Hugo, Blaise Pascal et Jules Simon n'étant pas affiliées à l'OCCE 34, il est proposé de réaffecter les sommes destinées à ces écoles pour un montant total de 3 936 € à l'OCCE CRDEP. Cette attribution de subvention annule et remplace la précédente.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'attribution et de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur les imputations citées ci-dessus, avec la nature 6574, pour un montant total de 356 434 €.
- D'approuver les réaffectations de subventions telles que définies ci-dessus ;
- D'approuver la lettre d'engagement, les conventions types, ainsi que les conventions spécifiques, annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Nom de la structure: OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT CA551! - RE-.....

Nature de la subvention : Fonctionnement

Intitulé du projet : CLASSES DE DECOUVERTE NEIGES ET VERTES 2013

Montant attribué :€

Thématique : REUSSITE EDUCATIVE

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du CM du 17/06/2013.

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT CA551! représentée par M....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013, dans le cadre des classes de découverte neiges et vertes 2013 des écoles de la Ville de Montpellier.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

- Accompagner les écoles dans la gestion des fonds de leur coopérative.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de REUSSITE EDUCATIVE et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 1 seul versement :

Celui-ci est conditionné par la réception des pièces suivantes:

- Pièce n°1 : la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux
- Pièce n°2 : le relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou

technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Sous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

**CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION
AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER**

Exercice 2013

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX Maire agissant es qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2013,

D'une part,

Et :

S.A.S.P. MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB,

Immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés, SIRET 43818052300013

Le siège étant situé :

Domaine de Grammont, avenue Albert Einstein, 34967 Montpellier cedex 2

Représentée par Monsieur NICOLLIN, Président délégué, autorisé à signer la présente convention,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Engagement de la Ville

Dans les conditions définies par le Code du Sport (articles L 100-1, L100-2, L122-1 à 3, et notamment le L113-2), la Ville de Montpellier souhaite renouveler son soutien et attribuer une subvention à la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club.

La société s'engage à utiliser cette subvention pour développer ses activités d'intérêt général ; conformément aux orientations de la politique sportive de la Ville de Montpellier et à l'article R 113-1 et 2 du Code du Sport.

Pour des missions d'intérêt général, la Ville de Montpellier octroie à S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club une subvention de : **95 000 € T.T.C.** pour l'exercice 2013 réparti selon les modalités suivantes :

- 95 000 € pour la saison 2013-2014.

Conformément aux dispositions de l'article R 113-1 et R 113-2 du Code du Sport, le versement de cette subvention est conditionné par la présentation des sommes allouées par les autres collectivités territoriales ou établissements publics sollicités afin que le montant total des subventions versées à la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club n'excède pas 2,3 Millions d'Euros par saison sportive (cf. annexe 1 à compléter).

Article 2 : Interventions dans le cadre de missions d'intérêt général

Ces subventions sont attribuées pour des missions d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L 113-2 du Code du Sport.

Les missions d'intérêt général seront précisément définies en tenant compte des priorités affichées par la Ville de Montpellier en matière de politique sportive.

MISSIONS D'INTERÊT GENERAL : Art L 113-2 et R 113-1 et 2 du Code du Sport

1 Actions de formation, de perfectionnement et d'insertion scolaire ou professionnelle de jeunes sportifs accueillis dans les structures de formations agréées :

Montant des sommes affectées : 95 000 €

Des actions de formation seront engagées dans la formation sportive pour amener le joueur à son plus haut niveau de pratique, mais aussi dans la formation scolaire avec une obligation de résultat et un objectif de protection du joueur contre les aléas de la vie professionnelle.

Des bilans d'orientation seront effectués à l'entrée et à la sortie du Centre de Formation, et l'aide à l'insertion socio professionnelle sera améliorée par une relation globale avec les entreprises partenaires dans le cadre de stages, de travail saisonnier ou de découverte de métiers

Article 3 : Liens avec les autres collectivités

La S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club est un partenaire traditionnel d'autres collectivités territoriales comme la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Languedoc-Roussillon.

La S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club devra tenir informée la Ville de Montpellier (Service des Sports) des partenariats à conclure pour chaque prochaine saison sportive.

Article 4 : Respect de la convention

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier son soutien financier au club ou de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention, en cas de non-respect des engagements souscrits par la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier son soutien financier au club ou de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention, en cas de non-respect des engagements souscrits par la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club.

Dans ce cas, le Maire de la Ville de Montpellier pourra mettre en demeure le Montpellier Hérault Sport Club de tenir ses engagements dans un délai de 15 jours. A défaut, la convention sera résiliée.

La Ville de Montpellier se réserve également le droit de diminuer de façon significative son soutien financier à la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club en cas d'exclusion temporaire dudit club du Championnat de France de Division 1 pour raison disciplinaire ou de rétrogradation dans une division inférieure.

Dans ce cas, le Maire de la Ville de Montpellier pourra mettre en demeure le Montpellier Hérault Sport Club de tenir ses engagements dans un délai de 15 jours. A défaut, la convention sera résiliée.

La Ville de Montpellier se réserve également le droit de diminuer de façon significative son soutien financier à la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club en cas d'exclusion temporaire dudit club du Championnat de France de Division 1 pour raison disciplinaire ou de rétrogradation dans une division inférieure.

Article 5 : Financement des opérations

La S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club assure l'équilibre financier de ses comptes et notamment le financement complémentaire de toutes les opérations concernées par la présente convention. En conséquence, la Ville de Montpellier ne pourra pas être appelée pour les mêmes opérations, à combler les déficits éventuels provoqués par l'absence ou l'insuffisance des ressources prévues dans les plans de financement.

Article 6 : Modalités de paiement de la subvention et obligations financières

Conformément aux dispositions de l'article R 113-3 du Code du Sport, la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club devra fournir préalablement à l'attribution de la subvention les documents suivants :

- bilans et compte de résultat des deux derniers exercices clos ainsi que les budgets prévisionnels de l'année sportive pour laquelle les subventions sont sollicitées,
- un rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales au titre de la saison sportive précédente.
- un document prévisionnel qui indique pour chaque structure l'utilisation prévue des subventions sollicitées.

En vertu de son droit de contrôle prévu par l'article 7, et dans un souci de transparence et de coopération souhaitée avec les clubs sportifs, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'énumérer selon une liste non exhaustive, les documents financiers et ceux liés à l'activité que le club est tenu de lui fournir.

- Au 15 février 2014, une situation financière arrêtée au 31 décembre 2013
- Au 15/05/2014, le compte prévisionnel de la saison 2013/2014.
- Au 1^{er} septembre 2014, un rapport d'activité sur la saison 2012/2013 (nombre de spectateurs, nombre de matchs joués, nombre de licenciés, état des déplacements).
- Au 15 octobre 2014, les documents de synthèse arrêtés au 30/06/2013 et certifiés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexe).
- A tout moment et d'une manière générale, toute information juridique survenue au cours de l'année lors de la tenue d'une Assemblée Générale extraordinaire ou au cours d'un Conseil d'administration.

Article 7 : Résiliation de la convention

Le présent accord pourra être résilié de plein droit par la Ville de Montpellier, 30 jours après notification par lettre recommandée au Président de la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club, avec accusé de réception, dans les cas suivants :

-violation ou inexécution des engagements souscrits dans le cadre de la présente convention.

-liquidation ou dissolution de la SASP entraînant la suppression de la section professionnelle du Montpellier Hérault Sport Club,

-mise en règlement judiciaire, dans le cas où la poursuite autorisée des activités ne permettrait pas au club le maintien d'une activité sportive de haut niveau,

-retrait ou exclusion temporaire ou définitive par les instances sportives compétentes du club de la compétition professionnelle.

La résiliation n'ouvrira pour la SASP, aucun droit à indemnisation, et pourra donner lieu au remboursement des sommes et attributions indûment acquises

Article 8 : Contrôles financiers

Conformément aux dispositions de l'article R 113-5 du Code du Sport, un représentant de la Ville de Montpellier pourra être désigné pour suivre l'utilisation des subventions accordées par la Ville de Montpellier. A ce titre, il se réserve le droit de contrôler les informations comptables et financières de S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club et de procéder ou faire procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles.

Fait à Montpellier, le

Lu et approuvé

Madame Le Maire,
Montpellier

Hélène MANDROUX

Lu et approuvé

Le Président Délégué de la S.A.S.P.

Hérault Sport Club

Laurent NICOLLIN

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Au titre de l'article 19-3 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée

ANNEXE 1

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2012 POUR LA SAISON 2012-2013 :

Par le Conseil Régional du Languedoc Roussillon

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par le Conseil Général de l'Hérault :

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par la Ville de Montpellier :

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant : ...

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article 19-3 montant : ...

Au titre de l'article 19-4 montant : ...

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2013 POUR LA SAISON 2013-2014 :

Par le Conseil Régional du Languedoc Roussillon

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par le Conseil Général de l'Hérault :

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par la Ville de Montpellier :

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant : ...

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article 19-3 montant : ...

Au titre de l'article 19-4 montant :

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Au titre du Code du Sport

ANNEXE 1

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2013 POUR LA SAISON 2012-2013 :

Par le Conseil Régional du Languedoc Roussillon

Au titre de l'article L 113-2 montant :....

Au titre de l'article L 113-3 montant :....

Par le Conseil Général de l'Hérault :

Au titre de l'article L-113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par la Ville de Montpellier :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant : ...

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article L 113-2 montant : ...

Au titre de l'article L 113-3 montant : ...

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2013 POUR LA SAISON 2013-2014 :

Par le Conseil Régional du Languedoc Roussillon

Au titre de l'article L 113-2 montant :....

Au titre de l'article L 113-3 montant :....

Par le Conseil Général de l'Hérault :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par la Ville de Montpellier :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION
AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER
Exercice 2013

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX Maire agissant
es qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2013,

D'une part,

Et :

S.A.S.P. MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB,
Immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés, SIRET 438180523
Le siège étant situé : Domaine de Grammont, avenue Albert Einstein BP 118, 34008
Montpellier cedex1
Représentée par Monsieur NICOLLIN, Président, autorisé à signer la présente
convention,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Engagement de la Ville

Dans les conditions définies par le Code du Sport (articles L 100-1, L100-2, L122-1 à
3, et notamment le L113-2), la Ville de Montpellier souhaite renouveler son soutien et
attribuer une subvention à la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club.

La société s'engage à utiliser cette subvention pour développer ses activités d'intérêt
général ; conformément aux orientations de la politique sportive de la Ville de
Montpellier et à l'article R 113-1 et 2 du Code du Sport.

Pour des missions d'intérêt général, la Ville de Montpellier octroie à
S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club une subvention de : **95 000 € T.T.C.** pour
l'exercice 2013 réparti selon les modalités suivantes :

- 47 500 € pour la saison 2012-2013,
- 47 500 € pour la saison 2013-2014.

Conformément aux dispositions de l'article R 113-1 et R 113-2 du Code du Sport, le
versement de cette subvention est conditionné par la présentation des sommes
allouées par les autres collectivités territoriales ou établissements publics sollicités
afin que le montant total des subventions versées à la S.A.S.P. Montpellier Hérault
Sport Club n'excède pas 2,3 Millions d'Euros par saison sportive (cf. annexe 1 à
compléter).

Article 2 : Interventions dans le cadre de missions d'intérêt général

Ces subventions sont attribuées pour des missions d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L 113-2 du Code du Sport.

Les missions d'intérêt général seront précisément définies en tenant compte des priorités affichées par la Ville de Montpellier en matière de politique sportive.

MISSIONS D'INTERÊT GENERAL : Art L 113-2 et R 113-1 et 2 du Code du Sport

1 Actions de formation, de perfectionnement et d'insertion scolaire ou professionnelle de jeunes sportifs accueillis dans les structures de formations agréées
:

Montant des sommes affectées : 95 000 €

Des actions de formation seront engagées dans la formation sportive pour amener le joueur à son plus haut niveau de pratique, mais aussi dans la formation scolaire avec une obligation de résultat et un objectif de protection du joueur contre les aléas de la vie professionnelle. Des bilans d'orientation seront effectués à l'entrée et à la sortie du Centre de Formation, et l'aide à l'insertion socio professionnelle sera améliorée par une relation globale avec les entreprises partenaires dans le cadre de stages, de travail saisonnier ou de découverte de métiers

Article 3 : Liens avec les autres collectivités

La S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club est un partenaire traditionnel d'autres collectivités territoriales comme la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Languedoc-Roussillon.

La S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club devra tenir informée la Ville de Montpellier (Service des Sports) des partenariats à conclure pour chaque prochaine saison sportive.

Article 4 : Respect de la convention

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier son soutien financier au club ou de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention, en cas de non-respect des engagements souscrits par la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier son soutien financier au club ou de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention, en cas de non-respect des engagements souscrits par la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club.

Dans ce cas, le Maire de la Ville de Montpellier pourra mettre en demeure le Montpellier Hérault Sport Club de tenir ses engagements dans un délai de 15 jours. A défaut, la convention sera résiliée.

La Ville de Montpellier se réserve également le droit de diminuer de façon significative son soutien financier à la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club en cas

d'exclusion temporaire dudit club du Championnat de France de Division 1 pour raison disciplinaire ou de rétrogradation dans une division inférieure.

Dans ce cas, le Maire de la Ville de Montpellier pourra mettre en demeure le Montpellier Hérault Sport Club de tenir ses engagements dans un délai de 15 jours. A défaut, la convention sera résiliée.

La Ville de Montpellier se réserve également le droit de diminuer de façon significative son soutien financier à la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club en cas d'exclusion temporaire dudit club du Championnat de France de Division 1 pour raison disciplinaire ou de rétrogradation dans une division inférieure.

Article 5 : Financement des opérations

La S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club assure l'équilibre financier de ses comptes et notamment le financement complémentaire de toutes les opérations concernées par la présente convention. En conséquence, la Ville de Montpellier ne pourra pas être appelée pour les mêmes opérations, à combler les déficits éventuels provoqués par l'absence ou l'insuffisance des ressources prévues dans les plans de financement.

Article 6 : Modalités de paiement de la subvention et obligations financières

Conformément aux dispositions de l'article R 113-3 du Code du Sport, la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club devra fournir préalablement à l'attribution de la subvention les documents suivants :

- bilans et compte de résultat des deux derniers exercices clos ainsi que les budgets prévisionnels de l'année sportive pour laquelle les subventions sont sollicitées,
- un rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales au titre de la saison sportive précédente.
- un document prévisionnel qui indique pour chaque structure l'utilisation prévue des subventions sollicitées.

En vertu de son droit de contrôle prévu par l'article 7, et dans un souci de transparence et de coopération souhaitée avec les clubs sportifs, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'énumérer selon une liste non exhaustive, les documents financiers et ceux liés à l'activité que le club est tenu de lui fournir.

- Au 15 février 2014, une situation financière arrêtée au 31 décembre 2013
- Au 15/05/2014, le compte prévisionnel de la saison 2013/2014.
- Au 1^{er} septembre 2014, un rapport d'activité sur la saison 2012/2013 (nombre de spectateurs, nombre de matchs joués, nombre de licenciés, état des déplacements).
- Au 15 octobre 2014, les documents de synthèse arrêtés au 30/06/2013 et certifiés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexe).
- A tout moment et d'une manière générale, toute information juridique survenue au cours de l'année lors de la tenue d'une Assemblée Générale extraordinaire ou au cours d'un Conseil d'administration.

Article 7 : Résiliation de la convention

Le présent accord pourra être résilié de plein droit par la Ville de Montpellier, 30 jours après notification par lettre recommandée au Président de la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club, avec accusé de réception, dans les cas suivants :

-violation ou inexécution des engagements souscrits dans le cadre de la présente convention.

-liquidation ou dissolution de la SASP entraînant la suppression de la section professionnelle du Montpellier Hérault Sport Club,

-mise en règlement judiciaire, dans le cas où la poursuite autorisée des activités ne permettrait pas au club le maintien d'une activité sportive de haut niveau,

-retrait ou exclusion temporaire ou définitive par les instances sportives compétentes du club de la compétition professionnelle.

La résiliation n'ouvrira pour la SASP, aucun droit à indemnisation, et pourra donner lieu au remboursement des sommes et attributions indûment acquises

Article 8 : Contrôles financiers

Conformément aux dispositions de l'article R 113-5 du Code du Sport, un représentant de la Ville de Montpellier pourra être désigné pour suivre l'utilisation des subventions accordées par la Ville de Montpellier. A ce titre, il se réserve le droit de contrôler les informations comptables et financières de S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club et de procéder ou faire procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles.

Fait à Montpellier, le

Lu et approuvé

Madame Le Maire,
Montpellier

Hélène MANDROUX

Lu et approuvé

Le Président de la S.A.S.P.

Hérault Sport Club

Louis NICOLLIN

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Au titre de l'article 19-3 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée

ANNEXE 1

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2013 POUR LA SAISON 2012-2013 :

Par le **Conseil Régional du Languedoc Roussillon**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par le **Conseil Général de l'Hérault :**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par la **Ville de Montpellier :**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant : ...

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article 19-3 montant : ...

Au titre de l'article 19-4 montant : ...

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2013 POUR LA SAISON 2013-2014 :

Par le **Conseil Régional du Languedoc Roussillon**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par le **Conseil Général de l'Hérault :**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par la **Ville de Montpellier :**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant : ...

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article 19-3 montant : ...

Au titre de l'article 19-4 montant : ...

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSÉ, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Tarifs 2013 pour les séjours avec hébergement organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier

Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier assure la gestion de 33 centres de loisirs qui accueillent un millier d'enfants les mercredis et durant les vacances scolaires. Ces centres sont installés dans des locaux scolaires.

En 2013, la Ville de Montpellier propose des séjours avec hébergement afin de permettre aux enfants:

- De découvrir un environnement différent;
- D'être plus autonome;
- D'apprendre la vie en collectivité;
- De découvrir de nouvelles activités.

Des séjours seront organisés sur deux centres différents du 8 juillet au 2 août 2013. Au total 240 enfants issus de centres de loisirs différents pourront bénéficier de ce dispositif. Chaque séjour associe des enfants et des animateurs de deux centres différents.

Par délibération, en date du 6 mai 2013, le Conseil municipal a approuvé le tarif pour les séjours de 5 jours et 4 nuits. Un séjour de 4 jours et 3 nuits étant prévu du 16 au 19 juillet 2013, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les tarifs suivants:

SEJOURS ORGANISES PAR LES CENTRES DE LOISIRS DE LA VILLE POUR LA PERIODE DU 8 JUILLET AU 2 AOÛT 2013	TARIFS TTC 2013
Séjour de 4 jours et 3 nuits	136 €
Séjour de 5 jours et 4 nuits	170 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les tarifs proposés;
- De préciser que ceux-ci seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Direction Energie Moyens
Techniques
Service Achats et Production
graphique

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 286

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Réforme et cession du matériel et des véhicules

Max LEVITA rapporte :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

Réforme de véhicules : DENT

- Service Parc Auto

Suite à l'état de vétusté des véhicules, il convient de réformer les véhicules dont la liste est jointe en annexe (soit 5 VTT, 3 scooters, 5 berlines, 4 fourgonnettes, 4 fourgons, 1 camion plateau et 1 engin élévateur).

Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES, 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De déclarer réformés ces véhicules qui sont sur les listes jointes en annexe.
- D'autoriser les ventes aux enchères des véhicules réformés du Service Parc Auto.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) Délégué(e), à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013



**COMMISSION DE REFORME DU
MATERIEL ET DES VEHICULES**
du 28 mai 2013 à 11h

DIRECTION ENERGIE MOYENS TECHNIQUES

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de véhicules : DEMA

- Service Parc Auto

Suite à l'état de vétusté des véhicules, il convient de réformer ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES, 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme et le principe de ces ventes aux enchères.

**Signatures des membres
de la Commission de réformes**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Girardi'.

**Le Responsable du service Achats
et Production Graphique**

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Mario Girardi'.

Mario Girardi

DIRECTION ENERGIE
MOYENS TECHNIQUES
Service Achats – Production
Graphique
Tél : 04.67.34.74.17

Mairie de Montpellier
1 Place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2
Téléphone 04 67 34 70 00
Fax 04 99 06 06 71

Montpellier, le 17 mai 2013
Réf. MG/ SA n° 073 - 1 M
Objet : convocation de la
commission de réforme

Ville de
Montpellier



Madame, Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la convocation à la commission de réforme de véhicules, mobiliers et matériels qui se déroulera le mardi 28 mai 2013 à 11 heures, dans le bureau de Monsieur LEVITA au 7^{ème} étage.

En cas d'empêchement, merci d'en informer le Service Achats et Production Graphique au 2.74.36.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mes salutations distinguées.

et 2micelus
L'Adjoint au Maire/


Max LEVITA

DIRECTION ENERGIE
MOYENS TECHNIQUES
Service Achats – Production
Graphique
Tél : 04.67.34.74.17

Mairie de Montpellier
1 Place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2
Téléphone 04 67 34 70 00
Fax 04 99 06 06 71

Montpellier, le 17 mai 2013
Réf. MG/ SA n° 073 – 2M
Objet : convocation de la
commission de réforme

Ville de
Montpellier



COMMISSION DE REFORME Mardi 28 mai à 11heures

Madame le Maire de la ville de Montpellier vous serait reconnaissante de bien vouloir assister à la réunion de la commission de réforme le **mardi 28 mai à 11 heures** dans le bureau de Monsieur LEVITA au 7^{ème} étage.

Affaires à l'ordre du jour

1) Réforme de véhicules : DEMA / Service Parc Auto

Ont été convoqués :

- Madame le Maire, Présidente de droit
- Monsieur Max LEVITA,
- Monsieur Frédéric TSITSONIS
- Madame Perla DANAN
- Madame Nadia MIRAOU
- Monsieur Hervé MARTIN

- Monsieur Mario GIRARDI
- Monsieur Bruno DEPAEPE

Pour information

- Monsieur NYSEN
- Monsieur TONDUT
- Monsieur BOURLET
- Monsieur IRIGOIN
- Monsieur DOMEIZEL

COMMISSION DE REFORME - Délibération n° 2013 / ,,,,,,,,,, séance du ,,,,,,,,,,

COMMISSION DE REFORME								
Véhicule								Estimation valeur résiduelle (€)
N° Parc	Immatriculation	Type	Marque	Modèle	Date MEC	Kilométrage	Commentaire	
00022	2241	VTT	VITUS	HELLVITUS	10/06/2005	Néant	Vétuste	0
00023	2068	VTT	VITUS	HELL VITUS	11/06/2005	Néant	Vétuste	0
00024	2072	VTT	VITUS	HELL VITUS	10/06/2005	Néant	Vétuste	0
00027	2046	VTT	VITUS	HELL VITUS	10/06/2005	Néant	Vétuste	0
00032	2147	VTT	VITUS	HELL VITUS	10/06/2005	Néant	Vétuste	0
00090	K578T	scooter	PEUGEOT	LUDIX SNAKE	20/10/2005	18 500	Vétuste	50
00139	CM170PX	scooter	PEUGEOT	VIVACITY 100	05/03/2001	32 670	Vétuste	50
00172	CT517BM	scooter	PEUGEOT	ELYSEO 125	09/04/2003	22 400	Vétuste	50
00309	5223ZG34	berline	PEUGEOT	106	23/03/2001	125524	Vétuste	100
00323	CN649RS	berline	PEUGEOT	106	25/03/2002	150000	Accident	cession assurance
00486	CQ681ME	berline	PEUGEOT	106	29/03/2000	91 200	Vétuste	100

100

Ville de Montpellier 00550 Parc auto	2759YX34	berline	PEUGEOT	106	31/03/2000	82 500	entrée eau et essieu ar hs	16/05/2013 50
00550	1751YX34	berline	PEUGEOT	106	29/03/2000	124 130	Vétuste	100
00689	7887YG34	fourgonnette	RENAULT	KANGOO	30/09/1998	100 400	Vétuste	50
00701	CC 46VQ	fourgonnette	CITROEN	BERLINGO	28/10/1999	107 300	Vétuste	100
00747	CM290PX	fourgonnette	CITROEN	BERLINGO	26/03/2002	73 800	Vétuste pb de bi-carburation + épreuve GNV	50
00800	477YT34	fourgon	RENAULT	TRAFIC	29/11/1999	151 000	Joint de culasse hs + vétuste	50
00802	1829ZV34	fourgonnette	CITROEN	JUMPY	16/05/2002	119 000	Vétuste	50
00807	695AGL34	fourgon	RENAULT	MASTER	19/03/2004	96 800	Vétuste + très mauvais état carrosserie	50
00808	5332ZS34	fourgon	RENAULT	MASTER	14/03/2002	115 000	Vétuste + Moteur HS et carrosserie hs	50
00848	6029XY34	fourgon	RENAULT	TRAFIC	29/08/1997	182 000	Vétuste	100
00906	9465YH34	Plateau	RENAULT	B80 BENNE	16/11/1998	191 500	Vétuste	50
09107	3FC1509	Engin	CATERPILLAR	CATERPILLAR ELEVATEUR	28/01/1993	Néant	Vétuste	100

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Achat de véhicules à motorisation essence, diesel, GPL, GNV, électrique d'usine.

Autorisation de signer les marchés.

Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de véhicules à motorisation essence, diesel, GPL, GNV et électrique d'usine destinés à équiper des services de la ville.

Cet appel d'offres ouvert n° 2 I 03 7010 est passé en application des articles 33 3° alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

Il suit les dispositions des articles 77 du code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande sans minimum ni maximum et 75-1 du code des marchés publics relatif aux coûts engendrés par la pollution des véhicules sur leur durée de vie.

Le marché se décompose en 9 lots :

Lot	Désignation	Quantités annuelles estimées par lot	Estimation € HT durée initiale
1	Véhicules particuliers du segment A (micro et petites citadines) à motorisation thermique 4 places minimum	5 véhicules	40 000
2	Véhicules particuliers du segment B (citadines) et B+ (monospaces citadins) à motorisation thermique	6 véhicules	60 000
3	Véhicules particuliers du segment C (compacts), C+ (monospaces compacts), SUV et cross over compacts à motorisation thermique	2 véhicules	30 000
4	Véhicules particuliers du segment D (routières familiales) segment D+ (grands monospaces) à motorisation thermique	1 véhicule	20 000
5	Véhicules particuliers du segment H (grandes routières) à motorisation thermique	1 véhicule	40 000

Lot	Désignation	Quantités annuelles estimées par lot	Estimation € HT durée initiale
6	Véhicules utilitaires camionnettes standards et compactes à motorisation thermique	15 véhicules	180 000
7	Véhicules utilitaires fourgons compacts à grands fourgons, standards et rallongés, plateaux et autres carrosseries 3.5 T	6 véhicules	100 000
8	Véhicules particuliers petites citadines et citadines segments A, B et B+ 4 places minimum à motorisation électrique	2 véhicules	30 000
9	Véhicules utilitaires camionnettes standards et compactes à motorisation électrique	2 véhicules	30 000

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

***pour les lots 1 à 7 :**

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1 - Prix des prestations	40 %
2 - Coût d'utilisation	20%
3 - Critère coût de la consommation d'énergie et rejets polluants divers	25%
4 - Critère profondeur de gamme	5%
5 - Critère technique	5%
6 - Critère garantie	5%

***pour les lots 8 et 9 :**

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1 - Prix des prestations	40 %
2 - Coût d'utilisation	20%
3 - Critère technique	30%
4 - Critère garantie	5%
5 - Critère profondeur de gamme	5%

La commission d'appel d'offres du 23 avril 2013 a attribué ces marchés aux sociétés suivantes :

Lot n°1 à la société COMMERCIALE CITROEN 34 078 MONTPELLIER CEDEX 3

Lot n°2 à la société GRIM AUTO FORD 34 470 PEROLS

Lot n°3, 4, 6, 8 et 9 à la société RENAULT RETAIL 34 078 MONTPELLIER CEDEX 3

Lot n°5 et 7 à la société GGH (PEUGEOT) 34 072 MONTPELLIER CEDEX 3

Les marchés sont conclus à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2013. Ces marchés peuvent être reconduits tacitement par périodes successives de 1 an pour 2014, 2015, 2016, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Les crédits sont inscrits au budget investissement 2013 de la Ville : nature 2182 toutes fonctions.

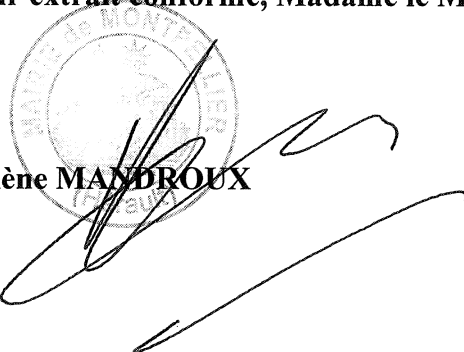
En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

A circular official stamp is partially visible behind the signature. The text within the stamp includes "MAIRIE DE MONTPELLIER" and "10000". The signature is a fluid, handwritten script in black ink.

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Garantie d'emprunt Ville/ SERM Petit Bard - Emprunt 5M€ - CDC

Hélène MANDROUX rapporte :

Dans le cadre de l'opération de réhabilitation du quartier Petit Bard confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 5 000 000 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Caisse des Dépôts et Consignations, la SERM a obtenu l'emprunt suivant :

Prêt pour le financement de l'opération **Petit Bard** selon les caractéristiques suivantes :

- Montant : 5 000 000 €,
- Durée: 5 trimestres
- Périodicité des échéances : Trimestrielles
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat plus 60 pdb (soit 2,35% au 1er février 2013)
- Taux annuel de progressivité des échéances : de 0% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du livret A, taux actuel 1,75%),
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 100 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 5 000 000 €.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt, jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 100 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de :
la Caisse des Dépôts et Consignations de 5 000 000 € de garantie,
aux conditions précisées ci-dessus

D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. – ZAC Parc Marianne 2M€ Crédit Foncier de France – 2 M€ Crédit Mutuel

Hélène MANDROUX rapporte :

Dans le cadre de la ZAC Parc Marianne confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser deux emprunts pour financer la poursuite des travaux d'aménagement.

Aussi, après négociation avec le Crédit Mutuel et le Crédit Foncier de France, la SERM a obtenu les emprunts suivants :

Auprès du CREDIT FONCIER de France :

- Montant total : 2.000.000 €
- Durée totale maximale : 10 ans sans phase de mobilisation
- Périodicité des échéances : trimestrielle
- Échéances constantes
- Versement des fonds : en une seule fois dès la signature du contrat
- Conditions financières : Taux fixe maximum de 3.21 %
Frais de commission : 5 000 euros
- Remboursement anticipé : indemnité actuarielle dans le cas où le taux de réemploi du capital remboursé est inférieur au taux en vigueur avec un minimum de 6 mois d'intérêts
- Frais de gestion : tout remboursement anticipé, total ou partiel, donnera lieu à la perception de frais de gestion correspondant à 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3 000 €.
- Garantie requise : caution de la Ville de Montpellier à hauteur de 80 %

La Ville de Montpellier renonce, par suite, à opposer au CREDIT FONCIER de France l'exception de discussion des biens du débiteur principal et toutes autres exceptions dilatoires et prend l'engagement de payer de ses deniers, à première réquisition du CREDIT FONCIER DE France, toute somme due au titre de cet emprunt en principal à hauteur de la quotité sus indiquée, augmentée des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé et autres accessoires ainsi que tous frais et impôts qui, pour un motif quelconque, n'auraient pas été acquittés par l'organisme emprunteur ci-dessus désigné à l'échéance exacte.

Auprès du CREDIT MUTUEL :

- Montant total : 2.000.000 €
- Durée totale maximale : 10 ans sans phase de mobilisation
- Différé d'amortissement de 2 ans
- Périodicité des échéances : annuelle
- Echéances constantes
- Versement des fonds : en une seule fois dès la signature du contrat
- Conditions financières : Taux fixe maximum de 3.30 %
Frais de commission : néant
- Remboursement anticipé : Indemnité de 5% du capital restant dû
- Garantie requise : caution de la Ville de Montpellier à hauteur de 80 %

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % des emprunts que la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de :

- Crédit Foncier de France à hauteur de 1.600.000 euros
- Crédit Mutuel à hauteur de 1.600.000 euros

aux conditions précisées ci-dessus.

d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Direction des Ressources Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et des Emplois

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier
n° 2013 / 290

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Emplois d'avenir- Approbation de la convention d'engagements Ville-Etat

Serge FLEURENCE rapporte :

Le gouvernement a affirmé comme objectif prioritaire la lutte contre le chômage, en particulier celui des jeunes sans qualification qui sont les plus frappés encore par la crise économique. Le territoire de la Ville de Montpellier reflète ce constat.

C'est pourquoi, la Ville souhaite manifester sa volonté de participer activement à la lutte contre le chômage et de favoriser l'emploi des jeunes, en particulier issus des zones urbaines sensibles, la priorité devant dans ce cadre être donnée aux jeunes qui ne disposent pas de qualification, en leur permettant d'accéder à un premier emploi et d'acquérir des compétences.

Les emplois d'avenir, dans le cadre de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, offrent les outils adaptés et nécessaires à la réalisation de cet objectif visant à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés. Ce dispositif est étendu, comme le permet la loi, aux jeunes diplômés jusqu'à Bac+3 issus des ZUS.

Fort de ce constat, la Ville de Montpellier souhaite réaffirmer sa volonté d'aider les jeunes les plus défavorisés et propose, en plus des 15 emplois d'avenir créés lors du Conseil municipal du 25 mars 2013, le recrutement supplémentaire de 35 jeunes peu ou pas qualifiés afin de leur offrir un premier accès à l'emploi et de leur permettre d'acquérir des compétences.

Ces emplois seront proposés dans des domaines d'activités présentant un caractère d'utilité sociale ou ayant un fort potentiel de création d'emplois au sein de la Ville.

Les jeunes recrutés dans le cadre de ces emplois d'avenir bénéficieront d'un encadrement et d'un accompagnement renforcés au sein des services de la collectivité afin d'assurer leur bonne intégration et l'acquisition des compétences visées.

Enfin, afin de suivre et d'évaluer la réalisation du dispositif, la Ville propose l'instauration d'un comité de pilotage associant les différents acteurs de celui-ci.

Un projet de convention entre la Ville et l'Etat précise l'ensemble de ces dispositions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

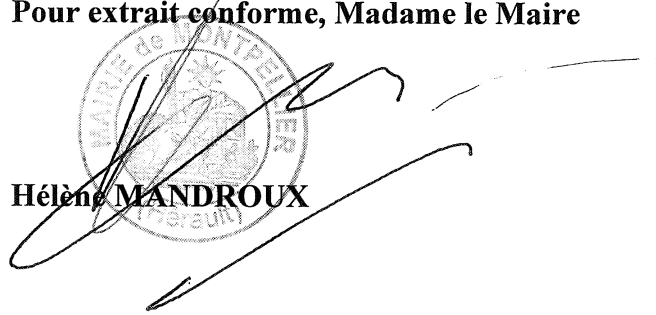
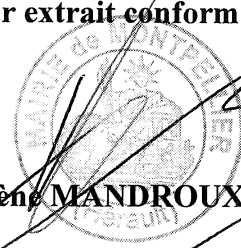
- d'approuver ces dispositions, et plus particulièrement le projet de convention, joint à la présente délibération, fixant les engagements entre la Ville et l'Etat,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint délégué aux ressources humaines, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the official circular stamp of the Mayor of Montpellier. The signature is fluid and extends across the stamp and into the space to the right.



Convention d'engagements entre l'Etat et la Ville de Montpellier

Convention d'engagements sur la mise en œuvre des emplois d'avenir conclue entre :

L'Etat, représenté par,

Et

La Ville de Montpellier, représentée par Madame le Maire, Hélène MANDROUX,

Considérant l'objectif national de réduction du chômage, en particulier celui des jeunes qui sont plus frappés encore par la crise économique et les évolutions du travail que les autres catégories de la population ;

Considérant la réalité de ce constat sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

Considérant la volonté de la Ville de participer activement à la lutte contre le chômage et de favoriser l'emploi des jeunes, en particulier issus des zones urbaines sensibles ;

Considérant que la priorité doit dans ce cadre être donnée aux jeunes qui ne disposent pas de qualification, en leur permettant d'accéder à un premier emploi et d'acquérir des compétences ;

Considérant que les emplois d'avenir, créés par la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, offrent les outils adaptés et nécessaires à ces objectifs visant à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés ;

Il est convenu ce qui suit :

1) Les engagements de la Ville de Montpellier :

La Ville de Montpellier s'engage dans le cadre du dispositif des emplois d'avenir à proposer le recrutement de 50 jeunes peu ou pas qualifiés afin de leur offrir un premier accès à l'emploi et de leur permettre d'acquérir des compétences.

Ces emplois seront proposés dans des domaines d'activités présentant un caractère d'utilité sociale ou ayant un fort potentiel de création d'emploi au sein de la Ville.

Pourront ainsi être proposés des emplois de:

- agent d'entretien et de restauration scolaire
- animateur péri et extra scolaire (Il est à noter qu'au regard des besoins liés à ces postes, le taux d'emploi de ceux-ci s'élève à 85,3 % et non à 100 %)

- Assistant et gestionnaire administratif
- Agent polyvalent (Entretien, maintenance, gardiennage)
- Agent d'accueil physique et téléphonique
- Médiateur culturel en centre d'art
- Technicien d'exposition
- Agent de maintenance et d'installation téléphonique

Ces emplois pourront être proposés à des jeunes sans qualification, et/ou à des jeunes détenteurs d'un premier niveau de qualification comme le BAFA pour les animateurs par exemple.

Les jeunes recrutés sur ces emplois pourront bénéficier d'une formation complémentaire dans leur domaine d'activité (entretien et hygiène des locaux, gestes et postures, utilisation des produits d'entretien, BAFA...) ainsi que d'une préparation au concours d'adjoint territorial de 1^{ère} classe dans les filières animation, administrative ou encore technique (sous réserve de l'organisation de celle-ci par le centre national de la fonction publique territoriale au cours de la période d'emploi).

Les jeunes recrutés dans le cadre de ces emplois d'avenir bénéficieront d'un encadrement et d'un accompagnement renforcés au sein des services de la Ville de Montpellier afin d'assurer leur bonne intégration et l'acquisition des compétences visées.

La Ville de Montpellier s'engage en parallèle à mettre en œuvre pendant le déroulement des contrats les modalités nécessaires à l'accompagnement externe renforcé des jeunes. Elle délivrera en outre aux jeunes, à l'échéance de l'aide à l'insertion professionnelle relative à l'emploi d'avenir, une attestation de formation ou d'expérience professionnelle permettant de reconnaître les compétences acquises pendant l'emploi d'avenir.

Enfin, afin de suivre et d'évaluer la réalisation du dispositif, la Ville propose l'instauration d'un comité de pilotage associant les différents acteurs de celui-ci.

2) Les engagements de l'Etat :

L'Etat apporte une contribution financière au recrutement des jeunes en emploi d'avenir à hauteur de 75 % du SMIC horaire brut. La prise en charge financière peut s'effectuer, selon les caractéristiques des contrats de travail conclus avec les jeunes, sur une durée hebdomadaire de 35 h et une durée totale de l'aide de trois ans.

Pour L'Etat,

Pour la Ville de Montpellier,

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Voeu pour la reconnaissance du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales

Cédric SUDRES rapporte :

En 1981, François Mitterrand promettait d'accorder le droit de vote aux résidents étrangers non communautaires aux élections locales. Trente ans plus tard, François Hollande s'est lui aussi engagé dans sa 50^{ème} proposition à tenir cette promesse pour favoriser l'implication des étrangers non communautaires dans la vie publique.

En 2013, plus de 2 500 000 personnes étrangères résident en France. Elles travaillent, paient des impôts, participent à la vie économique et sociale du pays, à la vie associative ou syndicale locale, et n'ont pourtant pas le droit de s'exprimer lors des scrutins locaux.

Ville internationale depuis son origine, Montpellier possède une part importante d'habitants étrangers, qui participent activement à la vie de la cité. Elle entend cultiver cette richesse et permettre à ces résidents étrangers de faire entendre leur voix au sein de son Conseil consultatif des résidents étrangers. Le CCRE résulte d'une volonté ancienne de Mme le Maire ainsi que des membres du Conseil municipal montpelliérain, d'impliquer et de faire participer les résidents étrangers à la vie politique et démocratique de leur ville, préparant ainsi le chemin de leur accès prochain aux élections locales.

Dans le cadre de la journée de mobilisation « nationale » pour le droit de vote des étrangers, lancée par le Conseil français de la citoyenneté de résidence (Cofracir), le CCRE de la Ville de Montpellier a organisé samedi 25 mai dernier, une opération de votation citoyenne sur la place de la Comédie. Cette mobilisation a permis de recueillir 831 votes dont voici le détail :

- 788 pour soit 95% ;
- 29 contre soit 3,5% ;
- 14 nul soit 1,5%.

Accorder le droit de vote et l'éligibilité aux élections municipales à l'ensemble de nos concitoyens sera une vraie contribution à une République réconciliée avec ses citoyens, un levier fort pour lutter contre les discriminations.

Considérant que plusieurs milliers de Montpelliéraines et de Montpelliérains sont actuellement privés de droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, alors que la grande majorité d'entre eux réside dans notre commune depuis de très nombreuses années et participe à l'épanouissement et à la vitalité de la Ville ;

Considérant que les résidents étrangers issus des Etats membres de l'Union européenne ont obtenu le droit de participer aux élections locales en 1992, créant ainsi une discrimination à l'égard des résidents étrangers non communautaires ;

Considérant que 13 états membres de l'Union Européenne accordent le droit de vote communal à tous leurs résidents étrangers, sous réserve d'un titre de séjour permanent ou d'une durée de résidence variable selon les Etats ;

Considérant enfin que la France est l'un des États membres de l'Union Européenne à maintenir l'une des législations les plus restrictives en la matière ;

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier réaffirme par ce vœu son attachement à la citoyenneté de résidence et demande au gouvernement d'engager une réforme constitutionnelle qui permettra d'accorder le droit de vote aux résidents étrangers non communautaires le plus rapidement possible.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Conseil Municipal 17 juin 2013
Décisions prises par Madame le Maire
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal

Communication

Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision	Synthèse de la décision
----------------------------------	--------------------------------

2012/0462	Formation maintenance et hygiène de locaux à l'attention des agents d'entretien du Service Enfance. Cette formation est mise en place au sein de la Mairie depuis 2010. Elle a pour objectif de former tous les agents de la Mairie aux mêmes techniques de travail. Cette action se déroule sur 2 jours en intra muros. Elle concerne 180 agents au maximum. Son coût s'élève à 16 000 € HT.
2012/0465	Formation service de sécurité incendie et d'assistance à personnes niveau 1 pour 100 personnes de plusieurs services (Parc Darwin, Maisons pour tous...). La formation s'adresse aux agents dont les fonctions comprennent la surveillance technique, l'entretien et la sécurité sur leur lieu de travail. La durée de la formation est de 10 à 15 jours. Le marché est conclu pour 2 ans et a été attribué à la société MB FORMATION pour un montant compris entre 4 500 € et 70 000 €.
2013/0074	D'attribuer à la société Alès Viandes le marché passé selon la procédure adaptée pour l'achat par les restaurants scolaires de viandes fraîches sous vide pendant le 1er semestre 2013 pour un montant de 75 000 € HT maximum.
2013/0090	La Ville loue à SAS Chateau Pourcel un terrain de 887 m ² cadastré CE 64 situé 55 route de Nîmes. Le bail étant arrivé à son terme le 31 décembre 2012, il convient de le proroger, par avenant, la durée du bail pour une durée de 1 an supplémentaire soit jusqu'au 31 décembre 2013.
2013/0091	D'adopter l'avenant n° 1 au marché de « Plateforme expérimentale de concertation urbaine interactive » à la société UFO pour une durée d'un an supplémentaire.
2013/0092	La Ville émet un avis favorable à la requête de Mme CHETRIT Simone veuve ATLAN tendant à demander la rétrocession de sa concession trentenaire.
2013/0093	D'attribuer le marché concernant une prestation d'interprète en langues des signes à la société DES'L pour un montant de 5000€ minimum et 50000€ maximum pour 2 ans.
2013/0094	La Ville émet un avis favorable à la requête de Mme CLAVAUD Danielle Hélène veuve MOITIE tendant à demander la rétrocession de sa case de columbarium trentenaire.

2013/0095	La Ville émet un avis favorable à la requête de M Claude Roger Raymond Pierre RIBOT tendant à demander la retrocession de sa case de columbarium trentenaire.
2013/0096	D'attribuer le marché public "Parc Darwin, Bois de Montmaur, Réserve naturelle - Mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation du Plan d'Organisation Interne, Plan de gestion de l'assainissement, Plan de gestion des fumiers" à la société QUALICONSLTING pour un montant de 42 075 € HT
2013/0097	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Jean-François BARRY
2013/0098	De mettre à disposition de l'association FISE du 29 avril au 15 mai 2013 un parking de 31 places situé Espace Richter, 1 avenue Raymond Dugrand.
2013/0099	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL KECC
2013/0100	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire de procédure d'expulsion
2013/0101	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ COHEN Renaud
2013/0102	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ POURQUIER
2013/0103	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL L'ESCOFFIER'S
2013/0104	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Association de lutte contre l'affichage illégale en Languedoc-Roussillon
2013/0105	Les frais de mission ne comprenant que les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement, il convient, dans le respect de la réglementation de modifier la régie d'avances "frais de mission", par une extension des dépenses autorisées aux frais de participation à des congrès et colloques. Il convient également d'augmenter le montant de l'avance, tout en reprenant l'intégralité des règles s'appliquant à la régie.
2013/0106	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame DULONG DE ROSNAY
2013/0107	De confier à la SAS RECORD PORTES AUTOMATIQUES le marché relatif à la maintenance des portes, portails, rideaux et barrières automatiques des bâtiments communaux pour un an. Il peut être renouvelé par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans et pour un montant annuel de 14395 € HT pour la maintenance forfaitaire à laquelle s'ajoute la maintenance curative hors forfait qui fera l'objet de bons de commande.
2013/0108	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame CALAFAT
2013/0109	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: sécurité et accompagnement évènementiel de la ZAT! 6 à l'entreprise A34 pour un montant de 28 897.70 € HT

2013/0110	Les sociétés DG invest, Sticker Design, Synergie 34, Nemo, Jungle Jump, MPI, sises dans la zone du Puech Radier à Lattes, déposent des recours indemnitaires contre la Ville de Montpellier suite à des dommages subis à l'occasion des pluies intervenues le 08 octobre 2009
2013/0111	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée: réalisation et commercialisation d'un catalogue pour une exposition photographique au Pavillon Populaire, pour un montant de 20 250.00€ HT, aux éditions Hazan.
2013/0112	D'attribuer la marché à bons de commande "Transformation des 3 ZPPAUP en AVAP et création d'une 4ème AVAP" à Isabelle GUERIN-CAZORLA, architecte du patrimoine, pour un montant maximum de 190 000 euros HT.
2013/0113	De conclure un contrat de résidence avec le collectif COLOCO concernant un projet artistique annuel lié au patio, pour un montant de 25 000 €
2013/0114	Avenant n° 1 au marché : Acquisition d'un logiciel de gestion des subventions versées aux associations et partenaires de la Ville de Montpellier.
2013/0115	De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde (L.311-4 CU) avec la SCI Domaine de la Feuillade (représentée par la SAS Héléénis), pour la construction d'un programme de 20 logements collectifs, correspondant à 1 638 m ² de surface de plancher (SDP), pour un montant total de participation de 262 080 € (1 638 x 160 €/m ²).
2013/0116	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL La Perle Bleue
2013/0117	Défende les intérêts de la Ville dans l'affaire l'opposant à M. Charles Khoury, lequel a fait appel du jugement du tribunal administratif de Montpellier du 19 septembre 2012.
2013/0118	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire de procédure d'expulsion occupation illicite n°5 à 11 rue des Chasseurs
2013/0119	D'attribuer le marché d'«Evolution de la plateforme de sécurité Internet de la Mairie de Montpellier» à la société NEXTIRAONE pour un montant total minimum de 30 000 € HT, un montant total maximum de 80 000 € HT et une durée d'un an reconductible une fois par tacite reconduction.
2013/0121	La Ville répond favorablement à la requête de M. CROS Roger concernant le rachat de la concession perpétuelle qu'il a acquise le 27 août 1974.
2013/0122	D'attribuer un marché pour l'alerte et la réalisation d'une revue de presse écrite à la société Kantar pour un montant compris entre 5000 € et 35000 € pour 1 an à compter de la notification avec possibilité de reconduction 2 fois
2013/0123	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée: réalisation et commercialisation de trois catalogues d'exposition pour le Carré Sainte Anne, pour un montant global de 38 200 € HT aux éditions Liénart
2013/0124	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ x (Billets SNCF)

2013/0125	D'attribuer un marché d'un montant de 33 620 euros HT à la société GFI pour la mise en place de la dématérialisation interne des factures.
2013/0127	D'attribuer le marché de fourniture de mobilier pour la production du projet design de Sébastien Cordoléani pour l'aménagement des bureaux et de l'espace pédagogique de la Panacée, pour un montant de 23 794.69 € HT, à RBC Design Center.
2013/0128	De conclure un contrat de partenariat avec la Société Editrice du Monde, pour un montant de 30 000 € HT dans le cadre de la Comédie du Livre 2013
2013/0129	D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée: aménagement d'espaces et signalétique de la Comédie du Livre, pour un montant de 47 716.50 € HT, à l'entreprise Atout Poses.
2013/0130	D'attribuer le marché négocié de «Maintenance et prestations GMA» à la société GMA CONSULTING pour une durée d'un an renouvelable trois fois et un montant total maximum de 50 000 € HT.
2013/0131	De mettre à disposition la galerie Saint Ravy du 18 mai au 2 juin 2013 à Mme Elizabeth PICOU pour une exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens.
2013/0132	De conclure un contrat de production et de cession de droits d'exploitation, pour un montant global de 36 392.35 € HT, avec l'association Illusion et Macadam, dans le cadre des activités artistiques de la Panacée.
2013/0133	D'attribuer le marché "Restauration du pont Vialleton - Maîtrise d'œuvre" à Dominique LARPIN, ACMH, et à Thierry HELLEC, vérificateur des MH, pour un montant global de 57 903.68 euros HT.
2013/0134	D'attribuer le marché « Achat d'enrobé en seaux » à la société MAI PRODUCTION, pour un montant maximum de commandes de 70 000.00 € HT. C'est un marché unique à bon de commandes passé pour 4 ans à compter de sa notification.
2013/0135	D'attribuer le marché "Achat de bancs métalliques pour les écoles" à la société HENRY S.A. pour un montant maximum de commandes de 30 000.00€ HT. C'est un marché unique à bon de commandes passé pour 4 ans à compter de sa notification.
2013/0136	<p>D'attribuer le marché "Achat de mobiliers de collectivité" à la société EQUIP CITE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le lot 1 et pour un montant maximum de commandes de 57 000.00 € HT, à la société SAS SOUVIGNET - pour le lot 2 et pour un montant maximum de 16 000.00 € HT, à la société ESAT LES COMPAGNONS DE MAGUELONE - pour le lot 3 et pour un montant maximum de 16 000.00 € HT. <p>C'est un marché unique qui fait l'objet de 3 lots, conclus sans minimum, pour un total maximum de 89 000.00 € HT sur une durée de 2 ans à partir de la date de notification.</p>

2013/0137	<p>D'attribuer le marché, pour le menu alternatif 2013 et pour un montant total maximum de 22 500.00 € HT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le lot 1- Tomates cerises BIO à la société BUONOMO - pour le lot 2- Sauté de porc BIO à la société SICABA - pour le lot 3- Riz sauvage de camargue BIO aucun candidat n'a proposé d'offre - pour le lot 4- Fromage à tartiner à la société POMONA - pour le lot 5- Chocolat au riz soufflé BIO/EQUITABLE à la société ARTISANS DU MONDE, pour le lot 6-Galette de riz BIO aucun candidat n'a proposé d'offre
2013/0138	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ICADE PROMOTION LOGEMENT (SAS)
2013/0139	De mettre à disposition la galerie Saint Ravy du 28 juin au 13 juillet 2013 dans le cadre de l'exposition « La station magnétique et Presse-moi »
2013/0140	De mettre à disposition la galerie Saint Ravy du 19 juillet au 4 août dans le cadre de l'exposition « Les arpenteurs d'espace ».
2013/0141	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/GARCIA Pierre
2013/0142	De mettre à disposition la galerie Saint Ravy du 29 novembre au 15 décembre 2013 « En traits libres, traits rebelles, BD underground et illustrations ».
2013/0143	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Mr Mathieu DUPIN
2013/0144	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DU ROND POINT D'ASSAS
2013/0145	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ERDF et GRDF
2013/0146	D'attribuer le marché concernant le désamiantage de locaux scolaires situés à l'école élémentaire Léopold Sedar Senghor à Montpellier à l'entreprise A+ Désamiantage pour un montant de 41 166,66 € H.T.
2013/0153	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI des Amandiers, située 2 rue du lantissargues, cadastrée section ON 26, pour un montant de 825.000 €.

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Plateforme expérimentale de concertation
urbaine interactive
Marché 2M71 - Avenant n° 1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que par décision n° 2012/0191 en date du 18 avril 2012, la Ville a attribué le marché 2M71 à la société UFO sise 2 rue Marcelin Berthelot – 93100 MONTREUIL pour la « Plateforme expérimentale de concertation urbaine interactive » pour une durée d'un an à compter de la date de notification soit le 26 avril 2012 et un montant maximum de 85 000 € HT ;
- Qu'il serait opportun d'étendre ce projet à d'autres quartiers dans les prochains mois ;
- Qu'il y a nécessité à prolonger la durée de ce marché pour une année supplémentaire ;


Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant n° 1 au marché précité pour une durée d'un an, à compter du 26 avril 2013.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000 – Chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 13/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14/5/2013
Notifiée le :



**Rétrocession de concession trentenaire - Acte 43515 -
Cimetière St Lazare**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté de délégation n°2013/0708/T/R du 3 avril 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE

Considérant :

- La demande formulée par Mme CHETRIT Simone Ve ATLAN domiciliée 2 Allée Coquerel Mas Drevon Bt G5 34070 MONTPELLIER, concessionnaire de la concession Acte 43515 section AR n°22 du 4° rang tendant à obtenir de la Ville le remboursement de la durée restant à courir pour ladite concession.

- Que Mme ATLAN Simone fait valoir qu'elle a procédé à l'exhumation du corps de son mari le 27 juin 2012 de cette concession temporaire vers la concession perpétuelle qu'elle a acquise au cimetière St Lazare et que, donc, cette concession temporaire lui est devenue inutile.

- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession trentenaire pour un montant de 927 €. Le calcul du montant de la reprise est décidé comme suit :

La concession trentenaire a été acquise le 4 septembre 2011 pour une durée de 30 ans et pour un montant de 973€. Pour calculer le montant de la reprise par la Ville, il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession par le concessionnaire depuis la date d'achat.

La somme de 973€ correspond à 30 ans d'usage, soit 360 mois. Le concessionnaire a disposé de la concession pendant 17 mois, 343 mois restent donc à courir, ce qui correspond à $(973/360) \times 343 = 927$ €.


- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 678, Fonction 920262.

Montpellier, le 06/05/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 07/05/2013

Notifiée le :



INTERPRETE EN LANGUE DES SIGNES

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté N°2012/2584/T/R du 18 septembre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur FLEURENCE, adjoint délégué.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la prestation « interprète en langue des signes »,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, en date du 25 mars 2013,
- La société DES'L a présenté la meilleure offre financière et technique.

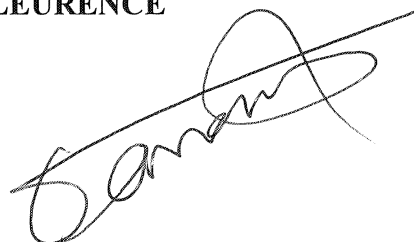
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à DES'L pour un montant de : 5000€ minimum et de 50000€ maximum pour deux ans,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement de marché,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du service Formation et Compétences de la Ville (nature, 6184, Fonction 9200 200).

Montpellier, le 13/5/2013

**Pour Madame le Maire absente, Monsieur le
Premier Adjoint
Serge FLEURENCE**

Publiée le : 14/5/2013
Notifiée le :





**Rétrocession de case de columbarium trentenaire -
Acte 43138 - Cimetière St Etienne**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2013/0708/T/R du 3 avril 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE ;

Considérant :

- La demande formulée le 20 juillet 2012 par Mme CLAVAUD Danielle Hélène veuve MOITIE domiciliée 285 allée du nouveau monde Havre St Pierre Bt J 34000 MONTPELLIER, concessionnaire de la case de columbarium à 30 ans, acquise le 6 septembre 2010, référencée Acte 43138 BLOC N°149, au prix de 484 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de la durée restant à courir pour ladite concession.
- Que Mme CLAVAUD Danielle Hélène veuve MOITIE fait valoir que, suite au décès de son mari, dans la situation de détresse dans laquelle elle se trouvait, elle avait acquis deux concessions à quelques jours d'intervalle, pensant inhumer son époux dans l'une et se faire elle-même inhumer dans l'autre, ignorant que la case de columbarium était prévue pour 2 urnes. Elle a réalisé que la seconde acquisition devenait inutile.
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession en case de columbarium trentenaire pour un montant de 445 €. Le calcul du montant de la reprise est décidé comme suit :
La concession en case de columbarium a été acquise le 6 Septembre 2010, pour une durée de 30 ans et pour un montant de 484 €.
Pour calculer le montant de la reprise par la Ville, il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession par le concessionnaire depuis la date d'achat.
La somme de 484 € correspond à 30 ans d'usage, soit 360 mois. Le concessionnaire a disposé de la concession pendant 29 mois ce qui correspond à $(484 / 360) \times 29 = 388,89$ €.
Le montant de la reprise est donc de $484 - 388,89 = 95,11$ €.
- Que le montant de la dépense sera inscrit au Budget de la Ville, Nature 678, Fonction 920262.

Montpellier, le 06/05/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 07/05/2013

Notifiée le :

**Retrocession de case de columbarium trentenaire -
Acte 43785 - Cimetière St Etienne**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2013/0708/T/R du 3 avril 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE ;

Considérant :

- La demande formulée le 10 mai 2012, par M. Claude Roger Raymond Pierre RIBOT domicilié 2 rue des capriers 34070 MONTPELLIER, concessionnaire de la case de columbarium, acquise le 13 avril 2012, référencée Acte 43785, BLOC P-A-060 tendant à obtenir de la Ville le remboursement de la durée restant à courir pour ladite concession.
- Que M. Claude Roger Raymond Pierre RIBOT avait acquis cette concession afin d'inhumer l'urne de sa mère. Or, suite à un différend au sein de la famille, Mme RIBOT, sa mère, a été inhumée dans une concession acquise par sa fille dans le cimetière de LATTES. Pour cette raison, il n'a pas utilisé et n'utilisera jamais la case de columbarium acquise en avril 2012.
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête

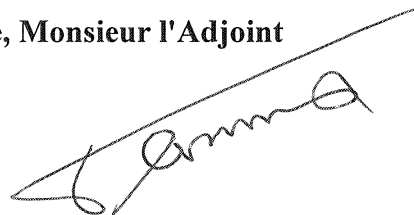
Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession en case de columbarium trentenaire au montant de 753 €, montant versé en avril 2012 dans les caisses du Trésor public.
- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 678, Fonction 920262.

Montpellier, le 06/05/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 07/05/2013
Notifiée le :



**Parc Darwin, Bois de Montmaur, Réserve naturelle
Mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation
du Plan d'Orientation Interne, Plan de gestion de
l'assainissement, Plan de gestion des fumiers**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2175/T/R en date du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint au Maire délégué à la prévention, l'environnement, la santé et la biodiversité ;
- Vu le dossier de consultation des entreprises relatif au marché public à procédure adaptée n° 3B0229 « Parc Darwin, Bois de Montmaur, Réserve naturelle – Mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation du Plan d'Opération Interne, Plan de gestion de l'assainissement, Plan de gestion des fumiers » ;
- Vu le rapport d'analyse des offres en question ;

Considérant :

- Que la Ville souhaite mettre en conformité le Parc Darwin, le Bois de Montmaur et la Réserve naturelle au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent ;
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 3B0229 « Parc Darwin, Bois de Montmaur, Réserve naturelle – Mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation du Plan d'Opération Interne, Plan de gestion de l'assainissement, Plan de gestion des fumiers » ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que seule la société QUALICONSULTING a présenté une offre, laquelle est conforme aux attentes de la Ville ;

Décide en conséquence que :

- L'offre de la société QUALICONSULTING – Allée de Barcelone, Les Bureaux du Parc, Bâtiment B 1^{er} étage, 66350 TOULOUGES - est retenue, pour un montant de 42 075 € HT,
- La dépense sera imputée sur le budget 2013 de la ville de Montpellier – Direction du Parc Darwin : Ligne de crédit : 22873 - Nature : 2031 - Fonction : 928232,
- Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisée à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision,

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot - 34000 MONTPELLIER .

Montpellier, le 02/05/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jacques TOUCHON

Publiée le : 03/05/2013
Notifiée le :



**Direction des Ressources Humaines
Service Formations et Compétences
Modification de la régie
Extension des dépenses autorisées et des moyens de
paiement
Augmentation du montant de l'avance**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret 2001-654 du 19 juillet 2001, relatif aux conditions et modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics,
- Vu le Décret 2007-23 du 05 janvier 2007, portant sur les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991
- Vu la Délibération 548 du 18 novembre 2008, relative aux modalités de remboursement des frais de missions
- Vu la Décision n° 544 du 18 octobre 1985, relative à création d'une régie d'avance « frais de mission »,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 22 avril 2013
- Vu l'arrêté n°2011/2176/T/R, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant : l'évolution des besoins relatifs à la régie d'avance « frais de mission », il convient d'étendre les dépenses autorisées et les moyens de paiement. Il convient également d'augmenter le montant de l'avance, et de reprendre l'intégralité des règles s'appliquant à la régie.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est institué depuis le 18 octobre 1985, une régie d'avances « frais de mission » à la Direction des Ressources Humaines, au sein du Service Formations et compétences.

Article 2 : Cette régie est installée dans les locaux du Service Formations et Compétences, 1, place Georges Frêche, 34267, Montpellier Cedex2,

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes dans la limite de 75 % du montant des frais prévus :

- Frais de transport et d'hébergement
- Frais d'alimentation et de restauration occasionnés par les déplacements des agents et élus envoyé en mission par la Ville.

La régie paie l'intégralité des dépenses suivantes :

- Droits d'entrées à des congrès et colloques de formation,

Article 4 : Les recettes désignées dans l'article 3 seront réglées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- **Carte bancaire**

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert auprès du Trésor Public et permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

Article 6 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à : **4 000 euros**.

Article 7 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et à la fin du fonctionnement de la régie.

Article 8 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 9 : Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/05/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 03/05/2013
Notifiée le :

Maintenance des portes, portails, rideaux et barrières automatiques des bâtiments communaux

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R en date du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'effectuer la maintenance des portes, portails, rideaux et barrières automatiques des bâtiments communaux ;
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 3C0017 ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la SAS RECORD PORTES AUTOMATIQUES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- L'offre de la SAS RECORD PORTES AUTOMATIQUES – 301 Rue de la Gariguette, ZAC de Saint-Antoine, 34130 SAINT-AUNES – est retenue.

Le marché est conclu pour un an à compter de sa notification. Il peut être renouvelé par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

Les prestations effectuées seront rémunérées de la façon suivante :

- maintenance forfaitaire : les prestations concernant la gestion technique seront rémunérées par application d'un prix global forfaitaire annuel de 14 395 € HT.
- maintenance curative hors forfait : les prestations feront l'objet de bons de commande. Elles seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires.
- La dépense sera imputée sur le budget 2013 de la ville de Montpellier – Fonction : 920 020.
- Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

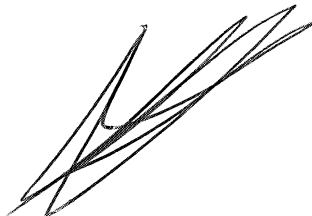
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 03/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 6/5/2013

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: sécurité et accompagnement événementiel de
la ZAT! 6**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que l'organisation de la manifestation ZAT !6, du 13 au 14 avril dans le quartier Mosson-Paillade impose que soit mis en place un dispositif de sécurité et d'accompagnement événementiel adéquat ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, deux entreprises ont répondu. L'entreprise A34 a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 3D0097) à l'entreprise A34, pour un montant de 28 897.70 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

13/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/5/2013
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/110

CONTENTIEUX
SOCIETE DG INVEST / MONTPELLIER
SOCIETE STICKER DESIGN / MONTPELLIER
SOCIETE SYNERGIE 34 / MONTPELLIER
ENTREPRISE NEMO / MONTPELLIER
SOCIETE JUNGLE JUMP / MONTPELLIER
SOCIETE MPI / MONTPELLIER
Recours indemnitaire
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'à la suite d'importantes pluies survenues le 08 octobre 2009 dans la région montpelliéraine, les locaux appartenant aux sociétés DG Invest, Sticker Design, Synergie 34, Nemo, Jungle Jump, MPI, sises dans la zone du Puech Radier à Lattes, ont subi d'importants dégâts matériels ;
- Que sur la base d'un rapport d'expertise judiciaire rendu le 23 décembre 2010, lesdites sociétés et leur compagnie d'assurances (Axa) ont saisi le tribunal administratif afin d'obtenir la condamnation solidaire de la commune de Lattes et de la commune de Montpellier à réparer lesdits dégâts prétendument consécutifs à l'insuffisance de rétention d'eau pluviale;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la ville dans ces affaires ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville dans ces affaires par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau- Palies, Noy, Gauer et Associés ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à ce dernier ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction 6227- 920200.

Montpellier, le 16/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 17/5/2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: réalisation et commercialisation d'un
catalogue pour une exposition photographique au
Pavillon Populaire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que les expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire s'accompagnent d'un catalogue spécifique, réalisé et diffusé par un éditeur spécialisé ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 26 mars 2013, les éditions HAZAN ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la réalisation et la commercialisation du catalogue consacré à Bernard Plossu ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 3B0278) aux Editions Hazan, 58 rue Jean Bleuzen, 92178 Vanves, pour un montant de 20 250 € HT (18 950 € pour l'offre de base et 1 300 € pour l'option) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/5/2013
Notifiée le :

**Transformation des 3 ZPPAUP en AVAP
et création d'une 4ème AVAP
Marché à bons de commande
Marché n° 2I04**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2886/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'études visant à transformer les 3 ZPPAUP existantes en AVAP en réexaminant leurs périmètres et à créer une 4^{ème} AVAP sur les quartiers Boutonnet Beaux-Arts ;
- Que conformément au Code des marchés publics 2006 articles 33 3^{al.} et 57 à 59, et aux dispositions de l'article 77 relatif aux marchés à bons de commande, Isabelle GUERIN-CAZORLA, architecte du patrimoine, pour le groupement, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

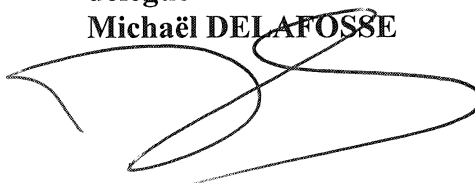
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande précité à Isabelle GUERIN-CAZORLA, architecte du patrimoine, pour le groupement, pour un montant maximum de 190 000,00 Euros H.T. ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500 - Chapitre 908 - Nature 202.

Montpellier, le 13/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14/5/2013
Notifiée le :





Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0113

**La Panacée, art et culture contemporaine
contrat de résidence
projet artistique annuel lié au patio**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que le projet culturel et artistique de la Panacée comporte notamment des résidences liées à la structuration du lieu conçu avec des artistes et la production d'œuvres spécifiquement conçues pour la Panacée ;
- Qu'une de ces résidences concerne la patio, envisagé comme un véritable espace de création et d'expérimentation ;
- Que ce projet, monté en partenariat avec la Direction Paysage et Biodiversité, concerne la création de l'œuvre « Hitokire » par le collectif d'artistes et paysagistes Contemporary Landscape Creations SARL, COLOCO ;
- Que, compte tenu de l'objet du marché (mapa 3D0120), ce contrat de résidence peut, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de résidence, joint en annexe, avec le collectif COLOCO, 213 rue du Faubourg Saint Antoine, 75011 Paris, pour un montant de 25 000 €
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/5/2013
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0114

**Avenant n° 1 au marché : Acquisition d'un logiciel de
gestion des subventions versées aux associations et
partenaires de la Ville de Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176, en date du 01/09/2011, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 29/07/2011, pour l'acquisition d'un logiciel de gestion des subventions aux associations et partenaires de la Ville de Montpellier, le marché a été notifié à la société ATEXO le 15/02/2012 pour un montant de 81 545 € H.T. ;
- Que des prestations complémentaires et imprévisibles nécessitent l'assistance à distance d'un expert pour paramétrage et configuration du logiciel aux spécificités demandées par les services instructeurs ;
- Que la Société ATEXO, sise boulevard des Capucines, 75002 PARIS, a présenté pour cette mission complémentaire une proposition pour un montant de 8 400 € H.T.

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 pour un montant de 8 400 € H.T. Le montant du marché est donc porté à 89 945 € H.T.
- De prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville, chapitre 900 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 21/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 22/5/2013
Notifiée le :

**ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde Parcelles
DL n°150a, 547, 533, 551, 154c, 153, 552 et 154e
Convention de participation Ville / SCI Domaine de la
Feuillade**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R en date du 2 septembre 2011 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Michaël Delafosse, Adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 16/1998 du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;

Considérant :

- Que la SCI Domaine de la Feuillade, représentée par sa gérante la SAS HELENIS, elle-même représentée par son président, Monsieur Thierry Aznar, envisage, sur sa propriété située au sein de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde, la construction d'un programme de 20 logements collectifs, correspondant à 1 638 m² de surface de plancher (SDP).
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SCI Domaine de la Feuillade, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, les parcelles cadastrées section DL n°150a, 547, 533, 551, 154c 153, 552 et 154e, objet du programme de construction, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquises par l'aménageur et propriétés de la SCI Domaine de la Feuillade ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) nouvelle envisagée : 1 638 m²
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 160 €/ m² SDP (valeur année 2013)
 - 1 638 x 160 = 262 080 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SCI Domaine de la Feuillade, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.

Montpellier, le 13/5/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14/5/2013

Notifiée le :

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Michaël Delafosse, is written over a horizontal line. The signature is composed of several loops and a long horizontal stroke.



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/116

CONTENTIEUX
Ville c/ SARL La Perle Bleue
Recours contre la décision du 12 mars 2013 refusant
l'attribution de l'étal n°13 Halles des 4 Saisons

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL La Perle Bleue a introduit un recours (n°1301895-4) contre la décision du 12 mars 2013 refusant de lui attribuer l'étal n°13 aux Halles des 4 Saisons ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 7/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/5/2013
Notifiée le :

Contentieux

**M. Charbel Charles KHOURY contre VILLE DE
MONTPELLIER**

**Recours en appel contre le jugement du tribunal
administratif de Montpellier en date du 19 septembre
2012**

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que par un recours gracieux en date du 25 février 2011, M. Charbel Charles Khoury a contesté la réalité de sa démission du poste de chef de cabinet et a réclamé le paiement d'indemnités de licenciement ;
- Que par courrier en date du 14 mars 2011, le Maire a refusé ledit recours gracieux ;
- Que M. Charbel Charles Khoury a déposé un recours devant le tribunal administratif visant à annuler ce refus et à obtenir des indemnités pour licenciement ;
- Que par un jugement en date du 19 septembre 2012, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête de M. Khoury ;
- Que M. Khoury a interjeté appel de ce jugement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;
- Qu'il convient donc de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau Palies Noy Gauer et associés ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à ladite SCP ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200

Montpellier, le 16/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEMITA

Publiée le : 17/5/2013
Notifiée le :

CONTENTIEUX
Procédure d'expulsion
Occupation illicite n°5 à 11 rue des Chasseurs
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les n°5, 7, 9 et 11 de la rue des Chasseurs sont occupés de manière illégale par de nombreuses personnes ayant refusé de quitter les lieux ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation en procédant à l'expulsion des occupants ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 13 15 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 14 15 2013

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Evolution de la plateforme de sécurité
Internet de la Mairie de Montpellier
Marché 3B0287**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite faire évoluer l'ensemble des éléments de la solution sécurité de son réseau informatique, pour garantir la sécurité et la confidentialité des données de son système d'information ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 3 avril 2013, la société NEXTIRAONE a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société NEXTIRAONE sise ZAC Aéroport Le Terga – 55 Impasse John Locke – 34470 PEROLS pour une durée d'un an reconductible une fois par tacite reconduction, à compter de la date de notification, pour un montant total minimum de 30 000 € HT et un total maximum de 80 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000 – Chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 21/5 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22/5 2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'élaboration de plats régionaux 2013
pour les restaurants scolaires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2012/2881 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acheter les denrées alimentaires nécessaires pour la confection des plats régionaux 2013 pour les restaurants scolaires de la Ville ;
- Qu'à la suite d'un avis public à la concurrence n° 2B0190 conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics en date du 12 mars 2013 les sociétés suivantes ont proposé l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots indiqués :

DISTRISUD pour le lot 1: poivrons marinés et tapenade, PRO A PRO pour le lot 1: caviar d'aubergine, BRAKE pour le lot 2: encornets farcis, PRO A PRO pour le lot 3: riz de Camargue, POMONA pour le lot 4: pélarçons, DISTRISUD pour le lot 5: yaourts au lait de brebis, BUISSON pour le lot 6: fougasse d'Aigues Mortes et oreillettes, PRO A PRO pour le lot 7: confiture de cerises.

Décide en conséquence :

- D'acheter les denrées nécessaires pour la confection des plats régionaux 2013 pour les restaurants scolaires de la Ville aux sociétés et aux montant maximum HT ci-dessous :

DISTRISUD	Lot 1 – poivrons marinés	1 600.00 €
DISTRISUD	Lot 1 – tapenade	1 800.00 €
PRO A PRO	Lot 1 – caviar d'aubergine	1 600.00 €
BRAKE	Lot 2 – encornés farcis	18 000.00 €
PRO A PRO	Lot 3 – riz de Camargue	800.00 €
POMONA	Lot 4 – pélarçons	6 000.00 €
DISTRISUD	Lot 5 – yaourts au lait de brebis	3 500.00 €
BUISSON	Lot 6 – fougasse d'Aigues Mortes et oreillettes	5 000.00 €
PRO A PRO	Lot 7 - confiture de cerises	800.00 €

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement du service des restaurants scolaires : nature 60623 fonction 922 ligne 1501.

Montpellier, le 20/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 20/5/2013
Notifiée le :

**Rachat par la Ville de la concession perpétuelle située
au cimetière St Lazare Acte 29351**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2012/2879/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Madame Amina BENOARGHA-JAFFIOL ;

Considérant :

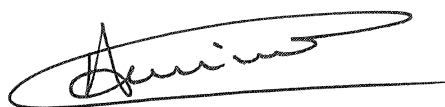
- La demande formulée par M. CROS Roger, domicilié Résidence Les Oiseaux, Bt C, 48 avenue Riou Blanquet 06130 GRASSE tendant à obtenir de la Ville le rachat de la concession perpétuelle Acte 29351, section Annexe P 18° division n°8 du 1°rang qu'il avait acquise le 27 août 1974 au prix de 2376 Francs (soit 362 €).
- Qu'à l'appui de sa demande, M. CROS Roger déclare que lui et son épouse souhaitent l'incinération et que ses descendants ont acquis une concession où ils demeurent et que dans ces conditions, la concession au cimetière St Lazare lui est devenue inutile.
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et non entretenue dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête

Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession dans les conditions suivantes :
La Ville remboursera 362 € conformément à la dépense engagée par le concessionnaire en 1974 et tel que mentionné sur l'acte de concession.
- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 678, Fonction 920262.

Montpellier, le 21/5/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée



Amina BENOARGHA-JAFFIOL

Publiée le : 22/5/2013

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée pour l'alerte et la réalisation de la revue de
presse écrite**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

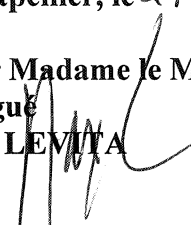
- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour l'alerte et la réalisation d'une revue de presse écrite ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 15/03/2013;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Kantar a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Kantar pour un montant minimum de 5 000 € et un montant maximum de 35 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification, avec possibilité de reconduction 2 fois;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 21/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 22/5/2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: réalisation et commercialisation de trois
catalogues d'exposition pour le Carré Sainte Anne**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que les expositions d'art contemporain présentées au Carré Sainte Anne ont vocation à bénéficier d'un catalogue dédié, réalisé et commercialisé par un éditeur spécialisé;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 2 avril 2013, les Editions Liénart ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 3B0290) aux éditions Liénart, 2 rue Marcelin Berthelot, 93100 Montreuil sous Bois, pour un montant de 37 500 € pour l'offre de base ainsi que 700 € pour l'option 5/2 (traduction de 20 000 signes) pour deux des trois catalogues, soit un montant global de 38 200 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/5/2013

Notifiée le :

**Evolution du progiciel de gestion financière Astre dans
le cadre du projet de dématérialisation interne des
factures**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acquis un logiciel spécialisé dans la gestion financière et comptable auprès de la société GFI Progiciels,
- Que la Ville souhaite mettre en œuvre la dématérialisation interne des factures,
- Que conformément à l'article 35-II du Code des Marchés Publics, la Ville peut conclure un marché sans mise en concurrence avec la société GFI Progiciels, sise 145 boulevard Victor Hugo 93400 Saint-Ouen, qui a présenté une offre économiquement avantageuse (MAPA n°3B0077),
- Il est donc proposé de retenir l'offre de la société GFI Progiciels pour un prix global et forfaitaire d'un montant de 33 620 euros HT soit 40 209.52 euros TTC.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville au chapitre 900 ;

Montpellier, le 16/05/2013

M. LEVITA
Adjoint au Maire

Publiée le :
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée:
fourniture de mobilier pour la production du projet
design de Sébastien Cordoléani pour l'aménagement
des bureaux et de l'espace pédagogique de la Panacée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le projet artistique et culturel de la Panacée, art et culture contemporaine prévoit que les divers aménagements soient réalisés en référence à un projet artistique ;
- Que le désigner Sébastien Cordoléani a ainsi conçu le projet d'aménagement des bureaux et de l'espace pédagogique, projet qui comporte des préconisations pour le choix des mobiliers et équipements ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, compte tenu des circonstances, ce marché (mapa 3D0162) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de fournitures de mobilier pour la production du projet design de Sébastien Cordoléani pour l'aménagement des bureaux et de l'espace pédagogique de la Panacée à RBC Design Center, 609 avenue Raymond Dugrand, 34000 Montpellier, pour un montant de 23 794.69 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 24/5/2013
Notifiée le :

Comédie du Livre 2013
**Contrat de partenariat avec la Société Editrice du
Monde**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise du 7 au 9 juin 2013 la 28^{ème} édition de la Comédie du Livre, manifestation littéraire consacrée aux rencontres internationales du livre ;
- Qu'il convient d'organiser des partenariats avec la presse, afin de valoriser l'évènement et d'en assurer la communication à l'échelle nationale ;
- Que la Société Editrice du Monde peut assurer la diffusion d'un dossier spécial dans son supplément *Le Monde des Livres*, ainsi qu'un espace publicitaire dans le quotidien *Le Monde* quelques jours avant la manifestation ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du contrat de partenariat avec la Société Editrice du Monde, joint en annexe, pour un montant global de 30 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 24/5/2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: aménagement d'espaces et signalétique de la
Comédie du Livre 2013**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise du 7 au 9 juin 2013 la 28^{ème} édition de la Comédie du Livre, sur l'esplanade Charles de Gaulle ;
- Que la bonne organisation de cette manifestation exige un aménagement d'espaces et une signalétique appropriés ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 19 avril 2013, conformément aux articles 28 et 30 du Code des Marchés publics, l'entreprise Atout Poses a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 3D0126) à l'entreprise Atout Poses, 183 rue des Creisses, 34 690 Fabrègues, pour un montant de 47 716.50 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/05/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 24/05/2013

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Maintenance et prestations GMA – Marché
3B0340**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'une consultation a été lancée le 23 avril 2013 pour la « Maintenance et prestations GMA » conformément à l'article 28.II du Code des marchés publics ;
- Que seule la société GMA CONSULTING est détentrice des droits exclusifs de propriété intellectuelle sur le logiciel GMA ;
- Qu'en conséquence, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence selon les conditions prévues à l'article 35. II.8 du Code des marchés publics ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché négocié 3B0340 précité à la société GMA CONSULTING sise 812 rue Paul Valéry – 84500 BOLLENE, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 50 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 29/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30/5/2013
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Mme Elisabeth Picou, 43 impasse des trois pointes, 34980 Saint Gély du Fesc, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition de l'association Artothèque de Montpellier, à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 18 mai au 2 juin 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Mme Elizabeth Picou à exposer à la galerie Saint Ravy du 18 mai au 2 juin 2013 (installation à partir du 15 mai et décrochage jusqu'au 4 juin);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Mme Elisabeth Picou a eu préalablement connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/05/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 24/05/2013

Notifiée le :

La Panacée, art et culture contemporaine
Contrat de production et de cession de droits
d'exploitation

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que dans le cadre de l'exposition inaugurale de la Panacée, *Conversations électriques*, la Ville a invité le collectif KomPost à produire une œuvre *in situ* ; la Ville accueillera également trois des artistes de KomPost en résidence, coproduira trois représentations de la performance *La Fabrique du Commun* et trois cessions des *Cycles de Conversations*;
- Que le collectif KomPost est représenté par Illusion et Macadam, en qualité de producteur délégué et donc seul détenteur des droits relatifs aux projets en question ;
- Que, compte tenu des circonstances, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, ce marché (mapa 3D0121) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de production et de cession du droit d'exploitation, joint en annexe, avec l'association Illusion et Macadam, pour un montant de 31 392.35 € HT ;
- De dire que la Ville remboursera à Illusion et Macadam l'équipement spécifique nécessaire au dispositif sonore, à hauteur de 2 500 € TTC ;
- De dire que la Ville prendra en charge, directement ou sur remboursement, les frais de transport des artistes, pour un montant maximum de 2 500 € TTC ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 27/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 28/5/2013
Notifiée le :

**Restauration du pont Vialleton - Maîtrise d'œuvre
Marché 3B0240**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2179/T/R du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'établir un contrat pour la rémunération de la maîtrise d'œuvre relative à la restauration du Pont Vialleton, comprenant :
 1. L'actualisation de l'étude préalable du 23 janvier 2006 et la réalisation de relevés complémentaires,
 2. L'actualisation du projet de restauration de juillet 2006 et la direction des travaux de restauration (1^{ère} phase).
- Que conformément au Code des marchés publics 2006 articles 28 et 35, le marché est passé sans publicité ni mise en concurrence, ces formalités étant inutiles en raison de l'objet du marché ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à :
 - Dominique LARPIN, architecte en chef des monuments historiques, maître d'œuvre, mandataire, pour un montant de 50 144.71 € HT,
 - Thierry HELLEC, vérificateur des monuments historiques, cotraitant, pour un montant de 7 758.96 € HT
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500, Chapitre 908, Programme 2013I31, Nature 2313 ;

Montpellier, le

31/05/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 03/06/2013

Notifiée le :



Attribution d'un marché selon la procédure adaptée pour l'achat d'enrobé en seaux

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'enrobé en seaux, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°3B0072), conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, en date du 25 février 2013, la société MAI PRODUCTION - Le Pourron - 69 770 VILLECHENEVE a présenté l'offre économique la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société MAI PRODUCTION pour un montant maximum de commandes de 70 000.00 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, nature 60633, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 24/05/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/05/2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de bancs métalliques pour les
écoles**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de bancs métalliques pour les écoles, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°3B0265), conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, en date du 18 avril 2013, la société HENRY S.A. Clos des soupignons – BP 26 - 84 141 MONTFAVET CEDEX a présenté l'offre économique la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société HENRY S.A. pour un montant maximum de commandes de 30 000.00€ HT, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement, nature 2188, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 24/05/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/05/2013
Notifiée le :



Attribution d'un marché passé selon la procédure adapté pour l'Achat de mobiliers de collectivité

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de mobiliers de collectivité, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisée (MAPA n°3B0141), conformément à l'article 28 procédure adaptée du code des Marchés Publics, en date du 29 avril 2013, la société EQUIP CITE 30 rue du château d'eau, 78 360 MONTESSON, pour le lot 1 (mobiliers de collectivité), la société SAS SOUVIGNET, route de Saint Marcelin, BP 409, 42 164 BONSON, pour le lot 2 (chaises métalliques « Touraine » et frappées « Ville de Montpellier »), la société ESAT LES COMPAGNONS DE MAGUELONE, ateliers du Prévôt, avenue Evêché de Maguelone, 34 250 PALAVAS LES FLOTS, pour le lot 3, (piétements métalliques spécifiques), ont présenté les offres économiques les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
 - EQUIP CITE pour le lot 1 et pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 57 000.00 € HT,
 - SAS SOUVIGNET pour le lot 2 et pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 16 000.00 € HT,
 - ESAT LES COMPAGNONS DE MAGUELONE pour le lot 3 et pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 16 000.00 € HT.
- Pour une durée de 2 ans à partir de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, natures 2184-2183, tous chapitres.
 - D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ces marchés.

Montpellier, le 24/05/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/05/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'élaboration du menu alternatif 2013
pour les restaurants scolaires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acheter les denrées alimentaires nécessaires pour la confection du menu alternatif 2013 pour les restaurants scolaires de la Ville ;
- Qu' à la suite d'un avis public à la concurrence n° 3B0283 en date du 23 mars 2013 et conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics les sociétés suivantes ont proposé l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots indiqués :
BUONOMO pour le lot 1- tomates cerises BIO, SICABA pour le lot2- sauté de porc bio, POMONA pour le lot 4- fromage à tartiner bio, ARTISANS DU MONDE pour le lot 5- chocolat au riz soufflé bio/équitable.
Pour le lot 3- riz sauvage de Camargue bio et le lot 6 – galette de riz bio aucun candidat n'a proposé d'offre ;

Décide en conséquence :

- D'acheter les denrées nécessaires pour la confection du menu alternatif 2013 pour les restaurants scolaires de la Ville aux sociétés et au montant maximum HT ci-dessous :

BUONOMO	Lot 1 – tomates cerises bio	6 000.00 €
SICABA	Lot 2 – sauté de porc bio	11 000.00 €
POMONA	Lot 4 – fromage à tartiner bio	2 700.00 €
ARTISANS DU MONDE	Lot 5 – chocolat au riz soufflé bio/équitable	2 800.00 €

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement du service des Restaurants Scolaires : Nature : 60623 Fonction : 922511 Ligne : 1501
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 31/5/2013
Notifiée le :

CONTENTIEUX

MONTPELLIER / ICADE PROMOTION LOGEMENT (SAS) Assignation devant le TGI Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acquis auprès d'ICADE PROMOTION LOGEMENT (SAS) un local en l'état futur d'achèvement aux fins d'y aménager une crèche, situé place Georges Frêche ;
- Qu'à la suite de fortes pluies survenues le 1^{er} novembre 2012, ledit local, en cours d'aménagement par la Ville, a subi des inondations importantes ;
- Que la Ville a sollicité du Tribunal de Grande Instance la désignation d'un expert au contradictoire des sociétés ICADE et BEC ainsi que des locateurs d'ouvrage chargés de l'aménagement intérieur de la crèche afin de déterminer les causes et responsabilités et d'établir les préjudices ;
- Que l'expert a déposé son rapport le 13 septembre 2012 ; qu'il a conclu à une répartition des responsabilités imputant une part à la Ville et a reconnu l'importance des préjudices subis par la Ville liés au retard d'ouverture de deux mois de la crèche et à la nécessaire reprise des désordres ;
- Que, dans ce cadre, il convient d'assigner la société ICADE PROMOTION LOGEMENT aux fins de la voir déclarer responsable des préjudices subis par la Ville et condamner à leur réparation ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;

- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/5/83

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 28/5/83
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Sarah Grandjean et Yragaël Gervais, 8 rue Isidore Girard, 34070 Montpellier, ont déposé une demande en vue de procéder à l'exposition *La station magnétique et Presse-moi*, à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 28 juin au 13 juillet 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Sarah Grandjean et Yragaël Gervais à exposer à la galerie Saint Ravy du 28 juin au 13 juillet 2013 (installation à partir du 26 juin et décrochage jusqu'au 15 juillet);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Sarah Grandjean et Yragaël Gervais ont eu préalablement connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 30/5/2013
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Nina Blondel, 20 rue Haguenot, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition *Les arpenteurs d'espace*, à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 19 juillet au 4 août 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Nina Blondel à exposer à la galerie Saint Ravy du 19 juillet au 4 août 2013 (installation à partir du 16 juillet et décrochage jusqu'au 6 août);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Nina Blondel a eu préalablement connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

29/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 30/5/2013

Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° ~~813~~ 141

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ GARCIA Pierre

Recours pour excès de pouvoir contre le refus implicite de faire droit à la demande visant à obtenir l'interdiction de circuler sur la rue Aglaé Adanson

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'en date du 03/09/2012 M. GARCIA a déposé auprès du Tribunal Administratif de Montpellier une requête visant à obtenir l'interdiction de la circulation automobile sur la rue Aglaé Adanson ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 28/5/2013
Notifiée le :



**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. Christophe Bauer, 2 rue du Bayle, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition *En traits libres, traits rebelles, BD underground et illustrations*, à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 29 novembre au 15 décembre 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser M. Christophe Bauer à exposer à la galerie Saint Ravy du 29 novembre au 15 décembre 2013 (installation à partir du 26 novembre et décrochage jusqu'au 17 décembre);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont M. Christophe Bauer a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

29/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 30/11/2013

Notifiée le :

CONTENTIEUX
Mr Matthieu DUPIN
Recours contre l'arrêté du 11 mars 2013 portant
sanction du 3ème groupe

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

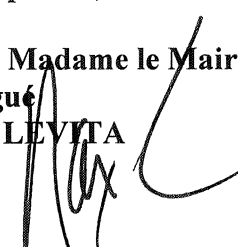
- Que Monsieur DUPIN a été sanctionné par un arrêté du 11 mars 2013 pour des faits reprochés dans le cadre de son travail ;
- Qu'il conteste la décision prise à son encontre devant le Tribunal Administratif (n°1302166-3) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 30/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 31/5/2013
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/144

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SYNDICAT DES
COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DU
ROND POINT D'ASSAS
Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire PC 34172 12V0217

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 20 février 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SCI VAL D'ASSAS un permis de construire visant à procéder à l'édification d'une résidence de 19 logements, impasse Aristide Maillol;
- Que le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DU ROND POINT D'ASSAS a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 19 avril 2013 sous le n°1301854-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 30/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué,
Max LEVITA

Publiée le : 31/5/2013

Notifiée le :

Contentieux
Ville de Montpellier c/ ERDF et GRDF
Pourvois en cassation contre les arrêts de la Cour
Administrative d'Appel de Marseille du 05/03/2013.

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Cour Administrative d'Appel de Marseille a, par deux arrêts du 05 mars 2013, admis les appels de la commune de Montpellier et jugé de la légalité de la redevance d'utilisation du domaine public routier ;
- Que ERDF et GRDF ont inscrit des pourvois contre ces arrêts (n°368291 et 368292) et qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la ville par l'intermédiaire de la S.C.P. LYON-CAEN et THIRIEZ devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
-
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le *30/5/2013*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : *31/5/2013*

Notifiée le :



63559

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour le désamiantage de locaux scolaires situés
à l'école élémentaire Léopold Sedar Senghor.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881 en date du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY, Adjoint Délégué à la Réussite éducative;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux de désamiantage de locaux scolaires situés à l'école élémentaire Léopold Sedar Senghor sise 26 rue de Bologne à Montpellier dans le cadre d'un réaménagement.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 22 avril 2013, conformément à article 28 du Code des marchés publics, l'entreprise A+ Désamiantage sise 3, rue de la Draye au Crès (34920) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 3 B 0327 précité à l'entreprise A+ Désamiantage pour un montant de 41 166,66 € H.T.;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2013 de la Ville, section : investissement Fonction : 90212 , Nature : 2313 Programme 2013I01
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30/5/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Jean-Louis GELY

Publiée le : 31/5/2013
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° ~~803~~ 153

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété de la SCI des AMANDIERS
2, rue du Lantissargues
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 10 octobre 2012 (n° 2012/2886/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 30 mars 2009 créant la zone d'aménagement concerté de la Restanque;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 5 avril 2013, la SCI DES AMANDIERS a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner concernant des locaux à usage d'activités situés 2 rue du Lantissargues et cadastrés section ON 26, au prix de 1.160.000 € ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien compris dans la zone d'aménagement concerté de la Restanque qui prévoit la transformation de la zone industrielle des Près d'Arènes en un quartier de ville aux multiples usages (habitat, activités, commerces, équipements publics et privés).
- que cette propriété est plus particulièrement impactée par trois emplacements réservés inscrits au Plan Local d'Urbanisme, l'un pour réaliser une nouvelle voie entre la rue de l'Industrie et celle du Mas d'Argelliers, les deux autres pour procéder aux élargissements des rues du Lantissargues et de l'Industrie. L'acquisition du bien permettra donc de réaliser en partie ces équipements routiers, le reste de la parcelle, non impactée par les réservations inscrites au PLU, permettant de construire en complément une opération de logements sociaux conforme aux objectifs de la zone d'aménagement concerté. Ces projets sont par ailleurs tous deux conformes aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de réaliser des équipements collectifs.
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI DES AMANDIERS située 2 rue du Lantissargues cadastrée section ON 26 au prix de 704.000 € ;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R.213-11 du code de l'urbanisme,
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27, ligne de crédit 22870 "Autres constructions".

Montpellier, le

4 JUN 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 5161203
Notifiée le :

